

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE CHÈQUE DE VIREMENT

(Les législations nationales)



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 5 Juin 1939, à 14 heures

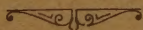
PAR

Maurice TEXIER

JURY :

Président : M. Edouard DOLLÉANS, Professeur

Suffragants { M. W. OUALID, Professeur
M. E. JAMES, Professeur



LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

22, RUE SOUFFLOT

PARIS

—
1939

LE CHÈQUE DE VIREMENT

LE CHÈQUE DE VIREMENT

(Les législations nationales)



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 5 Juin 1939, à 14 heures

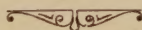
PAR

Maurice TEXIER

JURY :

Président : M. Edouard DOLLÉANS, Professeur

Suffragants { M. W. OUALID, Professeur
 { M. E. JAMES, Professeur



LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

22, RUE SOUFFLOT

PARIS

—
1939



*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ou improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

Introduction

Depuis les conférences de La Haye de 1910 et 1912 pour l'unification du droit en matière de lettre de change, de billet à ordre et de chèque, il n'est plus d'usage d'essayer de définir ces titres : on se borne à les décrire. Voici, par exemple, comment s'exprime la conférence de Genève de 1931, la dernière en date, au sujet du chèque :

Le chèque contient :

1° La dénomination de chèque, insérée dans le texte même du titre et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre;

2° Un mandat pur et simple de payer une somme déterminée;

3° Le nom de celui qui doit payer (tiré);

4° L'indication du lieu où le paiement doit s'effectuer;

5° L'indication de la date et du lieu où le chèque est créé;

6° La signature de celui qui émet le chèque (tireur) (Annexe I, Loi uniforme concernant le chèque, chapitre I^{er}, art. I^{er}, C 294, M 137, 1931, II B).

Cette façon de procéder s'est imposée par le fait que les divers pays représentés dans les conférences ne se faisaient pas la même conception de la nature juridique du chèque. « Il n'est pas désirable, déclarait l'un des rapporteurs, M. » Carlin, délégué de la Suisse.... Il n'est pas désirable que la

» loi uniforme définisse le chèque. Il serait probablement
» impossible de trouver une formule qui satisfasse tous les
» délégués. On n'a d'ailleurs pas, non plus, défini la lettre de
» change ». (Deuxième conférence de La Haye, 1912, actes II,
page 222).

C'était la sagesse même, surtout si l'on veut bien observer qu'à l'intérieur même de chaque pays, les juristes les plus qualifiés ne sont pas d'accord sur la conception qu'il convient de se faire du chèque. M. Jacques Bouteron, par exemple, consacre de longues pages « aux principales idées » sur lesquelles on a essayé de s'appuyer, en France, pour « construire le chèque, c'est-à-dire le mandat, la cession de créance, la délégation, la stipulation par autrui, l'indication de paiement ». (Le chèque, Théorie et Pratique, Paris 1924, page 138).

A première vue, on eût pu croire que la loi du 14 juin 1865 donnait une définition du chèque : elle disait en effet « le chèque est l'écrit qui, sous forme de mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait, à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte chez le tiré, et disponibles » ; mais ce serait se méprendre : la loi de 1865 se sert d'un des termes les plus vagues qui soient et, si elle parle de mandat, ce n'est pas pour ranger le chèque dans cette catégorie juridique, mais seulement pour déclarer que le chèque sous forme de mandat se substitue, désormais, au chèque récépissé qui avait jusqu'à fonctionné en France. Bref, le législateur de 1865 remplace le chèque récépissé, qui était d'usage courant chez nous, par le chèque mandat, seul admis en Angleterre et qui paraissait beaucoup plus pratique, mais il ne prend pas parti sur la nature juridique du chèque.

En la forme, la France adopte le système anglais, mais au fond elle ne se prononce pas. L'Angleterre cependant le faisait et le fait encore : d'après elle, un chèque est une lettre de change tirée sur un banquier et payable à vue : « a cheque » is a bill of exchange drawn on a banker payable on demand ». (A digest of the law of Bills of Exchange, promissory notes, cheques... by sir M. D. Chalmers 9^e edit. London, 1927, p. 289, § 73).

L'Angleterre définit donc le chèque par rapport à la lettre de change : ce n'en est qu'une variété; mais alors la difficulté n'est que reportée. Il s'agit de savoir ce qu'est la lettre de change. C'est un ordre inconditionnel et écrit, adressé par une personne à une autre, signé par la personne qui donne cet ordre, requérant la personne à laquelle il est adressé de payer à la demande ou à une certaine date, fixe ou du moins déterminable, une somme fixe en monnaie, soit à la personne spécifiée, soit au porteur : « a bill of exchange » is an unconditional order in writing addressed by one person to another, signed by the person giving it, requiring the person to whom it is addressed to pay on demand, or at fixed or determinable future time, a sum certain in money to or to the order of a specified person, or to bearer ». (A digest... by sir M. D. Chalmers, p. 10, § 3).

Il nous semble que ces définitions anglaises sont assez superficielles. En tout cas la France ne s'y est pas ralliée; elle ne voit pas dans le chèque une variété de la lettre de change. Pour elle, il y a une différence de nature entre les deux titres : la lettre de change est essentiellement un instrument de crédit; le chèque un instrument de paiement.

Ces quelques précisions suffisent, semble-t-il, à montrer que l'on a été bien inspiré dans les conférences internationales en renonçant à tenter de définir le chèque. Mais, s'il

en était ainsi du chèque ordinaire, c'est-à-dire du chèque de base, si l'on peut s'exprimer de la sorte, à plus forte raison devait-il en être de même des superstructures dont il peut être assorti, nous voulons parler spécialement du barrement, de la mention « à porter en compte » et de la certification.

Voici comment procède la conférence de Genève de 1931 à propos du barrement : « le tireur ou le porteur d'un chèque » que peut le barrer avec les effets indiqués dans l'article » suivant. Le barrement s'effectue au moyen de deux barres » parallèles apposées au recto. Il peut être général ou spécial. Le barrement est général, s'il ne porte entre les deux » barres aucune désignation ou la mention banquier ou un » terme équivalent. Il est spécial, si le nom du banquier est » inscrit entre les deux barres. Le barrement général peut » être transformé en barrement spécial, mais le barrement » spécial ne peut être transformé en barrement général. Le » biffage du barrement ou du nom du banquier désigné est » réputé non avenu ».

(Annexe I de la loi uniforme concernant le chèque, chapitre V, art. 37).

Après cela, nous nous rendons compte de ce qu'est le barrement, soit général, soit spécial, mais nous n'en avons pas de définition; le procédé est exactement le même en ce qui concerne le chèque à porter en compte : le chèque de virement, « le tireur, ainsi que le porteur du chèque, peut » défendre qu'on le paye en espèces, en insérant au recto la » mention transversale : « à porter en compte » ou une » expression équivalente. Dans ce cas, le chèque ne peut » donner lieu de la part du tiré qu'à un règlement par écritures (crédit en compte, virement ou compensations); le » règlement par écritures vaut paiement. Le biffage de la » mention « à porter en compte » est réputé non avenu ».

(Annexe I, chapitre V, art. 39).

Les conférences internationales tendant à l'unification du droit de change, n'ont pas cru devoir accueillir le chèque certifié, bien qu'il jouisse d'une grande faveur en Amérique. Voici dans quels termes la délégation américaine le présentait à la conférence de La Haye de 1912 : « Le système du » chèque certifié est extrêmement simple : deux articles de » la loi de New-York, de trois lignes chacun, en définissent » les effets : un chèque certifié est un chèque tiré par le » client d'une banque, de la façon ordinaire, sur son compte » de dépôt, mais, sur ce titre, un employé de la banque inscrit une mention signifiant que le chèque est « bon » ou » « certifié » pour la somme pour laquelle il a été tiré ».

(Note de la délégation américaine sur l'emploi du chèque certifié en Amérique, Actes II, page 351). Voici d'ailleurs les articles de la loi de New-York auxquels cette note se réfère.

Article 323 :

« Certification of check : Effect of. Where a check is » certified by the bank on which it is drawn, the certification is equivalent to an acceptance ».

Article 324 :

« Effect where the holder of check procures it to be » certified - Where the holder of a check procures it to be » accepted or certified, the drawer and all indorsers are discharged from liability thereon ».

Article 325 :

« When check operates as an assignment - A check of » itself does not operate as an assignment of any part of » the funds to the credits of the drawer with the bank, and » the bank is not liable to the holder, unless and until it accepts or certifies the check ».

Du fait même qu'ils sont descriptifs, les textes que nous avons reproduits ont le mérite de faire voir, en quelque sorte, le chèque et les modalités dont il peut être revêtu; mais ils ont un autre avantage qui est d'indiquer, de façon nette et précise, les effets juridiques attachés à ces diverses modalités.

Pour s'en rendre bien compte, il faut partir du chèque ordinaire, du chèque de base, comme nous l'avons déjà dit, et se demander quelles sont ses caractéristiques. Actuellement, du point de vue qui nous intéresse ici, elles peuvent se résumer en ceci : le bénéficiaire d'un tel chèque peut toujours en exiger le paiement en monnaies ayant cours légal. Il y a, certes, plusieurs manières de se servir de ce chèque. Si la personne qui le reçoit, a un compte en banque, elle peut l'adresser à cette banque qui l'encaissera et la créditera. Dans ce cas, il est probable que le règlement se fera par jeux d'écritures, car il va mettre en présence deux banques : la banque présentatrice et la banque tirée; mais, même dans cette hypothèse, la banque présentatrice peut exiger des espèces,

Supposons maintenant que la personne qui reçoit le chèque n'ait pas de compte en banque, elle ira elle-même le toucher et sera forcément réglée en espèces, mais alors l'intérêt que présente l'usage du chèque va se trouver très réduit. Certes, il sera encore avantageux pour le tireur pour lequel il est un mode très pratique de libération, diminuant les risques de perte, de vol, d'incendie, et facilitant sa comptabilité. Il en sera de même pour le tiré : celui-ci, en effet, ne délivre de carnets de chèques qu'à ses clients. Il est vrai que les banques paient généralement les chèques gratuitement, mais les comptes sont pour elles l'objet de prélèvements multiples, de telle sorte, qu'indirectement, elles ont un grand intérêt au développement du système du chèque.

Par contre, le bénéficiaire du chèque préférerait être payé en espèces. C'est plus sûr, car les chèques peuvent ne pas être provisionnés. C'est plus simple et plus rapide, car le créancier n'est pas exposé à de longues stations devant les guichets des banques. Mais ce qu'il importe surtout de souligner, c'est que le chèque ne remplit pas son véritable rôle quand il aboutit à un règlement en espèces. Quelle est, en effet, sa raison d'être si ce n'est de promouvoir les virements et les compensations, en un mot, les règlements par jeux d'écritures ?

A notre sens, le chèque ordinaire présente trois vices fondamentaux : il peut être sans provision ; il est facilement encaissable par un porteur illégitime ; il est payable en monnaie. Pour remédier à ces vices, la pratique a imaginé la certification, le barrement, et la mention « à porter en compte ».

Avec la certification, plus de chèque sans provision, à condition bien entendu que les banques respectent les prescriptions légales : « Pratiquement, disait dans une note la » délégation américaine à la conférence de La Haye de » 1912, la certification donne au chèque émis par un parti- » culier ou une association quelconque, la même valeur » qu'un chèque tiré directement par les employés de la ban- » que... le tireur demande la certification lorsqu'il doit faire » un paiement à une personne qui ne connaît pas bien sa » solvabilité, ou bien un paiement dans un autre lieu, quand » sa propre signature, à elle seule, n'aurait pas assez de » valeur, ou bien pour certaines opérations, telles que le » paiement de taxes, l'achat de propriétés immobilières, la » conclusion de certaines affaires pour lesquelles il fau- » drait, autrement, payer en numéraire ». (Actes II, page 351).

L'Amérique est très attachée à cette pratique; elle y voit tout à la fois un facteur de sécurité et d'économie et un facteur de compensation : « Les banques américaines, dit-on » encore dans la note précitée, regarderaient comme onéreux » et peu pratique, si un client leur demandait de préparer un » grand nombre de Cashier's checks dans les cas où la certification rendrait le même service... le système du chèque » que certifié est une forme de compensation qui réduit à » la fois le nombre des chèques à établir et la quantité d'or » et de billets à donner par les banques dans les périodes » d'activité des affaires. Son introduction dans les autres » pays augmentera l'usage des chèques en multipliant leurs » avantages et permettra d'éviter qu'on ne recoure aux en- » caisses des banques à certaines époques de l'année ». (Actes II, page 352).

Ces observations nous paraissent pertinentes, mais elles n'ont pas réussi à s'imposer dans les conférences internationales, si bien que la certification n'a pu se faire admettre ni dans les lois uniformes, ni, semble-t-il, dans les législations nationales de l'Europe. La pierre d'achoppement a consisté en ce que la certification est apparue comme incompatible avec le privilège d'émission des banques publiques ou privées. Était-il impossible de la réglementer de façon à éviter ce risque ? A-t-on craint de voir une circulation de moindre qualité se substituer à la circulation des billets ? En tout cas, on s'est privé d'un excellent instrument de sécurité et de compensations.

En France, diverses tentatives se sont produites tendant à instituer le chèque certifié. Citons seulement la proposition du 14 mars 1923 de MM. les députés Achille Fould et Guy de Montjou : « Avant l'émission d'un chèque, le » tireur peut le faire certifier par le tiré. La certification

» vaut acceptation ; elle se fait dans les mêmes formes que
» l'acceptation des lettres de change et produit les mêmes
» effets, sauf, toutefois, que le tiré est dégagé de sa respon-
» sabilité, dès que les délais de présentation du chèque sont
» écoulés » (N° 5785).

Cette proposition n'a pas abouti, mais nous avons un succédané de la certification : le visa. L'article 4 du décret-loi du 30 octobre 1935 unifiant le droit en matière de chèques est en effet ainsi rédigé : « Le chèque ne peut pas » être accepté. Une mention d'acceptation portée sur le » chèque est réputée non écrite, toutefois le tiré a la faculté » de viser le chèque : le visa a pour effet de constater l'exis- » tence de la provision à la date à laquelle il est donné ». Qu'est-ce à dire ? Demandons-le à M. Jacques Bouteron, l'éminent directeur du Contentieux de la Banque de France : « Il faut bien insister sur ce point déjà établi par » un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du » 22 octobre 1864 (D. P. 1864, 3, 102), affirmant que : un » simple visa ne saurait être considéré comme un engage- » ment personnel produisant les effets d'une acceptation ». » Ce n'est qu'une reconnaissance du banquier déclarant » que le crédit du compte du tireur justifie, ce jour-là, » l'émission du chèque. Mais il n'engage pas l'avenir... » (*Le Chèque, Théorie et Pratique*, page 344, Paris, 1924). Il est à craindre que, de ce chef, les porteurs de chèques visés n'éprouvent des déceptions. Espérons que le chèque certifié, qui a fait ses preuves en Amérique, finira par recevoir droit de cité dans notre pays. La plaie du chèque : c'est le défaut de provision, la certification en est le remède adéquat.

Un autre risque dans le maniement du chèque ordinaire : c'est qu'il ne tombe, par perte ou par vol, aux mains

d'un porteur illégitime, et que ce dernier ne l'encaisse. C'est à quoi remédie le barrement qui est, somme toute, une mesure de sécurité. Ces effets sont nettement indiqués dans l'article 38 de la loi uniforme. « Un chèque à barrement » général ne peut être payé par le tiré qu'à un banquier ou « à un client du tiré. Un chèque à barrement spécial ne » peut être payé par le tiré qu'au banquier désigné ou, si » celui-ci est le tiré, qu'à son client. Toutefois, le banquier » désigné peut recourir pour l'encaissement à un autre » banquier. Un banquier ne peut acquérir un chèque barré » que d'un de ses clients ou d'un autre banquier; il ne peut » l'encaisser pour le compte d'autres personnes que celles- » ci. Un chèque portant plusieurs barrements spéciaux ne » peut être payé par le tiré que dans le cas où il s'agit de » deux barrements, dont l'un pour encaissement par une » Chambre de Compensation. Le tiré ou le banquier qui » n'observe pas les dispositions ci-dessus est responsable du » préjudice jusqu'à concurrence du montant du chèque ». (*Annexe I*, loi uniforme concernant le chèque, chapitre V, art. 38).

On voit que la conférence de Genève ne laisse rien au hasard, elle descend jusqu'au détail. Mais son œuvre était ici très facilitée. Il est en effet d'un haut intérêt de noter que le statut du chèque barré est presque identique dans tous les pays où il est adopté. Il a été élaboré par la pratique et la jurisprudence anglaises, puis il est passé tel quel dans les autres lois. C'est ainsi, notamment, que notre loi du 30 décembre 1911 sur le chèque barré ne fait que reproduire le système anglais, alors que notre loi du 14 juin 1865 sur le chèque ordinaire était loin de n'être qu'une copie du droit anglais.

La sécurité que procure le barrement est fonction de divers éléments. Il est clair, d'abord, que le barrement spécial a plus de valeur que le barrement général et c'est pourquoi le barrement spécial peut être substitué au barrement général, sans que la réciproque soit possible. Il est évident encore que, pour produire ses effets de sécurité, le barrement suppose un système bancaire sérieux et bien organisé. On peut se demander si cette condition est réalisée chez nous. Nous possédons certes beaucoup de banques qui ne le cèdent en rien aux banques les plus respectables d'Angleterre; mais, à côté, que d'officines louches qui se parent du titre de « banque » ! Depuis quelques années, on s'efforce de réglementer cette profession, mais comme il est écrit dans : *Principes de Droit Commercial* de M. Jean Escarra, Tome 6, page 63, Paris, Sirey, 1936, « la loi se borne à exclure les personnes nettement indésirables... En fait, tout le monde, en France, peut être banquier et porter ce nom, dès qu'il fait une quelconque des multiples opérations de banque ».

Ces officines suspectes ne se montreront peut-être pas très difficiles dans l'acceptation des chèques barrés qu'elles prendront à l'encaissement ou dont elles feront l'acquisition. Or, toute l'efficacité du système du barrement repose sur le postulat que les banques n'accepteront ces chèques que de clients. Mais qu'est-ce qu'un client ? Les textes législatifs ne le disent pas. En Angleterre, la notion de client du « customer » a été bien précisée par la jurisprudence et la doctrine. D'après le spécialiste de ces questions, Sir M. D. Chalmers, une personne est réputée cliente d'une banque, lorsque cette banque lui ouvre un compte sur lequel elle peut tirer : « a person becomes a customer of a bank as soon as the banks open an account with him on which he can draw ». (A digest... page 311, § 82).

Ce fait peut être suffisant en Angleterre, où les banques, du moins les grandes banques, les « Big Five », n'ouvrent de comptes, et surtout ne délivrent de carnets de chèques qu'en connaissance de cause, c'est-à-dire que le candidat client doit fournir des références et déposer une assez forte couverture. Mais en France, rien n'est plus facile que de se faire ouvrir un compte, et ce seul fait ne saurait suffire à donner à quelqu'un la qualité de client. Il y a là une fissure possible dans le système du barrement, du moins du barrement général, fissure difficile à boucher. A notre sens, le problème réside, en définitive, dans une bonne organisation du régime bancaire. Mais comment y parvenir ? Beaucoup de pays ont essayé : Belgique, Suisse, Allemagne, Etats-Unis. Ont-ils réussi ?

Notons que, lors de la légalisation du barrement en France, en 1911, il est apparu plutôt comme un facteur de compensation que comme un facteur de sécurité. L'auteur de la proposition de loi, le sénateur Antony Ratier, écrivait : « l'utilité du barrement est double :

» 1° Il protège le bénéficiaire du chèque en cas de
» perte ou de vol. Il n'est pas possible en effet au voleur
» de se présenter chez le tiré pour recevoir le montant du
» chèque, puisqu'il n'y a qu'un banquier ou même le ban-
» quier désigné qui puisse l'encaisser.

» 2° Il évite la circulation de la monnaie. Déjà le
» chèque ordinaire a cet avantage : le tireur de chèque qui
» a des fonds chez un banquier évite la circulation des bil-
» lets ou de la monnaie, puisque le bénéficiaire va directe-
» ment toucher chez le banquier. En barrant le chèque, le
» tireur ne rend ce chèque payable qu'à un banquier et le
» porteur ne peut plus l'encaisser lui-même ; il doit recou-
» rir à l'intermédiaire d'un banquier. Le chèque barré fait

» donc intervenir deux banquiers, l'un pour le recouvrer,
» l'autre pour le payer; et, comme les banques sont d'ordi-
» naire en relation d'affaires, un simple jeu d'écritures li-
» quide les chèques sans circulation de fonds ». (*J. O.*,
10 décembre 1911, page 963, annexe N° 18, procès-verbal
de la séance du 4 février 1909).

Si, en 1911, le chèque barré a retenu l'attention du Par-
lement et des milieux d'affaires comme facteur de compen-
sations, c'est que, dans l'état de droit existant à cette date,
le chèque ordinaire pouvait être tiré sur n'importe qui, et,
en conséquence, il ne pouvait pas facilement aboutir à des
virements et des compensations. Il n'en est actuellement plus
de même. Depuis le décret-loi du 30 octobre 1935 : « le chè-
» que ne peut être tiré que sur un banquier, un agent de
» change, le Caissier Payeur Central du Trésor Public, les
» trésoriers payeurs généraux ou les receveurs particu-
» liers des Finances, les établissements de crédit municipi-
» pal et les Caisses de crédit agricole... » (art. 3). Un décret-
loi du 24 mai 1938 a encore un peu augmenté cette liste,
mais on peut dire, en bref, qu'aujourd'hui le chèque ordi-
naire ne peut être tiré que sur les banques et les grands
organismes de thésaurisation collective. Mieux qu'avant ces
dispositions législatives, il peut être un instrument de com-
pensation, mais il reste inférieur au chèque barré, car, dans
celui-ci, le présentateur et le tiré sont des banquiers, alors
que dans le chèque ordinaire, le présentateur peut être un
particulier.

Il faut ajouter que la banque qui présente le chèque
barré peut exiger le paiement en espèces, et c'est à quoi re-
médie l'institution du chèque de virement. On peut dire que
ce chèque est le seul qui remplisse pleinement la fonction
économique propre du chèque, à savoir : la substitution des

inscriptions en compte aux monnaies métalliques et aux billets.

Les économistes sont à peu près unanimes, croyons-nous, à estimer que cette substitution servirait à la fois les intérêts du public et de la nation. Ce sera un des objets de cette étude de le montrer, mais déjà les considérations générales que nous venons de développer le laissent assez pressentir. Elles nous ont permis de distinguer le chèque de virement des autres variétés de chèques et d'en souligner les caractéristiques essentielles.

En terminant cette introduction, il semble opportun d'indiquer brièvement le plan qui sera suivi. Nous dirons d'abord l'accueil fait au chèque de virement dans les principales conférences qui se sont tenues en vue de l'unification du droit de change. Nous verrons ensuite les pays qui ont adopté ce chèque et, aussi, les pays qui ne l'ont pas encore admis dans leur législation, mais s'en servent parfois dans la pratique ou usent de succédanés. Nous émettrons enfin quelques suggestions sur ce que pourrait être, à notre avis, le chèque de l'avenir, n'oubliant point, toutefois, qu'en matière de chèque, comme d'ailleurs dans presque tous les domaines, les besoins du public, et même ses préjugés, doivent être pris en grande considération et que le temps ne respecte rien de ce qui se fait sans lui.

PREMIERE PARTIE

Le chèque de virement aux conférences d'unification du droit en matière de change

Dans toutes les conférences, la question de savoir s'il conviendrait de faire une place au chèque de virement, dans les projets de loi uniforme, a été étudiée avec beaucoup de soin.

Pour éviter des redites, nous nous bornerons à donner un aperçu des débats et des solutions intervenues à la Conférence de La Haye en 1912, au Comité des Experts Juristes de la Société des Nations, aussi, et surtout, à la conférence de Genève de 1931. Nous terminerons cette première partie en donnant la liste des pays ratificateurs et en étudiant les conflits de lois résultant de l'utilisation d'un type de chèque que ne connaît pas la législation nationale d'un pays non ratificateur.

CHAPITRE I

LE CHEQUE DE VIREMENT DEVANT LA CONFERENCE DE LA HAYE DE 1912

La discussion s'ouvrit au cours de la deuxième séance du Comité Central, sous la présidence de M. Asser (15 juillet 1912). C'est l'un des délégués de l'Allemagne, M. Fischel, qui prit le premier la parole. Il fit d'abord observer que la clause « *nur zur verrechnung* », c'est-à-dire « à porter en compte », n'avait pas été introduite en Allemagne par la loi du 11 mars 1908, art. 14, comme on le disait souvent, mais qu'elle existait déjà depuis de longues années, était d'un usage général et donnait pleine satisfaction. Il expliquait que l'Allemagne connaissait deux catégories de chèques : les chèques simples et les chèques « *zur verrechnung* » ; les premiers destinés aux preneurs qui n'ont pas de compte en banque, les seconds à ceux qui en ont un. Il reconnaissait que, si un chèque « à porter en compte » était remis à une personne n'ayant pas de compte en banque, elle était gênée et critiquait le système. Mais n'en était-il pas de même avec le chèque barré ? M. Fischel déclarait ensuite qu'il n'était pas dans ses intentions de rechercher lequel était préférable, du barrement ou de la clause « à porter en compte ». Il relevait cependant certains défauts du chèque barré et notait qu'en Grande-Bretagne même, on était en train de l'amender, en insérant entre les barres la

mention « account payee » qui produisait les mêmes effets que la clause allemande. Il terminait en affirmant qu'on n'a aucune raison d'être mécontent du système allemand qui, pour un très grand nombre de chèques, conduit à un règlement par écritures, sans qu'il y ait le moindre mouvement en espèces. Il lui paraissait donc souhaitable d'admettre, dans la loi uniforme, les deux systèmes de chèques — barrés et à « porter en compte » — à la condition toutefois que chaque pays restât libre d'opter chez lui pour l'un à l'exclusion de l'autre.

L'un des délégués français, M. Ernest Picard, sous-gouverneur de la Banque de France, déclara se rallier à la solution préconisée par M. Fischel, et s'exprima ainsi : « Les » banques françaises ont le vif désir de faciliter et de développer le règlement par écritures. Elles s'efforcent déjà » d'utiliser dans ce sens le chèque barré, et il faut espérer » que le chèque avec la mention « à porter en compte » » pourra également être employé par elles ». (*Actes II*, page 167).

M. Hammerschlag, délégué de l'Autriche, abonda dans le même sens. Il affirma que, dans son pays, on était très content du chèque « zur verrechnung », et que les sommes réglées par le moyen de ces chèques étaient énormes. Il spécifiait, notamment, que presque tous les paiements à effectuer entre les banques étaient faits de cette façon.

M. Carlin, délégué de la Suisse, partageait l'avis de M. Ernest Picard : La loi uniforme devait mettre sur le même plan le chèque barré et le chèque à « porter en compte », mais M. de Nagy, délégué de la Hongrie, bien qu'il ne méconnût aucunement l'utilité de la mention « à porter en compte », estimait pourtant que, dans une codification internationale, il fallait tenir compte du rôle que jouait cha-

cun de ces systèmes dans le commerce mondial. Or, il est évident que le système anglais est beaucoup plus répandu que le système allemand. Il en concluait que la loi mondiale ne devait mentionner que le système anglais, et que le système allemand ne pourrait être prévu qu'à titre de réserve dans la convention. A l'inverse, le délégué russe, M. Dynowsky, proposait d'adopter le système allemand, plus simple et plus compréhensif pour la jurisprudence du continent.

Après ces interventions, la question parut « en état » et la conférence admit dans le projet de loi uniforme les deux types de chèques sur le même plan, réservant aux Etats Contractants la faculté d'exclure l'un de ces chèques, pour les chèques payables sur leurs territoires. C'était une solution de compromis, sans doute nécessaire dans l'état de choses existant.

Voici les textes relatifs au barrement et à la clause « nur zur verrechnung ».

Art. 19. — « Le chèque traversé au recto de deux barres parallèles ne peut être payé qu'à un banquier. Le barrement peut être effectué par le tireur ou par un porteur. Le barrement peut être général ou spécial. Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation, ou la mention banquier, ou un terme équivalent, ou seulement « et Cie ». Il est spécial, si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres. Le barrement général peut être transformé en barrement spécial, mais le barrement spécial ne peut pas être transformé en barrement général. Le chèque à barrement spécial ne peut être payé qu'au banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier. Il est interdit d'effacer le

» barrement ainsi que le nom du banquier désigné. Le tiré
» qui paie le chèque barré à une personne autre qu'un ban-
« quier, si le barrement est général, ou à une personne au-
» tre que le banquier désigné, si le barrement est spécial,
» est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé, sans que
« les dommages-intérêts puissent dépasser le montant du
» chèque. Est réservée aux Etats Contractants, pour les
» chèques payables sur leurs territoires, la faculté d'exclu-
» re le système des chèques barrés ».

Art. 20. — Le tireur, ainsi que tout porteur d'un chè-
» que, peut défendre qu'on paie le chèque au comptant, en
» insérant au recto la mention transversale « à porter en
» compte » ou une expression équivalente. Dans ce cas le
» chèque ne peut donner lieu qu'à un règlement par écri-
» tures (crédit en compte, virement ou compensation); le
» règlement par écritures vaut paiement. La mention « à
» porter en compte » ne peut pas être révoquée. La viola-
» tion de cette mention rend le tiré responsable du préjudice
» causé, sans que les dommages-intérêts puissent dépasser
» le montant du chèque. Est réservée aux Etats Contrac-
» tants, pour les chèques payables sur leurs territoires, la
» faculté de régler les effets de cette clause, dans le cas d'in-
» solvabilité du tiré, ainsi que d'exclure le système des chè-
» ques avec mention « à porter en compte ». (*Actes de la
Conférence de La Haye*, de 1912, tome I, page 259).

Les résolutions adoptées à La Haye ne furent point ra-
tifiées par les Etats pour diverses raisons, dont les principa-
les étaient que les Parlements regrettaient d'avoir à se des-
saisir d'une parcelle de leur souveraineté, et, aussi, que les
deux pays les plus évolués économiquement, l'Angleterre et
les Etats-Unis, ne voulaient pas se lier.

A la fin de la guerre, la question fut reprise sur l'initiative de diverses associations, et, spécialement, de la Société des Nations, qui chargea un Comité d'Experts Juristes d'établir un projet susceptible d'être soumis aux gouvernements, et ensuite à une nouvelle conférence internationale.

CHAPITRE II

LE CHEQUE DE VIREMENT DEVANT LE COMITE DES EXPERTS JURISTES

(1927-1928 — C. I. L. C. 61-1931, t. II)

Ce comité était composé de :

M. le professeur Percerou, *Président*, Paris.

M. Hans von Flotow, Berlin.

M. Karel Hermann Otavsky, Prague.

M. Joseph Sulkowski, Poznam.

M. Max Vischer, Bâle.

M. Edouard L. Vivot, Buenos-Ayres.

M. Auguste Weller, Milan.

Il siégea à Genève du 21 au 26 novembre 1927, du 23 au 29 janvier et du 11 au 13 avril 1928.

Ces experts prirent comme base de leurs travaux les résultats des études de la conférence de la Haye de 1912; mais, en ce qui touche le chèque de virement, ils adoptèrent une position toute différente. Ayant admis le chèque barré, tel qu'il était dans les résolutions de La Haye, sauf d'infimes modifications, ils émirent la recommandation « que » les pays connaissant seulement le chèque « à porter en » compte » remplacent cette pratique par celle du chèque » barré seulement ». Cette suggestion, assez inattendue,

souleva de vives résistances auprès de beaucoup de gouvernements. On en trouve l'écho dans un opuscule publié par la Société des Nations, le 10 février 1931 (*C.I.L.C.*, 61-1931, II, pages 14 et 15).

L'Allemagne, l'Autriche, Dantzig, la Hongrie, la Lettonie, la Pologne, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, estimaient qu'il y avait lieu de maintenir parallèlement le système des chèques barrés et des chèques pour compensation et demandaient le rétablissement de l'art. 20 des résolutions de la conférence de La Haye.

Par contre, les gouvernements belge, français et japonais, se prononçaient dans le sens des Experts Juristes. Il est curieux de noter que la France avait changé de camp depuis la conférence de La Haye de 1912 .

Quant aux Etats scandinaves et à la Roumanie, ils émettaient une suggestion très intéressante, à notre avis du moins, c'est à savoir que l'unification eût pu être réalisée en autorisant la mention « en compte » sur le chèque barré. On pouvait dès lors prévoir que la future conférence d'unification ne sanctionnerait pas purement et simplement les recommandations des Experts Juristes.

CHAPITRE III

LE CHEQUE DE VIREMENT A LA CONFERENCE DE GENEVE DE 1931

Dans ses lignes essentielles, ce fut la solution de La Haye de 1912 qui l'emporta aussi à Genève en 1931. Le chèque barré et le chèque de virement furent mis sur le même plan (articles 37, 38 et 39 de l'annexe 1 : Loi uniforme concernant le chèque. C. 294, M. 137, 1931, II B).

Il convient cependant de relever une différence importante : A La Haye, il avait été spécifié que les Etats Contractants pourraient exclure, pour les chèques payables sur leurs territoires, soit le système des chèques barrés, soit le système des chèques de virement, alors qu'à Genève, l'on reproduisit bien la même formule, mais en la complétant de façon intéressante. C'est l'objet de l'article 18 de l'annexe II : « Chacune des Hautes Parties contractantes se » réserve la faculté, par dérogation aux articles 37, 38 et » 39 de la loi uniforme, de n'admettre, dans sa loi nationale, que les chèques barrés ou les chèques « à porter en » compte » ; néanmoins, les chèques barrés et les chèques » « à porter en compte », émis à l'étranger et payables sur » son territoire, seront traités respectivement comme chè- » ques à « porter en compte » et comme chèques barrés ».

On peut objecter à cette solution qu'elle méconnaît la volonté probable du tireur et la règle « locus regit actum », mais il semble bien qu'en matière de chèque, il y ait un grand intérêt à appliquer, dans la plus large mesure possible, la loi du tiré, c'est-à-dire la « lex loci solutionis ». La règle admise à Genève peut aisément se défendre; il faut savoir pourtant qu'on y parvint qu'après de longs débats et même d'ingénieuses tractations.

Voici tout d'abord le commentaire que donne de la solution adoptée, le Comité de rédaction dans son rapport : « Pendant les délibérations, on a soutenu la thèse selon » laquelle les deux types de chèques devaient être unifiés » dans un seul, de sorte que les effets juridiques du barré- » ment et ceux de la clause « à porter en compte », seraient » identiques. Se rendant compte, cependant, des difficultés » qui pourraient surgir dans certains pays si l'on adoptait » un tel procédé, la conférence a pensé que le moment d'une » unification de ces deux genres de chèques n'était pas en- » core venu, mais que, si leurs types étaient également » admis dans la loi uniforme et que leurs effets fussent » en même temps fixés d'une manière détaillée, l'unifica- » tion, dans l'avenir, des deux types serait peut-être possi- » ble ». Chap. V *Du chèque barré et du chèque à porter en compte*, N° 104, C. 294 M 137, 1931, II B.).

Donnons maintenant un aperçu des discussions qui s'engagèrent sur cette question (C. 294 M. 137, 1931, II B, pages 104 et 261 à 288).

Le délégué de l'Allemagne, M. Quassowski, déclara que, parmi les états représentés à la conférence, il y en avait quatorze dont la législation connaissait le chèque barré, et onze dont la législation avait adopté le chèque « à porter en compte ». Certains pratiquaient les deux systèmes : Belgique, Portugal, Turquie et Suisse. Il observait que l'Al-

Allemagne ne saurait suivre la recommandation des experts, qui consistait à n'admettre que le chèque barré, le chèque « à porter en compte étant une partie essentielle des règlements sans numéraire et constituant un instrument important de la vie économique allemande. Il ajoutait que la suppression du chèque « à porter en compte » serait contraire à l'avis d'un des Comités de la Société des Nations, la Délégation de l'Or, qui essayait de promouvoir, par tous les moyens possibles, les règlements par jeux d'écritures. Il remarquait enfin, que, d'une statistique établie en Suisse, il résultait que le public préférerait le chèque de virement au chèque barré. Sur cent chèques présentés, vingt étaient barrés, quarante portaient la mention « pour virement » et quarante étaient des chèques ordinaires.

M. Namitkiewicz, délégué de la Pologne, abondait dans le sens de M. Quassowski, déclarant que plus il y a de sortes de chèques et mieux cela vaut : le public est ainsi poussé à se servir du chèque. Il disait que la Pologne ne connaissait que le chèque « à porter en compte » et qu'elle en était fort satisfaite.

Beaucoup d'autres délégués demandaient que les deux types de chèques fussent mis sur le même plan dans la loi uniforme : M. Sokal, pour l'Autriche ; M. da Matta, pour le Portugal ; M. Vischer, pour la Suisse ; M. Schmidt, au nom de la Chambre de Commerce Internationale.

La conférence manifestant que tel était aussi son sentiment, il s'agissait d'examiner et de résoudre les difficultés qui pourraient naître de cette coexistence. Il serait à craindre, d'après M. Quassowski, que le personnel des banques s'y perdit. Le délégué de la Belgique répliqua que ces craintes étaient chimériques, et il cita l'exemple de ce pays : la coexistence des deux types de chèques n'avait amené au-

cune complication. M. de Matta appuya M. de la Vallée Poussin, et indiqua qu'au Portugal il n'y avait pas eu plus de difficultés qu'en Belgique, et, qu'au contraire, les organismes économiques s'étaient montrés très favorables à la dualité.

M. Percerou fit observer qu'en tout état de cause, la conférence devait se préoccuper du sort d'un chèque émis dans un pays qui ne connaît que le barrement et payable dans un pays qui ne connaît que le chèque de virement, ou réciproquement. Plusieurs solutions étaient concevables : L'une fut proposée par M. Giannini, délégué de l'Italie et spécialiste des questions de droit international. Elle consistait à dire que le pays tiré devait tenir compte de la loi du pays émetteur ; par exemple : si un chèque barré était émis à Londres et payable à Berlin, le banquier payeur devait respecter les règles anglaises concernant le barrement. De prime abord, cette solution paraissait la meilleure ; elle avait l'avantage d'être en harmonie avec les principes généralement admis en matière de droit international privé qui fait une large place à la règle « locus regit actum », et aussi de respecter les intentions probables du tireur. Mais il est permis de douter que le droit commun soit bien celui qui convient aux effets de commerce. C'est ce qu'a fort bien montré, à notre sens, M. Hjalmar Egnell (*Le chèque et la loi du lieu de paiement. Etude des conflits de lois*. Paris, 1935, pages 113 et suivantes). Trois lois, d'après cet auteur, sont susceptibles d'être appliquées : loi du lieu d'émission, loi du lieu de passation, loi du lieu de paiement. La première qui vienne à l'esprit, et aussi la première qui est apparue historiquement, est la loi du lieu de l'émission. Le principe d'autonomie de la volonté incitait à prendre pour loi de conflit celle du pays où le titre était né, c'est-à-dire

celle du lieu d'émission. Il serait possible de discuter sur cette question de la naissance du titre et de prétendre que celle-ci remonte plus avant, lors de la formation d'un compte en banque et de la remise au tireur par le tiré d'un carnet de chèques. Mais, sans tenir compte de cette objection, l'application de la loi du lieu d'émission s'est avérée rapidement insuffisante. Tout d'abord, il peut, dans certaines législations, ne pas être indiqué; il peut, en outre, arriver que cette indication soit inexacte : qui empêche, en effet, d'écrire Londres ou Vienne sur un titre que l'on tire à Paris ?

Quoi qu'il en soit, la conférence de Genève rejeta la proposition Giannini, soit qu'elle ait été impressionnée par les considérations que l'on vient d'indiquer, soit, plus simplement, parce qu'elle craignait de trop alourdir la responsabilité des banquiers payeurs. Sans doute il est aujourd'hui relativement facile, en y mettant le prix, de se procurer les textes des lois étrangères, mais ces textes ont été interprétés et complétés par d'innombrables décisions de justice. C'est trop demander aux banquiers et à leurs employés, qui doivent payer les chèques avec une extrême rapidité, d'être tout à fait au courant de ce qu'ils doivent faire dans telle hypothèse, pour se conformer à telle législation étrangère. Raisonnablement, ils ne peuvent pas connaître toutes les lois du monde jusque dans leurs détails. Cette solution fut abandonnée, mais le problème restait posé.

M. Percerou, partant de l'idée que ce sont surtout des banquiers qui créent des chèques internationaux, et que ces banquiers connaissent, au moins dans leurs grandes lignes, les différents types de chèques admis dans chaque pays, suggéra que les banquiers de Paris missent la mention « à porter en compte » sur les chèques payables à Berlin et que

les banquiers de Berlin barrassent les chèques sur Londres. Bref, que les émetteurs employassent les formules admises dans le pays tiré. Dans ce système, la position du banquier payeur est bien moins dangereuse que dans le système précédent, puisque c'est sa propre loi qu'il aura à appliquer. Cette solution était ingénieuse et d'une application assez facile, si l'on veut bien songer que ce sont les tirés qui remettent en général les carnets de chèques au tireur et que l'on eût pu avoir des vignettes toutes préparées d'avance dont on se fût servi selon les pays.

La suggestion de M. Percerou fut cependant écartée, comme l'avait été celle de M. Giannini. Certains délégués pensaient qu'il faudrait peut-être en venir à décider que les chèques barrés et les chèques de virement devraient être traités comme des chèques ordinaires dans les pays qui ne connaissent pas ces formules. Cette solution radicale avait le grave inconvénient d'anéantir dans la circulation internationale toute la valeur du barrement et de la clause « à porter en compte », valeur qui avait été mise en lumière dans la discussion et qui était appréciée dans de très nombreux pays.

Finalement, la conférence adopta une solution transactionnelle, que nous avons déjà indiquée et qui consistait en ce qu'un chèque tiré de Paris sur Berlin, s'il était barré, serait assimilé à Berlin à un chèque « à porter en compte » et inversement. Sans doute c'était méconnaître la volonté probable du tireur et aussi les différences théoriques et pratiques qui distinguent ces deux types de chèques, mais on était dans une impasse et il fallait en sortir le moins mal possible.

En résumé, à la conférence de Genève, le chèque de virement est mis sur le même pied que le chèque barré. Cha-

cune des Hautes Parties Contractantes se réserve le droit de proscrire l'une de ces formes de chèques, mais seulement pour les chèques émis et payables sur son territoire. Quant aux chèques émis d'un pays sur un autre, ils seront traités, s'ils sont barrés, comme chèques de virements, dès qu'ils seront payables dans un pays qui ne connaît que ce type de chèque, et réciproquement. M. da Matta, délégué du Portugal, objecta, sans succès, qu'un chèque devait toujours conserver sa physionomie, sa fonction et ses effets propres, et qu'il ne lui paraissait pas admissible qu'un chèque barré puisse se transformer en un chèque « à porter en compte », et réciproquement.

Il va de soi que la solution admise à Genève ne s'impose qu'aux pays qui, ayant adhéré à la Convention, l'ont signée et ratifiée.

Voici, à notre connaissance, les pays où cette Convention est actuellement en vigueur : Allemagne, 3 octobre 1933; Danemark, 27 juillet 1932; Dantzig (par l'intermédiaire de la Pologne) 24 juin 1935; Finlande, 31 août 1932; France, 27 avril 1936; Grèce, 1^{er} juin 1934; Italie, 31 août 1933; Japon, 25 août 1933; Monaco, 9 février 1933; Nicaragua, 16 mars 1932; Norvège, 27 juillet 1932; Pay-Bas (Territoire d'Europe, 2 avril 1934; Indes Néerlandaises et Curaçao, 30 septembre 1935; Surinam, 7 août 1936; Pologne, 19 décembre 1936; Portugal (pour la Métropole), 8 juin 1934; Suède, 27 juillet 1932; Suisse, 26 août 1932. Pour cette dernière, sous réserve d'une révision des titres XXIV à XXXII du Code fédéral des obligations, ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques.

D'autre part, certains pays qui avaient signé la convention de Genève n'avaient pas encore, le 17 décembre 1938, adressé leur ratification au Secrétariat Général de la Société

des Nations. Ce sont : la Belgique, l'Equateur, l'Espagne, la Hongrie, le Luxembourg, le Mexique, la Roumanie, la Tchécoslovaque, la Turquie, la Yougoslavie.

Reste la question de savoir comment se résoudreont les conflits de lois naissant de l'émission d'un chèque barré sur un pays qui ne connaît que le chèque de virement, ou réciproquement, dans le cas où les Etats en cause ne sont pas liés par les conventions de Genève ci-dessus rappelées.

Le droit conventionnel faisant alors défaut, on retombe forcément dans le droit commun. Malheureusement le droit commun n'est pas uniforme. C'est ce qui a été fortement souligné par M. le professeur Niboyet dans son traité de *Droit International Privé Français* (Tome I, page 68, Paris, 1938) : « Un droit international privé, qui serait vraiment » une tranche du droit international, devrait être commun » aux divers pays. Or, c'est un principe actuellement certain » que chaque pays a le droit de posséder son propre système » de solution de conflits (Règle du caractère purement national des solutions) et qu'il n'existe pas de règles s'imposant au respect de tous les Etats. C'est ainsi que, dans un » pays, la capacité des individus sera soumise à la loi de » leur domicile, et, dans un autre, à celle de leur nationalité, » ou encore, les successions, soit à la loi de situation des » biens, soit à celle d'origine du pays du défunt. Aucun » principe n'oblige un Etat à suivre telle solution plutôt que » telle autre. Il est seul juge de son intérêt et il ne viole » aucune obligation internationale en agissant ainsi ».

Dans de telles conditions, l'on peut prévoir que les solutions données au problème en question seront aussi variées, ce qui n'est pas de nature à faciliter la circulation internationale des chèques. L'Angleterre, par exemple, qui n'a pas

signé les conventions de Genève, continuera à faire une très large application de la règle « *locus regit actum* », c'est-à-dire que, si un chèque est émis à Berlin avec la mention « à porter en compte », elle le traitera chez elle comme un chèque de virement. L'Amérique, au contraire, qui n'est pas non plus « partie » aux conventions de Genève, aura, semble-t-il, tendance à faire prédominer la « *lex loci solutionis* », c'est-à-dire qu'elle paraît bien moins éloignée que l'Angleterre de la solution adoptée à Genève.

Nous estimons, avec M. Egnell, qu'en matière de chèque la « *lex loci actus* » n'est pas la loi adéquate pour les raisons déjà exposées et qu'il faut lui préférer la « *lex loci solutionis* », surtout pour des raisons pratiques, les plus décisives dans une telle matière. « Quand on réfléchit sur le chèque, » écrit M. Egnell (*Le chèque et la loi du lieu de paiement*, » page 115, Paris, 1935) ...on est obligé de constater qu'il n'y » a qu'un lieu qui soit sûr et fixe : c'est le lieu de paiement. » Il n'est pas possible d'imaginer un chèque dans lequel le » lieu de paiement ne serait pas indiqué, et il n'y a pas de » fraude possible. Pour le paiement, le chèque est localisé » dans un endroit précis, à telle banque, dans telle ville et » dans telle rue : c'est un point stable qui ne laisse place à » aucune incertitude. Pourquoi, dès lors, ne pas appliquer » cette loi du lieu de paiement à tout le statut du chèque, » aussi bien aux questions de capacité qu'à celles des obli- » gations nées de cet instrument et à celles des formes ? »

Nous n'avons pas à insister ici sur une démonstration déjà faite dans l'étude précitée. Il suffit d'avoir indiqué que la solution admise à Genève, dans des hypothèses données, mériterait peut-être d'être généralisée.

Maintenant que nous connaissons la position des grandes conférences d'unification par rapport au chèque de virement, il y a lieu d'exposer celle des principaux pays. Ce sera l'objet des deux parties suivantes : Dans la première, nous indiquerons les pays dont la législation a reconnu droit de cité au chèque de virement; dans la seconde, les pays qui ne l'ont pas encore fait.

DEUXIEME PARTIE

Le chèque de virement dans les législations des divers pays du Monde

Nous étudierons, d'une façon détaillée, dans une troisième partie le chèque de virement dans les législations des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Nous répartirons les principaux autres pays du monde en trois groupes. Dans le premier, figureront les pays qui ont signé et ratifié la convention de Genève, portant loi uniforme sur les chèques, du 19 mars 1931. Dans le deuxième, nous traiterons de quelques pays qui ont signé cette convention, mais qui ne l'ont pas encore ratifiée. Dans le troisième, nous nous occuperons des pays non représentés à la conférence de Genève, ou qui ont refusé de s'engager. Nous terminerons enfin cet exposé par un dernier chapitre dans lequel nous tirerons les conclusions générales qui se dégagent de l'étude des diverses législations nationales.

CHAPITRE PREMIER

PAYS QUI ONT RATIFIÉ LA CONVENTION DE GENEVE DU 19 MARS 1931

PREMIÈRE SECTION

PAYS QUI ONT ACCEPTÉ LE CHÈQUE DE VIREMENT

§ A. — *Allemagne*

Le principal de ces pays est l'Allemagne. C'est le 3 octobre 1933 que cet état a ratifié les conventions de Genève, et c'est par une loi du 14 août 1933, entrée en vigueur le 1^{er} avril 1934, qu'il a mis sa législation en harmonie avec les dites conventions. Cette loi de 1933 n'apporte pas d'innovation au droit antérieur en matière de chèque « à porter en compte ». Elle reproduit purement et simplement les dispositions de la loi du 11 mars 1908, ainsi libellée : « Le tireur, » ainsi que tous porteurs d'un chèque, peuvent en interdire » le paiement au comptant, moyennant l'inscription au recto de la mention transversale : « uniquement pour virement » (nur zur verrechnung). Dans ce cas, le tiré ne peut liquider ce chèque que par voie de compensation. La compensation vaut paiement au sens de la loi. La défense est irrévocable : sa violation rend le tiré responsable du préjudice qui peut en résulter.

Du fait des conventions de Genève, rien n'a été changé à la législation allemande en ce qui concerne le chèque « à porter en compte ». Mais, comme l'écrivaient MM. E. Hamburger et Y. Marx, « la nouvelle loi a introduit le chèque » barré. Cependant, les dispositions concernant le chèque » barré n'entreront pas en vigueur en même temps que les » autres dispositions de la loi : elles n'entreront en vigueur » que plus tard, à une date qui sera fixée par le ministère de » la Justice du Reich. En attendant, les dispositions concer- » nant le chèque barré sont valables seulement en ce qui » concerne les chèques barrés provenant de l'étranger : » ceux-ci sont traités comme des chèques allemands à » « porter en compte ». (*La Convention de Genève sur l'unification du droit du chèque. Tableau des ratifications et des réserves adoptées par chaque Etat signataire. Paris, 1937, page 51*).

Peut-être pourrait-on relever quelques contradictions dans la citation que nous venons de faire. L'Allemagne ne fait pas produire au barrement l'effet qui lui est normalement attaché, puisqu'elle transforme, conformément d'ailleurs aux réserves permises par les conventions de Genève, les chèques barrés en chèques à « porter en compte », quand ils sont payables chez elle. Mais ce sont là des à-côtés de la question : il suffit de retenir que le chèque de virement fonctionne en Allemagne dans les mêmes conditions qu'avant les conventions de Genève. Il n'y avait pas de raison pour l'Allemagne de changer sa législation, puisqu'elle en était fort satisfaite, et que les conventions de Genève mettaient sur le même plan le chèque barré et le chèque de virement.

De l'avis de certaines banques que nous avons consultées, les règlements sans monnaie représenteraient, en Allemagne, environ 30 ou 35 % de l'ensemble des paiements.

Nous avons relevé des statistiques qui donnent des pourcentages beaucoup plus élevés, mais elles sont relatives à des organismes où la compensation est pour ainsi dire la règle. C'est ainsi que le pourcentage des paiements en espèces effectués par la Reich Bank ne s'élevait qu'à 7,5 % en 1931 et tombait à 5,35 % en 1937, tandis que celui des règlements par compensation effectués par le Service des chèques postaux allemands passait de 79,5 % en 1931 à 84,7 % en 1927. (*Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich* 1938, Berlin, page 397).

Il serait intéressant de savoir quelle est la proportion des virements et compensations qui s'effectuent par l'intermédiaire du chèque « nur zur verrechnung ». Mais il est impossible de le dire, car l'on ne récapitule pas les virements et compensations, selon qu'ils procèdent de chèques ordinaires, de lettres de change, de lettres ordinaires, de télégrammes ou de chèques « nur zur verrechnung ». Les banques que nous avons interrogées nous ont répondu que ces chèques, en usage surtout entre les établissements de crédit, étaient relativement assez peu nombreux mais représentaient des sommes très importantes.

A côté des moyens de paiements scripturaux, d'usage normal, comme les chèques, les lettres de change, l'Allemagne connaît d'autres procédés de paiement de caractère compensatoire mais de nature juridique bien différente. Les effets de commerce constituent toujours, en faveur des bénéficiaires, des créances monétaires donnant droit, soit à vue, soit à terme, à l'encaissement de sommes d'argent. Au contraire, les autres procédés auxquels nous faisons allusion, ne donnent pas le droit de réclamer une portion quelconque du stock monétaire, qu'il soit de métal ou de papier. Ils donnent seulement le droit d'obtenir certaines prestations éco-

nomiques ou de s'acquitter de certaines dettes. Ces « monnaies de financement » sont déjà anciennes en Allemagne. Divers Etats allemands en émirent vers 1948 : par exemple, le Wurtemberg (loi du 1^{er} juillet 1849). Ces bons de caisse n'étaient pas convertibles en numéraire, mais les caisses publiques les acceptaient pour leur valeur nominale en paiement des impôts. En 1932, M. Von Papen crée des bons fiscaux assez analogues, mais sur une échelle infiniment plus vaste. En 1933-1934, le D^r Walter Zander se fit le protagoniste de la création d'une monnaie ferroviaire, système déjà expérimenté il y a un siècle par Friedrich List pour l'établissement du chemin de fer de Leipzig-Dresde. Cette monnaie ne donnait droit qu'à voyager en chemin de fer ou à faire transporter des marchandises. Plus récemment encore, l'Allemagne instituait des traites de travail à 15 mois, et, tout dernièrement enfin, de nouveaux bons d'impôt. Désormais, le Reich n'empruntera plus que très exceptionnellement à long terme, désirant permettre aux entreprises privées de s'approvisionner sur le marché, ce qu'elles ne pouvaient faire ces dernières années. Le financement des dépenses extraordinaires du Reich sera assuré au moyen des bons d'impôt. Le Reich, les pays, les communes, les services publics, ne paieront en espèces qu'à concurrence de 60 % ; le reste sera réglé avec les bons d'impôt. Ces bons sont de deux sortes : les bons I seront acceptés au pair en paiement des impôts et des droits de douane, mais au bout de six mois seulement. Les bons II ne le seront qu'après trois ans, mais au taux de 112 %. Les fournisseurs recevront un montant égal de bons I et II et pourront payer les personnes avec lesquelles ils traiteront avec ces bons dans la même proportion. Dans les conjonctures économiques où se trouve l'Allemagne, l'on a tout lieu de voir dans ces émissions des expé-

dients et des emprunts forcés. En tout cas, elles se différencient profondément des chèques de virement dont l'usage est libre et qui, en définitive, sont des assignations sur des monnaies, alors que les « monnaies de financement » ne sont jamais converties en espèces.

§ B. — *Autriche*

On sait assez que ce pays a perdu son indépendance. De ce fait, les récentes publications de la S. D. N. n'en font plus mention parmi les états ayant adhéré définitivement aux conventions de Genève, encore que le gouvernement autrichien l'ait fait dès la fin de 1932. Ces conventions n'avaient en rien modifié la position de l'Autriche vis-à-vis du chèque de virement : elles l'avaient purement et simplement conservé. La réglementation en était la suivante : Le tireur et tout endosseur d'un chèque peuvent par l'addition : « seulement pour compte » (nur zur verrechnung), écrite ou imprimée en travers, au recto d'un chèque, défendre au tiré de payer en argent. Dans ce cas, le chèque ne peut être employé qu'à régler un compte avec le tiré ou un client (girokunden) de celui-ci, ou avec une chambre de compensation du lieu de paiement. Si le tiré n'est pas lui-même membre de la chambre de compensation, il peut, lors de la présentation du chèque, par une mention à faire sur le chèque, le rendre payable à un membre de cette chambre. L'admission en compte équivaut au paiement dans le sens de la présente loi. Le tiré est responsable de tout dommage résultant de la non observation de la défense. La mention « seulement pour compte » ne peut pas être supprimée. Comme on le voit, la loi autrichienne est plus explicite que la loi allemande : elle entre dans les détails et tend, par tous les moyens, y compris la domiciliation, à promouvoir les règlements sans monnaie.

§ C. — *Dantzig*

Nous n'ignorons pas que du point de vue du droit international, la ville libre de Dantzig devrait venir en retrait de la Pologne, comme l'on dit en style diplomatique. Mais du point de vue de la législation du chèque, sa place est à côté de l'Allemagne : Dans la loi du 9 mars 1934, en vigueur depuis le 1^{er} avril 1934, elle admet exactement les mêmes règles que cette dernière, spécialement en matière de chèque de virement et de chèque barré.

§ D. — *Pologne*

Dans l'opuscule précité sur les conventions de Genève, publié sous la direction de MM. Joseph Hamel et Marc Ancel (page 102), Mme Olga Garfunkel écrit que : « L'ancienne loi « polonaise concernant le chèque, en vigueur depuis le 1^{er} » janvier 1925, était basée complètement sur le règlement » de La Haye, et qu'après l'adhésion de la Pologne à la convention de Genève, il fut nécessaire de changer le texte de » la loi, et de l'ajuster aux principes de la convention ». Ce fut l'objet de la nouvelle loi polonaise du 28 avril 1936, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1936. Mais, du point de vue qui nous intéresse ici, la loi de 1936 ne fait que reproduire celle de 1925. L'article 23 de la loi ancienne admettait déjà « le chèque à porter en compte » et décidait qu'il ne pourrait pas être payé en espèces, mais seulement transféré d'un compte à un autre. C'est également ce que prescrit l'article 39 de la loi nouvelle. Mais, à côté du chèque de virement, la loi de 1936 connaît le chèque barré. Voici le texte relatif au chèque de virement : Le tireur ou tout porteur d'un chèque, peut, en insérant au recto la mention transversale : « seulement pour virement », ou bien « à porter en compte », interdire, au tiré, le paiement du chèque en espèces. Dans ce cas, le

chèque ne peut donner lieu qu'à un règlement par compensation avec le tiré, ou toute autre personne qui a un compte chez lui, ou avec un membre de la chambre de compensation du lieu de paiement du chèque. Si le tiré n'est pas lui-même membre de la chambre de compensation, il peut, au moment de la présentation, indiquer sur le chèque le nom d'un membre de cette chambre, comme chargé du paiement. Le règlement par compensation vaut paiement du chèque. L'interdiction de payer en espèces ne peut être révoquée. La violation de cette interdiction rend le tiré responsable du préjudice causé.

Il nous paraît inutile de souligner que ce texte est identique à celui de l'Autriche.

§ E. — *Suisse*

Ce pays est particulièrement intéressant à étudier. C'est qu'en effet, jusqu'à une date tout à fait récente, (1^{er} juillet 1937), à la différence des états précités, il ne possédait pas de réglementation légale du chèque de virement, ni du chèque barré, encore que les deux fussent connus de la pratique. Signataire des conventions de Genève relatives au chèque, la Suisse les ratifia dès le 26 août 1932; mais, d'après une déclaration faite par le gouvernement suisse, en déposant l'instrument de ratification, celles-ci ne devaient prendre effet qu'après l'adoption d'une loi nationale révisant les titres XXIV à XXXIII du Code Fédéral des obligations, ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, billets à ordre et chèques.

En fait, la Suisse s'est bornée à modifier les chapitres de son Code des obligations et n'a pas fait de loi spéciale. Dans son message complémentaire (Ad. 2284) du 12 février 1932, le conseil fédéral s'exprime ainsi à ce sujet : « Il est

» à peine besoin de faire observer qu'en insérant la loi uni-
» forme dans le code révisé, nous nous acquittons de l'enga-
» gement d'introduire ce texte de Genève aussi bien que si
» nous en faisons une loi spéciale. L'adoption de ce système
» a pour effet d'attribuer aux articles en cause la numé-
» ration qui convient à leur place dans le code révisé (arti-
» cles 970 et suivants), sans pour cela changer l'ordre des
» dispositions tel qu'il a été arrêté à Genève ». (page 3).

Ceci n'est qu'une question de forme. Pour ce qui est du fond, le code révisé reproduit dans ses articles 1118, 1119 et 1120, les dispositions admises à Genève dans les articles 37, 38 et 39 que nous avons déjà cités au début de cette étude. Mais, pour ce qui est du chèque de compensation, il ajoute deux articles : les articles 1121 et 1122. L'article 1121 est ainsi rédigé : « Le porteur d'un chèque de compensation a
» le droit d'exiger du tiré qu'il paye comptant, et, faute par
» celui-ci de le faire, d'exercer son recours, si le tiré est en
» faillite, a suspendu ses paiements ou a été l'objet d'une
» saisie infructueuse. Quant à l'art. 1122, le voici : « Le por-
» teur d'un chèque de compensation a, en outre, le droit
» d'exercer son recours, s'il établit que le tiré refuse d'en
» opérer le virement sans condition ou si la chambre de
» compensation du lieu de paiement, déclare que ce chèque
» ne se prête pas à éteindre les dettes du porteur. »

Ces deux articles sont destinés à pourvoir à divers risques inhérents au chèque de compensation et à l'acclimater dans le pays. En résumé, et c'est le point qu'il est intéressant de souligner, la Suisse admet sur le même plan, dans son droit interne, le chèque barré et le chèque de virement. Dans un message (N° 2284) du Conseil Fédéral à l'Assemblée Fédérale, en date du 21 février 1928, l'on en trouve les rai-

sons. Il y est exposé que : « Les avis des milieux intéressés » ont varié quant à savoir s'il convenait de fixer dans le » projet des règles sur le chèque barré et le chèque de compensation ou sur l'un et l'autre titres. Finalement, la commission d'experts a été presque unanime à accepter ces » deux formes de chèques. Tous ses membres ont, au surplus, reconnu qu'il fallait régler la question dans le projet » et ne pas s'en tenir simplement aux usages des banques. » Le chèque barré et le chèque de compensation n'offriront » toute sécurité que si leurs effets juridiques sont précisés » dans la loi ». (Page 144).

De l'enquête faite dans les milieux intéressés et compétents, il résulte donc qu'il est préférable d'avoir une législation sur le barrement et le chèque de virement que de s'en tenir à l'état de choses qui existait auparavant et qui consistait à s'en remettre à la pratique et à la sagesse des tribunaux : Les droits et obligations des personnes impliquées dans la circulation des chèques gagnent à y être bien définis. D'autre part, ces mêmes milieux voient plus d'avantages que d'inconvénients à la coexistence de deux sortes de chèques, barré et de compensation.

Le Conseil Fédéral justifie encore son système par d'autres considérations. Il observe que le chèque de compensation a pu s'acclimater en Suisse alémanique et qu'il a été introduit par la Banque Nationale (art. 6, alinéa 3 des prescriptions concernant les opérations de virements), et par l'Administration Fédérale des Postes (art. 7 du Règlement relatif aux comptes postaux), alors que le chèque barré est apprécié surtout en Suisse romande.

Ces considérations tiennent à la forme même de l'Etat suisse qui est un Etat fédéral : mais elles ont une valeur

d'enseignement qui est la suivante. La Suisse alémanique préfère le chèque de virement, parce que ses relations économiques se font surtout avec l'Allemagne, et la Suisse romande préfère le chèque barré, parce qu'elle travaille plus spécialement avec la France. Le Conseil fédéral fait une brève comparaison entre le chèque barré et le chèque de virement et conclut ainsi : « On fait l'éloge du chèque de compensation, lequel offrirait pour le moins autant de garantie que le chèque barré contre les abus, et présenterait l'avantage d'une circulation plus intense, en réduisant encore les paiements en numéraire » (page 144). Il ajoute pourtant qu'il faut prendre des précautions, et qu'il paraît utile, par exemple, d'envisager le cas dans lequel la situation financière du tiré périliterait, une fois que le chèque a été émis, d'où les articles 1088 et 1089 qui statuent que le porteur d'un chèque de compensation a le droit d'exiger du tiré qu'il paye comptant, et, faute par celui-ci de le faire, d'exercer son recours contre le tireur et les endosseurs, si le tiré est en faillite, a suspendu ses paiements, ou a été l'objet d'une saisie infructueuse. Le tiré et les endosseurs ne peuvent donc pas objecter alors au porteur que le virement vaut paiement. De même, il y a recours si le tiré refuse d'opérer le virement sans condition, ou si la chambre de compensation du lieu de paiement déclare que le chèque ne se prête pas à éteindre les dettes du porteur.

Ici se termine la liste des pays qui ont ratifié définitivement les conventions de Genève de 1931 et dont la législation a réglementé le chèque de compensation; ce sont : l'Allemagne, l'Autriche, Dantzig, la Pologne et la Suisse.

SECTION II

PAYS QUI N'ONT PAS ADOPTÉ LE CHÈQUE DE VIREMENT

Passons maintenant brièvement en revue la liste des pays qui ont ratifié la convention de Genève, et dont la législation n'admet pas le chèque de compensation. Elle est plus longue et comprend : le Danemark, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, le Japon, Monaco, le Nicaragua, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède. Ces états ont retouché leur législation du chèque pour la mettre en harmonie avec les conventions de Genève.

§ A. — *Pays nordiques*

C'est ainsi que les pays nordiques ont promulgué de nouvelles lois : la Norvège, le 27 mai 1932, pour entrer en vigueur le 1^{er} novembre 1932; la Finlande, le 14 juillet 1932, pour entrer en vigueur le 1^{er} novembre 1932; le Danemark, le 27 juillet 1932; la Suède, le 13 mai 1932, pour entrer en vigueur à la même date du 1^{er} novembre 1932. Ces lois ont été faites en collaboration et sont identiques; elles règlent le barrement et se bornent à décider, conformément aux conventions de Genève, que les chèques de compensation émis à l'étranger et payables chez eux seront traités comme des chèques barrés (art. 39). On remarquera que ces pays font beaucoup d'affaires avec l'Angleterre et sont, de ce fait, incités à se servir du chèque barré, en usage dans ce pays, plutôt que du chèque de compensation.

§ B. — *France*

Quant à la législation française, elle est essentiellement contenue dans le décret-loi du 30 octobre 1935 qui a fait passer dans notre droit la plupart des dispositions admises

par les conventions de Genève de 1931. Ce décret a été complété par deux autres du 24 mai 1938. Notre législation ne réglemente pas le chèque de virement, comme nous le verrons en détail : elle traite les chèques de compensation émis à l'étranger comme s'ils étaient barrés.

§ C. — Grèce

La Grèce a procédé d'une façon très curieuse pour mettre sa législation en concordance avec les conventions de Genève. Dans une première loi du 16 octobre 1933, promulguée le 20 octobre de la même année, elle se borna à publier le texte de la convention signée à Genève le 19 mars 1931 avec la loi uniforme, les annexes et le protocole, faisant ainsi entrer cette convention dans le droit interne hellénique. M. Egly Psaltis remarque avec raison que cette « promulgation » aurait suffi à elle seule à satisfaire les obligations internationales de la Grèce découlant de cette convention. Cependant on jugea préférable, en Grèce, de voter par la suite une seconde loi n° 5960, du 23 décembre 1933 (*Journal du Gouvernement* du 23 décembre 1933), qui règle la matière du chèque dans son ensemble. (*La convention de Genève sur l'unification du droit du chèque. Tableau des ratifications et des réserves adoptées par chaque état signataire. Paris 1937, page 71*).

M. Egly Psaltis s'étend longuement sur l'utilité de cette seconde loi. Il suffira de dire ici qu'elle ne fait pas de place au chèque de compensation, sauf s'il a été émis à l'étranger.

§ D. — Italie

En Italie, c'est un décret royal du 21 décembre 1933, n° 1736, qui a introduit la loi uniforme de Genève. Les articles 40 et 41 sur les chèques barrés reproduisent, sans modi-

fication, les articles 37 et 38 des conventions de Genève. L'article 42 est relatif au chèque à « porter en compte » : il reproduit intégralement l'art. 39 de la loi uniforme, mais il y ajoute un paragraphe qui lui enlève une grande partie de son efficacité puisqu'il décide que le tiré n'est tenu de porter en compte le montant du chèque que pour un client : hors ce cas, il peut le régler en espèces. Cette solution s'explique par des considérations de deux sortes : D'une part, l'Italie n'est pas à un stade très avancé du point de vue de l'éducation économique, et l'on a craint de décourager le public s'il trouvait trop de difficultés dans le règlement des chèques, mais, d'autre part, l'on ne méconnaît pas que ce chèque est sans doute le chèque de l'avenir et l'on tâche de l'acclimater.

§ E. — *Japon*

Le Japon a, lui aussi, mis sa législation du chèque en accord avec les conventions de Genève de 1931. Il l'a fait par une loi du 29 juillet 1933 (N° 57), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1934. Cette loi consacre les solutions admises à Genève en matière de chèque barré, solutions qui figuraient déjà, d'ailleurs, dans le droit antérieur. Mais elle ne règle pas le chèque de compensation qu'elle assimile au chèque barré, lorsqu'il est tiré à l'étranger et payable au Japon.

§ F. — *Monaco*

La principauté de Monaco s'est bornée à ratifier la convention portant loi uniforme, le 15 février 1933, et l'a promulguée sans aucune réserve, l'introduisant ainsi dans son droit interne.

§ G. — *Pays-Bas*

Le gouvernement des Pays-Bas a ratifié les conventions de Genève le 2 avril 1934, mais en faisant usage des réserves mentionnées à l'annexe II de la convention. Il avait, au préalable, retouché sa législation de façon à la mettre en harmonie avec lesdites conventions. Comme la Suisse, les Pays-Bas n'ont pas fait une loi spéciale : ils ont inséré dans leur Code de Commerce (art. 178 à 229 *bis*), les dispositions relatives au chèque. Ce pays paraît préférer le chèque barré au chèque de compensation.

§ H. — *Portugal*

Ce chèque était réglementé dans ce pays par un décret (N° 13.004) du 12 janvier 1927; décret qui s'inspirait du projet d'unification en cours d'études, si bien que le Portugal n'a presque rien eu à changer à son droit antérieur. Le chèque barré y est plus en faveur que le chèque de virement, mais, en droit, il semble pourtant que ces deux instruments soient sur le même plan.

Jetons maintenant un rapide regard sur la législation des pays qui ont signé les conventions de Genève, mais ne les ont point encore ratifiées. (Janvier 1939).

CHAPITRE II

PAYS QUI ONT SIGNE LES CONVENTIONS DE GENEVE DU 19 MARS 1931, MAIS NE LES ONT PAS ENCORE RATIFIEES

Ces pays sont : la Belgique, l'Equateur, l'Espagne, la Hongrie, le Luxembourg, le Mexique, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Turquie et la Yougoslavie.

Voyons quelle est la position des principaux de ces pays par rapport au chèque de virement.

§ A. — Belgique

Le chèque est réglementé, dans cet Etat, par une loi du 31 mai 1919. Cette loi met sur le même plan le chèque barré et le chèque de virement. Voici le texte relatif au chèque de virement : Le tireur, ainsi que tout porteur d'un chèque, peut défendre qu'on paie le chèque en espèces, en inscrivant au recto la mention transversale « à porter en compte », ou une expression équivalente. Dans ce cas, le chèque ne peut donner lieu qu'à un règlement par écritures (crédit en compte, virement ou compensation); le règlement par écritures vaut paiement. La stipulation « à porter en compte » ne peut pas être révoquée; l'inobservation de cette stipulation rend le tiré responsable du préjudice causé, sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant du chèque. Dans ce pays, le chèque barré et le chèque de virement

coexistent sur un pied d'égalité, comme en Suisse actuellement et, semble-t-il, au Portugal. Au dire des représentants de la Belgique et du Portugal, aux conférences de Genève de 1931, cette dualité n'a pas entraîné de difficulté, mais a, au contraire, été très appréciée par les milieux intéressés.

§ B. — *Espagne*

Il semble bien que le Code de Commerce de ce pays admette les deux variétés de chèques. Dans les Actes de la deuxième conférence de La Haye de 1912, Titre II, page 273, le gouvernement espagnol se prononçait déjà pour que la loi uniforme adoptât et le chèque barré (art. 5 respuestas) et le chèque « nur zur verrechnung » (art. 7).

§ C. — *Hongrie*

La Hongrie ne réglemente que le chèque de virement (art. 11 de la loi du 28 décembre 1908). Les dispositions sont presque identiques à celles de l'Autriche, que nous avons déjà citées. La délégation hongroise, à la deuxième conférence de La Haye (1912), désirait déjà que « chaque état » contractant se réservât la faculté, pour les chèques payables sur son territoire, de prévoir et régler une modalité de paiement dans le sens de la clause « nur zur verrechnung » réglée par les lois de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie. » (*Actes* II, page 379).

§ D. — *Roumanie*

Ce pays a promulgué une loi nouvelle sur le chèque, le 1^{er} mai 1934; elle est entrée en vigueur le 1^{er} juin de la même année. Mais cette loi contient des dispositions et des réserves que les conventions de Genève ne prévoient pas. Il ne semble pas que le chèque barré et le chèque de virement aient reçu une réglementation.

§ E. — *Tchécoslovaquie*

Ce pays a perdu son indépendance depuis le mois de mars 1939. En matière de chèque, il suivait la législation de l'ex-Autriche et réglementait seulement le chèque « à porter en compte ». Mais l'attitude de ses délégués à la conférence de Genève de 1931 a montré que ce pays était aussi disposé à faire une place au chèque barré.

§ F. — *Yougoslavie*

La position de cet état est la même que celle de l'ex-Tchécoslovaquie.

§ G. — *Turquie*

Comme la Belgique, ce pays met sur le même plan le chèque barré et le chèque de compensation (articles 17 et 18).

*
**

Nous donnerons enfin quelques indications sur les pays qui n'ont pas signé les conventions de Genève, mais qui pourraient y adhérer. Ce sera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE III

PAYS N'AYANT PAS SIGNÉ LES CONVENTIONS DE GENEVE DE 1931, MAIS QUI PEUVENT Y ADHERER

La liste de ces pays est très longue puisqu'elle contient tous les états du monde qui n'ont pas figuré dans les tableaux ci-dessus. (*Société des Nations* A. 6. (a) 1938, Annexe I. V. Genève, 1^{er} septembre 1938). La voici : Afghanistan, Union Sud-Africaine, Albanie, Etats-Unis d'Amérique, Arabie Saoudienne, République Argentine, Australie, Bolivie, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, République Dominicaine, Egypte, Esthonie, Ethiopie, Guatémala, Haïti, Honduras, Indes, Irâk, Iran, Irlande, Islande, Lettonie, Libéria, Lichtenstein, Lithuanie, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pérou, Salvador, St-Marin, Siam, Soudan, U. R. S. S., Uruguay et Vénézuëla.

Nous consacrons de longues pages dans la suite à la situation de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique. Quant aux autres pays cités ci-dessus, il y en a beaucoup dans lesquels le chèque n'a qu'un rayon d'action tout à fait réduit. Il en est cependant quelques-uns qui présentent un certain intérêt quant à la question que nous étudions : celle de la diffusion du chèque de compensation.

§ A. — *Argentine*

Ce pays réglemente en détail les chèques barrés et les chèques de virement dans son Code de Commerce (art. 819 à 833). C'est l'article 823 qui est relatif au chèque de compensation, le voici : « Les chèques tirés pour effectuer des » opérations de virement ou de compte courant dans une » même banque seront barrés, en général : entre les lignes » transversales, seront écrits les mots « pour comptabilité ». » En ce cas, le banquier ne pourra payer en numéraire. »

Il résulte de ce texte que le chèque de compensation n'est admis en Argentine que dans une hypothèse assez particulière et que la mention « pour comptabilité » n'est qu'une superstructure du barrement. Cette dernière indication mérite d'être retenue. A la conférence de La Haye de 1912, les délégués de l'Argentine étaient d'avis que « la clause « nur » zur verrechnung », pour giro de comptes ou pour comptabilité, devait être admise à l'effet de sa signification : » ledit chèque étant destiné à opérer des compensations, la » banque n'aura pas à faire des paiements en argent. » (*Actes II*, page 359).

§ B. — *Brésil*

La position du Brésil est assez semblable à celle de l'Argentine. Ce pays admet le chèque barré et le chèque de virement; mais les dispositions qui visent cette dernière variété de chèque ne sont pas précises. Les voici : « Les banques et » les commerçants pourront faire la compensation de leurs » chèques de la façon qu'ils tiennent pour plus convenable, » en respectant les dispositions de cette loi. » A la conférence de La Haye de 1912, le Brésil se prononça pour le chèque de compensation, dans les termes suivants : « La clause « nur » zur verrechnung », usitée en Allemagne et créée par l'ar-

» ticle 14 de la loi du 11 mars 1908 doit être admise par la
» loi avec les mêmes effets de sa loi de création. Il est dési-
» rable cependant de bien définir la portée de la clause, pour
» bien fixer si elle permet seulement le virement ou bien
» la compensation en Clearing House. » (*Actes II*, page 368).

§ C. — *Chili*

Le Chili ne connaît, semble-t-il, que le chèque barré (art. 30 à 32 de la loi du 8 février 1922). Il ignore le chèque de virement.

§ D. — *Chine*

La Chine a une législation tout à fait moderne du chèque : elle est calquée sur le système anglais. Elle comporte une réglementation du chèque barré, mais non du chèque de compensation. (*Wei. Tao. Ming. Le Chèque en Chine*, Paris, 1925).

§ E. — *Colombie*

La réglementation du chèque dans ce pays résulte de la loi du 19 juillet 1923, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1924. Cette loi ne vise expressément ni le chèque barré ni le chèque de virement, mais traite de la certification, comme le font les Etats-Unis, dans les articles 188 et 189; les voici à titre indicatif : art. 188 « Quand un chèque est visé par la banque » sur laquelle il est tiré, la certification équivaut à une » acceptation. » Article 189 : « Quand le porteur du chèque » obtient la certification ou l'acceptation de la banque, le » tireur et tous les endosseurs sont libérés ».

§ F. — *Costa-Rica*

Ce pays ne prévoit que le barrement ; il ne paraît pas connaître le chèque de mise en compte (Loi du 25 novembre

1902, articles 169 à 174). Sa législation se modèle tout à fait sur celle de l'Angleterre.

§ G. — *Honduras*

La situation est la même qu'à Costa-Rica (art. 526 du Code de Commerce).

§ H. — *Lettonie*

Ce pays ne connaît pas, semble-t-il, le chèque barré, mais il a une certaine réglementation du chèque à « porter en compte », c'est l'article 2 *in fine* de la loi du 18 mars 1921 : « Les chèques fournis en vue de transférer des sommes de compte à compte dans les livres d'une institution de crédit, doivent porter en suscription transversale « seulement pour mise en compte ». Un tel chèque n'est pas payable au porteur. »

§ I. — *Paraguay*

Le Code de Commerce du Paraguay reconnaît la clause « nur zur verrechnung » sous le nom de « para contabilidad » (pour comptabilité). Le chèque qui contient cette clause, ne peut être payé en numéraire. Il doit servir seulement à effectuer un virement ou une compensation. (*Actes II*, page 388).

§ J. — *Pérou*

Ce pays ne réglemente ni le chèque barré ni le chèque de virement; seul le chèque ordinaire figure dans son Code de Commerce (articles 523 à 532).

§ K. — *Siam*

Ce pays pratique les mêmes règles que l'Angleterre.

§ L. — *Uruguay*

Une loi du 24 mars 1919 pose dans ce pays les règles appliquées en Angleterre.

§ M. — *Vénézuela*

Ce pays ne paraît connaître que le chèque ordinaire.

CHAPITRE IV .

ENSEIGNEMENTS QUI SE DEGAGE DE CE TABLEAU DES DIVERSES LEGISLATIONS

De cette revue des diverses législations du monde, l'on peut dégager les conclusions suivantes :

1° Le rayonnement du chèque barré est plus grand que celui du chèque de virement. Cela tient à ce que le chèque barré, soit par barrement général, soit par barrement spécial, est par excellence l'instrument de l'Angleterre et des Etats-Unis d'Amérique. Il s'ensuit que tous les pays qui relèvent plus ou moins de ces états ont une tendance à s'en servir.

2° Par contre, les pays qui se rattachent à l'Allemagne préfèrent le chèque « à porter en compte ». Sans doute y trouvent-ils une sorte de moyen de pression permettant, dans une certaine mesure, de promouvoir les règlements par jeux d'écritures. Tandis qu'en effet, les chèques barrés peuvent être payés en espèces, les chèques de compensation ne le peuvent pas; mais ces chèques ne sont aisément reçus que dans les milieux d'affaires : ils ne sont pas commodes pour les particuliers, du moins dans les pays où l'éducation économique de ces derniers n'est pas encore très évoluée.

3° Des pays, assez peu nombreux encore, Belgique, Suisse, Turquie, Portugal, font une place égale dans leur législation interne au chèque barré et au chèque de virement. Peut-être est-ce là que se trouve la sagesse. Chacune de ces variétés de chèques peut, en effet, avoir son utilité propre, pourquoi s'en priver ? On a objecté qu'une telle coexistence pourrait créer des complications et des difficultés, mais l'expérience des pays qui la pratiquent paraît avoir montré que ces craintes étaient illusoires. Il nous semble qu'il pourrait s'agir ici d'une étape vers une solution ultérieure qui consisterait à amalgamer le barrement et la mention « à porter en compte ». Nous nous expliquons assez mal que beaucoup de pays qui ont adhéré aux conventions de La Haye aient prohibé, dans leur droit interne, soit le chèque barré, soit le chèque de virement. L'option ne paraissait pas s'imposer. L'on pouvait accepter les deux. Même dans le domaine international, la solution adoptée manque de logique. Un chèque barré tiré en France sera traité en Allemagne comme un chèque de compensation, tandis qu'un chèque de compensation tiré en Allemagne sera traité, en France, comme un chèque barré. Les états se réservent donc de transformer automatiquement, et sans tenir compte de la nature des choses, l'une des variétés de chèques en l'autre. Il eût été peut-être préférable d'appliquer dans toutes ses conséquences, comme le fait l'Angleterre, la maxime « *Locus regit actum* », et de décider qu'un chèque barré resterait un chèque barré, tandis qu'un chèque de virement resterait un chèque de virement. L'on a craint, semble-t-il, que les banques de chaque pays ne connaissent que leur propre législation et n'encourent des responsabilités du fait de leur ignorance des législations étrangères. Mais l'on peut répondre que, dans leurs lignes générales, les effets du barrement et de la clause

« à porter en compte » sont connus des instituts bancaires. Le maniement de ces chèques internationaux eût peu à peu habitué le public à ces deux modalités du chèque et peut-être serait-il arrivé à les amalgamer, ce qui, à notre sens, serait l'idéal. La pratique eût ainsi préparé l'œuvre du législateur, comme cela a presque toujours été le cas en matière d'effets de change.

Dans les pages qui vont suivre, nous verrons que de très grands pays, l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique, la France, n'ont pas encore de législation sur le chèque de compensation. Nous en rechercherons les motifs et verrons qu'ils sont loin d'être identiques. En matière d'effets de change, plus peut-être qu'en tout autre domaine, la législation doit tenir compte des possibilités, c'est-à-dire de la mentalité et des habitudes du public. Tel système qui convient parfaitement à un pays donné, ne saurait par là même convenir à un autre. Il faut adapter les lois aux coutumes locales ainsi qu'à l'état d'évolution économique dans lequel se trouvent les populations considérées, et, dans ce domaine, il n'existe pas de vérité absolue, le relativisme seul doit être envisagé.

TROISIEME PARTIE

Pays considérables

dont la législation ignore le chèque de virement

Il nous semble que ces pays peuvent se classer en deux groupes : ceux qui estiment ne pas avoir besoin du chèque de virement, parce que, chez eux, la fonction qui lui est propre est remplie d'une autre façon; et ceux qui craignent, en raison de l'éducation économique relativement arriérée de leur population, de nuire à la diffusion des chèques dont ils se servent déjà.

Dans le premier groupe figurent comme exemples typiques l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique; dans le second, la France et l'Italie.

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION EN ANGLETERRE ET AUX ETATS-UNIS

La situation dans ces deux pays n'est pas identique en droit, bien qu'elle le soit à peu près en fait; d'où la nécessité de subdiviser ce chapitre en deux sections, dont l'une sera consacrée à l'Angleterre, et l'autre aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

SECTION I

ANGLETERRE

L'Angleterre connaît deux sortes de chèques : Le chèque ordinaire ou ouvert et le chèque barré. Ces deux chèques sont pratiqués simultanément, et il n'est pas possible, en l'état des statistiques, de donner des chiffres respectifs des uns et des autres. A la conférence de La Haye de 1912, M. Lyon-Caen demanda à la délégation britannique si l'on connaissait la proportion, en Angleterre, entre le nombre des chèques barrés et le nombre total des chèques. Voici la réponse de M. Huth Jackson : « Il n'est pas possible d'indiquer » la proportion exacte existant entre le nombre des chèques » barrés et le nombre total des chèques. L'immense majorité » des chèques circulant en Angleterre est barrée, car tout le » monde en Angleterre a l'usage de faire payer ses chèques » à son banquier; or, dans ce cas, on barre toujours le chè-

» que. D'ailleurs, les banques qui font partie d'une Chambre
» de Compensation se sont engagées, par des conventions
» spéciales, à ne régler les chèques qui leur sont remis et
» qui sont tirés sur une banque faisant partie de la même
» Chambre de Compensation, qu'en se servant de la Cham-
» bre, de sorte qu'il n'y a pas de paiement en espèces dans
» ces cas. Il en résulte que même les chèques non barrés sont
» réglés comme s'ils étaient barrés, pourvu qu'ils passent
» par les mains d'une banque faisant partie d'une Chambre
» de Compensation. » (*Deuxième conférence de La Haye*,
1912. — *Actes II*, page 164).

Nous avons fait une petite enquête auprès des « Big Five ». Les statistiques ne font pas de distinction entre les chèques barrés et non barrés, mais l'on estime aujourd'hui que sept chèques sur dix sont barrés et que les chèques importants le sont toujours.

C'est que le chèque barré limite les risques de perte et de vol. Dans l'exposé des motifs d'une proposition de loi concernant les chèques barrés et les chèques non négociables, le sénateur Antony Ratier écrivait (*Journal officiel* du 16 avril 1907, page 230) : « L'immense avantage du chèque
» barré et surtout du chèque barré non négociable,
» consiste surtout dans la sécurité qu'il procure pour
» les paiements au comptant et dans la simplification
» des opérations auxquelles les commerçants doivent
» avoir recours à l'époque des échéances pour faire
» et recevoir leurs paiements. En Angleterre, les envois de
» fonds ont lieu sous forme de chèques barrés non négocia-
» bles, envoyés par la poste, sans même qu'il soit jugé
» utile de faire recommander les lettres d'envoi ».

Disons un mot en passant de ces chèques barrés non négociables dont parle le sénateur Ratier. Ce sont des chèques barrés, entre les barres desquels est inscrite la men-

tion « not negotiable ». Ce n'est pas à dire que ces chèques ne soient pas négociables, ils le sont comme les autres, mais cela signifie que pour ces chèques l'adage : « exceptio quae obstat giranti non obstat giratorio » ne joue pas et qu'il est remplacé par cet autre : « nemo plus juris transferre potest quam ipse habet ». Il en résulte que le porteur d'un chèque, même de bonne foi, qui le tient d'un porteur illégitime, n'a pas plus de droit que ce dernier, c'est-à-dire qu'il n'en a pas. Le mérite de cette mention est assez discutable. En tout cas, pour le tireur ou le porteur qui vient à être dépossédé indûment, c'est un élément de sécurité.

Bref, comme nous l'avons déjà noté, le barrement sous ses diverses formes est, avant tout, en Angleterre, un facteur de sécurité. Du point de vue virements et compensations, règlements par jeux d'écritures, les chèques ordinaires et les chèques barrés se valent à peu près : tous aboutissent à une économie de monnaies. C'est un point sur lequel il convient d'insister, car c'est ce qui explique que la clause « à porter en compte » n'ait pas encore été introduite dans la législation anglaise.

L'ambiance est telle, en Angleterre, que les chèques ordinaires et les chèques barrés jouent le rôle du chèque de virement. Cette ambiance est constituée par l'état de choses suivant : dans ce pays, les chèques, quels qu'ils soient, ne peuvent être tirés que sur des banquiers. Les particuliers, dès qu'ils ont quelque avoir, sont tous titulaires d'un compte en banque. Les porteurs de chèques ne vont que bien rarement les encaisser eux-mêmes, ils se bornent à les envoyer à leur banque qui les en crédite.

Tout d'abord, comme nous l'avons déjà observé, les tirés des chèques ne peuvent être, en Angleterre, que les banques, c'est-à-dire de grands organismes de thésaurisa-

tion collective. A l'un des bouts de la chaîne nous avons donc les banques.

Puis il n'est pas d'usage que les Anglais gardent de grosses sommes par devers eux. Ils n'ont en poche, ou chez eux, que le strict nécessaire pour les menues dépenses. C'est une constatation souvent faite dans les Chambres françaises, lors de l'élaboration de nos lois sur le chèque : « Indé-
» pendamment de toute disposition législative, lit-on dans
» l'expose des motifs de la loi du 14 juin 1865, par M. de
» Lavenay (*Moniteur* du 24 février 1865, page 190)... il y a
» entre les mœurs anglaises et les nôtres des différences
» que le temps seul peut effacer. En Angleterre, presque
» tout le monde, commerçant ou non, a son banquier. Il
» n'y a pour ainsi dire pas de caisses privées. Il en résulte
» que tout débiteur qui veut se libérer donne un chèque sur
» le banquier qui lui sert de caissier; le créancier, qui a lui-
» même pour caissier un banquier, accepte volontiers le
» chèque qu'il envoie tout de suite à ce banquier pour être
» porté au crédit de son compte courant. Enfin, l'organi-
» sation du Clearing House permet d'effectuer chaque jour,
» rapidement et économiquement, la liquidation générale
» des chèques, qui presque tous arrivent pour ainsi dire na-
» turellement entre les mains des banquiers faisant partie
» de cette institution ».

Enfin, comme l'écrit M. de Lavenay, les Anglais savent se servir du chèque. Ils ne vont que bien rarement le toucher eux-mêmes; ils l'adressent à leur banquier qui l'inscrit au crédit de leur compte.

Une constatation péremptoire montre à l'évidence, que les chèques ordinaires et les chèques barrés ne sont pas en Angleterre, payés, mais portés en compte; c'est que dans nul autre pays, la proportion des paiements en espèces par

rapport aux règlements par jeux d'écritures, n'est aussi faible que là. Nous avons demandé aux « Big Five » quelle était actuellement cette proportion. Il nous a été répondu qu'elle était approximativement de 4 % en valeurs. Il paraît difficile d'aller plus loin dans cette voie. Les Clearings bancaires effectués en Grande-Bretagne, au cours de l'année 1938, se sont élevées à 39.610.229.000 livres sterling contre 42.686.309.000 livres en 1937, soit une diminution de 7,2 %. Le chiffre de 1938 est d'ailleurs le plus faible constaté depuis 1935. Mais il convient d'ajouter que les clearings effectués au Stock Exchange, lors des liquidations, ont porté, en 1938, sur 3.659.472.000 livres sterling, en diminution de 13.8 % sur les chiffres correspondants de 1937. (*Information* du 4 janvier 1939). La seule conclusion qui se dégage de ces statistiques, c'est que les affaires se sont ralenties, et non pas les règlements en espèces qui, au contraire, se sont développés.

L'on peut donc conclure, qu'en Angleterre, le besoin du chèque de virement ne se fait pas vraiment sentir, sinon le législateur l'eût certainement admis. Dans ce pays, en effet, le législateur s'est borné, en matière d'effets de change, à légaliser les inventions de la pratique. M. Jacques Borduge, l'a parfaitement montré en ce qui concerne le barrement :

« Le barrement, écrit-il, n'est pas une création législative ;
» il a pris naissance dans une pratique de la Chambre de
» Compensation, comme l'explique Parke dans l'affaire
» *Bellamy v. Majoribank* » la coutume de barrer les chè-
» ques a pour origine la Chambre de Compensation ; les
» employés des différents banquiers qui y traitaient leurs
» affaires ayant l'habitude d'inscrire au travers des chèques,
» le nom de leurs patrons de façon à faciliter aux employés
» des Clearing House, l'établissement de leurs comptes.

» Mais elle se développa plus tard en dehors de là. Dans la
» suite, est-il dit dans le même jugement, la pratique se
» généralisa de barrer les chèques ne devant pas aller im-
» médiatement au Clearing House du nom d'un banquier ou
» simplement des mots « et Cie ». En résumé, comme l'écrit
Sir Chalmers, condensant les développements de Parke :
« The practice originated in the clearing House, and was
» afterwards adopted outside ».

La pratique du barrement est née au Clearing House et, plus tard, elle a été adoptée au dehors. Il est donc de fait que le barrement n'a point été imaginé par les législateurs : ils l'ont trouvé dans les usages et adopté.

Bref, toute la législation du chèque en Angleterre s'est inspirée d'usages reçus de longue date, et c'est la raison pour laquelle elle est si bien adaptée à la mentalité britannique, et la raison pour laquelle aussi l'Angleterre y est si attachée. Peut-être n'estime-t-elle pas qu'elle est supérieure à celle des autres pays : elle pense, du moins, qu'elle est plus adéquate aux besoins et aux habitudes du pays.

Du fait même que le législateur anglais n'a pas légalisé la clause « à porter en compte », l'on peut certainement conclure que la pratique ne souhaite pas bien ardemment l'introduction du chèque de virement. A première vue, cependant, une objection se présente : à savoir que, parfois, entre les barres d'un chèque, figure la mention « account payee » pour le compte du bénéficiaire. Par exemple, on peut tirer un chèque barré « payable to the order of the London and Westminster Bank for the account of Mr. Smith ». Cette mention produit les mêmes effets que la clause « nur zur verrechnung ». Dans le Statut international du Chèque (page 487), M. Jacques Bouteron reproduit, en note, les explications qu'il a reçues, à la conférence de Genève de 1931,

de M. Gutteridge, le délégué de l'Angleterre, « Barrement a/c payee » (account payee). Ce barrement, qui est parfois » aussi constitué par l'expression « a/c payee only », est » largement employé. L'expression « account payee » signifie : « payé pour le compte de la personne désignée » dans le chèque comme étant la personne qui a droit au » paiement ». L'addition du mot « only » n'a aucune importance. Ce barrement « a/c payee » n'est pas prévu par » la loi du 18 août 1882. Il est né de la pratique, mais une » jurisprudence constante lui a fait produire des effets très » importants. Cette jurisprudence a débuté par l'affaire de » la National Bank contre Silke, qui a fait l'objet d'une » décision de la Cour d'Appel, rendue en 1891 (I. Q.B. 439). » Le barrement a/c payee constitue un avertissement à tous » les banquiers, susceptibles d'encaisser ce chèque, que ce- » lui-ci, comme il vient d'être indiqué, ne doit être encaissé que pour le compte de la personne désignée dans le » texte du chèque comme ayant droit au paiement. Tout » banquier qui transgresse l'avertissement, est responsable des conséquences du paiement et il perd la protection » accordée par la loi du 18 août 1882 (art. 82) au banquier » qui encaisse, sans négligence et de bonne foi, un chèque pour le compte d'un client. En d'autres termes, le » banquier qui transgresse l'avertissement, est réputé négligent. On doit ajouter que, dans l'affaire House Property Co., contre London and County Bank (1915-84, L.J. K. B.), il a été jugé que la règle s'applique même à un » chèque barré payable au porteur, si le barrement contient les mots a/c payee. Le barrement « a/c payee » est » constitué par l'inscription, à l'intérieur du barrement général, des mots « a/c payee » au-dessous de la mention » « and Co ».

De ces indications données par M. Gutteridge, l'on peut, croyons-nous, conclure que la mention « account payee » est avant tout, comme le barrement lui-même, un facteur de sécurité. Il s'agit toujours d'empêcher qu'un porteur illégitime n'encaisse un chèque. Il ne s'agit que très subsidiairement d'un procédé de virements et de compensations. Le délégué allemand, M. Fischel, le notait déjà à la conférence de La Haye de 1912, avec l'approbation des délégués anglais. Ayant fait observer que, même en Angleterre, la sûreté procurée par le barrement n'était pas absolue, il ajoutait : « La véritable sûreté est donnée, en Angleterre, par le « Special Crossing ». Si on augmente cette précaution, comme on le fait souvent en Angleterre, en insérant dans les barres non seulement le nom de la banque à laquelle le paiement doit se faire, mais aussi celui du client sur le compte duquel le montant doit être porté, par exemple : « National Provincial Bank account X... Y... Z... », on produit les mêmes effets que par l'insertion de la clause « nur zur verrechnung » (2^e Conférence de La Haye, 1912. Actes II, page 166). C'est exact, mais le but primordial visé n'est pas le même dans les deux pays : En Angleterre, c'est la sécurité; en Allemagne, l'économie de numéraire.

En résumé, presque tous les chèques se règlent, en Angleterre, par de simples jeux d'écritures, en raison des habitudes du public qui a des comptes en banque et qui sait se servir du chèque. D'où l'inutilité relative du chèque de virement proprement dit dans ce pays. L'ambiance est sensiblement la même aux Etats-Unis, comme il faut le montrer maintenant.

SECTION II

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Dans la législation de ce pays, il n'y a que deux variétés de chèques : le chèque ordinaire et le chèque certifié. Mais, dans la pratique, l'on trouve d'autres chèques, spécialement des chèques barrés. L'on peut s'étonner que le droit américain, tout inspiré de l'Angleterre, ne traite pas « expressis verbis » du barrement, mais c'est un fait. Dans un commentaire du « Negotiable Instruments Law », Brannan, Chaffee and Beutel reproduisent les dispositions de la loi anglaise sur le barrement, mais indiquent formellement que ces dispositions ne figurent pas dans le « Negotiable Instruments Law » : « The bills of exchange act countains » the following provisions not adopted by the negotiable instruments law ». (*The negotiable Instruments Law, annotated, 15^e Edit. Cincinnati. Anderson Co, 1932, pages 1162 et suivantes*).

La législation américaine, en matière d'instruments de change, se différencie donc de la loi anglaise à deux égards : Elle n'a pas de dispositions sur le chèque barré, alors que l'Angleterre en a d'abondantes et de précises ; elle contient, par contre, des dispositions sur la certification, alors que l'Angleterre n'en a pas. Mais, dans la réalité, le chèque barré a autant de rayonnement en Amérique qu'en Angleterre : la seule différence qui subsiste, c'est la certification.

Quant à l'ambiance, elle est la même aux Etats-Unis qu'en Angleterre. C'est à savoir que quiconque a quelque avoir est titulaire d'un compte en banque et règle par chèques, et que, pas plus qu'en Angleterre, les porteurs ne vont encaisser les chèques qui leur sont remis. Ils les adressent à leur banque, et ainsi se trouve déclenché tout le méca-

nisme des virements et des compensations. La nécessité du chèque de virement ne se fait pas sentir, puisque tous les chèques en remplissent le rôle. Insister ici n'aboutirait qu'à des redites. Il est à la connaissance de tous que dans nul pays les règlements par jeux d'écritures n'ont la même ampleur qu'aux Etats-Unis.

Bien différente est la situation de la France, et surtout celle de l'Italie; et dès lors se pose la question de savoir pourquoi ces pays, qui paraissent en avoir besoin, n'ont cependant pas admis dans leur législation le chèque de virement proprement dit.

CHAPITRE II

LA SITUATION EN FRANCE ET EN ITALIE

Certes, cette situation n'est pas identique. L'éducation économique du public est plus poussée en France qu'en Italie. Cependant, il n'y a, croyons-nous, qu'une différence de degré. Dans les deux pays, l'importance des paiements en espèces est considérable.

SECTION I

FRANCE

La législation de ce pays ne traite pas expressément du chèque de virement, mais est-ce à dire qu'il est illicite ? En 1924, M. Jacques Bouteron se prononçait pour la négative : « Sous l'empire de la législation française actuelle, » écrivait-il, le tireur peut valablement stipuler que le règlement du chèque s'effectuera en compte, soit par virement, » soit par l'intermédiaire d'une Chambre de compensation, » à l'exclusion de tout paiement en numéraire ». (*Le Chèque, Théorie et Pratique*, page 96, en note, Paris, 1924).

Il semble que cette opinion soit difficilement soutenable, surtout aujourd'hui. Certes, nous avons vu qu'en Angleterre, des mentions qui ne figurent pas dans la loi peuvent cependant être insérées dans le chèque et y produire

des effets juridiques. Telle est par exemple la clause « account payee ». Mais l'Angleterre n'est pas du tout formaliste en matière d'effets de change : Les prescriptions légales impératives y sont réduites tout à fait au minimum. C'est ainsi que l'art. 4 du Bill of Exchange Act. de 1882, nous dit : « qu'un chèque n'est pas nul pour la seule raison » qu'il n'est pas daté ou ne porte pas mention du lieu » d'émission ».

Mais en France, nous sommes en face d'un système formaliste, c'est-à-dire d'un système où la volonté des usagers ne peut se mouvoir qu'à l'intérieur des cadres légaux, surtout depuis l'adoption de la loi uniforme. La seule liberté qui subsiste pour les particuliers, c'est d'employer ou de ne pas employer le chèque, mais ils ne peuvent y apporter de modifications. A notre sens, la clause « à porter en compte » ne peut avoir actuellement de valeur légale en France, étant donné l'art. 39 du décret-loi du 30 octobre 1935, unifiant le droit en matière de chèques, article ainsi conçu : « Les chèques à porter en compte émis à l'étranger et payables en France seront traités comme des chèques barrés ». Comment concevoir qu'on puisse déclarer valable, dans des chèques émis et payés en France, une mention qui est déclarée inopérante pour des chèques émis dans des pays où elle est légale et qui sont seulement payés en France ?

Nous estimons donc qu'aujourd'hui, la clause « à porter en compte » insérée sur un chèque n'a pas de valeur juridique, ou tout au moins qu'elle n'a que la portée d'un barrement. Et c'est pourquoi les campagnes que l'on a faites et que l'on fait en vue de l'institution du chèque de virement ne sont pas sans objet.

Dès 1909, un ingénieur, M. Bellom, publiait un très intéressant article sur la question (*Génie Civil, Le chèque Moderne*, 13 octobre 1909). Il faisait même déposer une proposition de loi et amenait l'intervention de M. Ribot au Sénat, et de M. Albert Lebrun, à la Chambre des Députés. En 1912, M. Georges Picot soutenait avec toute l'autorité dont il jouissait dans les milieux éclairés et dans les milieux d'affaires, la même thèse que M. Bellom. Le 16 mars 1923, les députés Achille Fould et Guy de Montjou déposaient sur le bureau de la Chambre une proposition de loi (N° 5.810), ainsi rédigée : Article unique : « Il est ajouté un art. 12 » à la loi du 14 juin 1865, qui est ainsi libellé : Le tireur » ou le porteur d'un chèque peuvent interdire qu'on paye » ce chèque en espèces, en inscrivant au recto, entre les » barres, la mention « à porter en compte », ou une expression équivalente. Dans ce cas, le chèque ne peut » être réglé que par écritures. La mention « à porter en » compte » n'est pas révocable : L'inobservation de cette » stipulation rend le tiré responsable de tous les dommages pouvant résulter d'un tel paiement ».

Cette proposition rencontra un accueil très favorable auprès des corps savants, des Chambres de Commerce et de la presse ; mais le Parlement ne l'accepta pas. Depuis lors, beaucoup de vœux ont été émis en faveur du chèque de virement, soit par les organisations bancaires, soit par les Chambres de Commerce, mais le chèque de virement n'a pas encore réussi à se faire recevoir dans la législation. Quels en sont les motifs ? Ce sont des motifs d'opportunité qui reviennent, toujours les mêmes, sous toutes les plumes, et dans tous les discours et rapports.

C'est M. Jacques Bouteron qui s'exprime ainsi : « En » ce qui concerne la France, il est permis de se deman- » der s'il eût été prudent de passer brusquement du chè- » que ordinaire au chèque de compensation, qui implique » nécessairement l'ouverture d'un compte en banque. La » loi ne fût-elle pas demeurée lettre morte ? Déjà le chè- » que barré n'est pas très en faveur près de certaines » personnes qui lui reprochent d'être un mode d'encais- » sement assez difficile. Il est sage de tenir compte des » habitudes et de ne pas trop les heurter ». (*Le Chèque, Théorie et Pratique*, page 96, Paris, 1924).

C'est M. le député Maunoury qui, dans une lettre au *Temps*, publiée le 9 janvier 1912, écrivait, pour défendre l'œuvre du législateur de 1911 qui s'était borné à insti- tuer le barrement : « Le nombre des comptes en banque n'est » pas assez considérable pour qu'on ait pu procéder autre- » ment... Tel qu'il est prévu, le nouveau chèque barré au- » ra, il faut l'espérer, pour résultat de montrer, par la pra- » tique, l'avantage de la compensation et de conduire sans » doute à la multiplication des comptes en banque. Lorsque » le nombre de ces comptes aura suffisamment augmenté, » on pourra se préoccuper de transformer le chèque barré » en un outil de compensation, et uniquement de compen- » sation ».

Bref, l'on reconnaît unanimement les avantages du chèque de virement, mais l'on estime que l'éducation éco- nomique du pays n'est pas encore assez avancée pour qu'on puisse en user d'une manière profitable. Ce point de vue est partagé, et à plus forte raison, en Italie, le développe- ment des comptes en banque y étant beaucoup plus faible qu'en France.

SECTION II

ITALIE

Le sentiment de ce pays s'exprime avec une grande netteté à la session de Genève de 1931. Voici à quelle occasion : Les délégations nordiques proposaient de décider « qu'un » banquier ne peut payer au comptant un chèque barré, » mais doit en verser le montant au compte du client ». Elles expliquaient que, dans les pays du Nord, un tel paiement est, en principe, exclu et que cela empêche les vols et les abus de confiance. Les titulaires des chèques barrés faisant souvent présenter ces chèques par des employés, ces derniers pouvaient être tentés, si l'on payait en espèces, de s'approprier les fonds. L'Italie combattit avec vigueur l'amendement nordique. L'un de ses délégués, M. Giannini, déclara que la conférence qui paraissait favorable à la proposition, s'appropriait à créer un titre destiné à mourir, et qu'il devrait demander une réserve. Un autre, M. Weiller, expliqua qu'en Italie, le chèque barré destiné à empêcher le vol, était d'une circulation restreinte, et que, si l'on apportait trop d'entraves à sa circulation, on finirait par tuer le titre, car il perdrait sa raison d'être. Déjà l'on avait décidé qu'un banquier ne pourrait accepter ce chèque que d'un client. Cette restriction était déjà gênante. Si l'on ajoutait que le chèque barré ne pourrait plus être payé en espèces, mais simplement versé en compte, c'en serait fait de ce chèque, du moins en Italie. Sans doute il arrivait que beaucoup de chèques barrés fussent compensés, mais il fallait laisser la décision à la volonté des clients, sous peine de les mécontenter et de les « dégoûter » du chèque barré, et peut-être même du chèque tout court.

En résumé, les délégués de l'Italie croyaient que, pour vouloir le mieux, on tomberait dans le pire. Ils ne méconnaissaient pas les avantages des règlements par jeux d'écritures, mais ils pensaient qu'il fallait procéder par étapes, sans quoi l'on courrait le risque de perdre même une partie du terrain gagné. Procéder par étapes, telle est, en effet, la politique des pays dont la législation ignore encore le chèque de virement.

QUATRIEME PARTIE

Les succédanés du chèque de virement

Dans les pays anglo-saxons, Angleterre et Etats-Unis, ces succédanés n'existent pas. Le besoin, en effet, ne s'en fait pas sentir, puisque, comme nous l'avons vu, presque tous les chèques, ouverts ou barrés, se règlent par des jeux d'écritures. Cependant, en un certain sens, la clause « account payee » favorise encore les virements et compensations, puisqu'elle interdit les paiements en espèces. Quelle en est exactement la portée ? Il est difficile de le dire, même après les explications fournies par M. Gutteridge et M. Jacques Bouteron et que nous avons reproduites, même après ce qu'écrit le spécialiste le plus réputé d'Angleterre en ces questions, Sir M. D. Chalmers : « This is not an addition to the crossing, but is a direction to the collecting banker that the proceeds of the cheque when collected are to be placed to the credit of the payee specified in the cheque ». (*Bills of Exchange*, page 312, London, 1927, 9^e édition).

Plus qu'un facteur de compensation, cette clause est un facteur de sécurité; mais en quoi ? N'est-il pas déjà du devoir de tout banquier payeur d'un chèque de s'assurer, dans toute la mesure compatible avec la rapidité nécessaire de l'opération, qu'il en verse bien le montant au titulaire ? Sans doute, mais il y a des degrés dans la diligence requise. En fait, en Angleterre, elle varie selon que le chèque est ouvert ou barré, ou revêtu de la clause « a/c payee ». Elle varie aussi d'après l'importance du chèque. Voici un exemple que nous avons connu : Des chèques barrés, d'un montant très élevé (11.000.000 de francs) avaient été émis par une banque de Paris sur une banque anglaise. Cette banque les paya, en espèces, à un porteur illégitime. Or, il n'est pas d'usage que les banques anglaises payent en monnaies des chèques barrés de cette importance. Pour ce seul fait, la banque qui avait versé des espèces, admit, à l'amiable, que sa responsabilité se trouvait engagée dans une certaine mesure. Cette mesure eût été plus large, si ledit chèque avait été revêtu de la mention « a/c payee ». En définitive, et bien que le contraire ait été souvent soutenu, en France, la clause « a/c payee » ne s'est pas introduite dans la pratique anglaise pour faciliter les règlements sans monnaie, mais bien pour renforcer encore la sécurité du chèque. C'est cependant la seule qui, en apparence tout au moins, s'est présentée comme un succédané du chèque de virement.

Par contre, dans les pays où les chèques se règlent encore souvent en monnaies, et où l'on n'a pas cru pouvoir instituer le chèque de virement, par suite du défaut d'ambiance nécessaire, on s'est ingénié à créer des succédanés. L'exemple français est à cet égard tout à fait significatif, et c'est sur lui que nous voudrions ici insister.

Quand, en 1865, l'on a élaboré la première loi française sur le chèque et qu'on a substitué le chèque-mandat, à forme anglaise, au chèque-récépissé qui était traditionnel chez nous, l'on était à une époque de véritable engouement pour tout ce qui était anglais. Comme toutes les modes, cet engouement était excessif; mais il est certain qu'en matière économique nous avons des leçons à recevoir de l'Angleterre. Le rapport de M. Alfred Darimon, au Corps législatif. (*Moniteur* des 5, 6, 7 et 10 mai 1865), montre à l'évidence que le législateur de 1865 souhaitait avant tout promouvoir en France les règlements sans monnaie, à l'exemple anglais qui, déjà, paraissait merveilleux. En voici un passage : « Si nous nous sommes étendu aussi longuement » sur les résultats produits chez nos voisins d'Outre-Man- » che par l'usage des chèques et des dépôts en banques, ce » n'est pas pour établir entre l'Angleterre et la France une » comparaison qui ne serait pas à l'avantage de notre pays. » Chaque peuple a son génie propre et, si, au point de vue » des institutions de crédit, nous montrons parfois un ex- » cès de prudence et de timidité, nous avons, dans l'indus- » trie et dans l'agriculture, des qualités qui ne le cèdent à » nul autre et qui constituent notre prépondérance à l'étran- » ger. Il n'en est pas moins vrai que, par un esprit de na- » tionalisme exclusif, nous aurions tort de ne pas profiter » des expériences qui se font et des progrès qui s'accom- » plissent chez les nations avec lesquelles nous entretenons » des relations journalières. Il en est des institutions de cré- » dit comme des chemins de fer : Quand un peuple a adopté » ce moyen de transport, il est impossible aux autres peu- » ples de se passer de cet outillage perfectionné; bon gré » mal gré, il faut qu'ils se le donnent, sous peine de voir » leur industrie et leur puissance déchoir. L'Angleterre est

» en train de se donner les moyens d'économiser de plus en
» plus, dans les transactions intérieures, l'usage du numé-
» raire; il est nécessaire que nous la suivions dans cette
» voie : C'est pour nous une condition de succès commer-
» cial et industriel ».

C'est, si l'on nous permet cette expression, le leitmotiv que l'on entend dans les fort nombreuses retouches qui ont été apportées à la législation du chèque depuis 1865. Nous ne relèverons ici que les innovations tendant le plus directement et le plus efficacement à promouvoir, en France, les règlements sans monnaies. Ces innovations, en dehors du barrement dont nous avons déjà parlé, sont l'institution du chèque-postal, la domiciliation des chèques barrés, la possibilité de payer par chèques les lettres de change, et le système des mandats rouges de la Banque de France.

CHAPITRE PREMIER

LE CHEQUE POSTAL

Ce chèque ne date, en France, que de la loi du 7 janvier 1918, et il n'a commencé à fonctionner que le 1^{er} juillet de cette même année. Cependant il avait déjà une longue et brillante histoire dans divers pays étrangers. Dès 1913, le remarquable économiste que fut Charles Gide, écrivait : « Si l'hypothèse de tous les Français clients d'une » même banque — disons la Banque de France — ne paraît » pas près de se réaliser, il y a du moins un établissement » national dont tous les Français sont actuellement les clients » et qui pourrait peut-être jouer ce rôle, c'est l'Administra- » tion des Postes qui, par ses bureaux dans chaque com- » mune et d'ailleurs par ses facteurs à domicile, va partout » et reçoit de chacun. On a songé précisément à mettre à » profit cette situation unique pour faire jouer à la Poste » le rôle de banquier universel ; pour cela, il suffirait qu'elle » ouvrît un compte courant à quiconque le demanderait et » lui remît, en même temps, un carnet de chèques. Dès lors, » pour effectuer un paiement quelconque, il suffirait que » le débiteur versât au bureau le plus proche la somme due » au nom du créancier et la poste se chargerait de l'ins- » crire au crédit du compte de celui-ci. Si le créancier n'avait

» pas encore de compte courant à la poste, le débiteur lui
» enverrait un chèque que celui-ci toucherait comme un
» mandat-poste ordinaire ». (*Cours d'Economie Politique*,
3^e édition, Paris 1913, page 387).

Charles Gide, qui avait beaucoup d'avenir dans l'esprit, poursuivait en disant que « Ce système pourrait donc, » en théorie, réaliser parfaitement la suppression de la » monnaie comme instrument d'échange ». Il nous a semblé que M. le professeur Edouard Dolléans partageait ces espoirs, et il est de fait que le chèque postal a déjà à son actif de magnifiques réalisations, soit dans le domaine national, soit dans le domaine international, et qu'il recèle en lui des possibilités plus magnifiques encore et quasi illimitées. C'est ce que nous voudrions montrer brièvement.

SECTION I

LE CHÈQUE POSTAL SUR LE PLAN NATIONAL

Ce chèque a d'abord été institué en Autriche (Décrets de 1883 et 1884 et loi du 19 novembre 1887), puis il a gagné la Hongrie (1889), la Suisse (1905), le Japon (1906), l'Allemagne (1908), le Luxembourg (1911), la Belgique (1912), la France et la Hollande (1918), l'Italie et la Tchécoslovaquie (1919). Actuellement, les seuls pays qui se montrent tout à fait réfractaires à la reconnaissance de cette sorte de chèque sont les pays anglo-saxons, et ceux qui s'y rattachent, comme les Dominions.

Du point de vue juridique, l'opinion assez généralement admise est que le chèque-postal n'est pas un véritable chèque. C'est à ce point que le sénateur Chastenet, qui avait

été en France le promoteur le plus actif de ce titre, ne reconnaissait pas son enfant dans le statut qu'il avait reçu en 1918, statut qui d'ailleurs a été amendé depuis lors. (Loi du 28 juillet 1919. Loi du 30 juin 1923. Loi du 31 mars 1932, etc., etc...). Il demandait même qu'on lui retirât son nom de chèque. C'était aller trop loin. Certes, il y a des différences notables entre le chèque de banque et le chèque postal : mais il nous semble que l'on peut prétendre avec M. le Professeur Rolland, « que le chèque-postal est bien de la » famille des chèques. Il apparaît comme destiné, non à » concurrencer le chèque ordinaire, mais à le doubler en » quelque sorte et, surtout, si les banques prennent l'ha- » bitude de se faire ouvrir des comptes-courants postaux, » à permettre aux banques d'entrer en contact plus facile- » ment avec la population des campagnes et des petites » villes ». (*Revue de Science et de Législation Financières*, 1918, N° 4).

Si des doutes peuvent subsister quant à la catégorie juridique dans laquelle il convient de ranger le chèque postal, il ne peut être contesté par personne que sa fonction économique est identique à celle du chèque de banque : c'est-à-dire qu'il tend vers la diminution ou même la suppression des paiements en monnaies.

Cette fonction, il l'a remplie avec un éclatant succès dans tous les pays où il a été institué. En France, par exemple, le nombre de comptes a progressé d'une façon prodigieuse et le pourcentage des règlements en espèces est devenu tout à fait infime par rapport à l'ensemble des règlements. Il nous a paru intéressant de reproduire ici certaines statistiques publiées dans le Rapport sur la Marche générale des Services des Postes et Télégraphes, au *Journal officiel* du 25 novembre 1938 (*Annexe*), pages 1389 et 1390) :

ANNÉES	Nombre de comptes au 31 décembre	Avoir des titulaires au 31 décembre (particuliers)	Versements — Montant	Chèques de paiements		Virements (y compris les versements internationaux)
				Montant payé en espèces (2)	Montant payé sans emploi de numéraire (1) (2)	
1920	73.559	376	13.002	2.889	9.905	15.552
1921	110.496	476	17.244	4.624	12.545	20.480
1922	150.954	614	22.536	9.263	13.203	24.650
1923	182.563	612	25.624	11.066	14.766	29.370
1924	210.385	744	32.280	15.321	16.921	37.971
1925	258.535	832	35.485	12.987	10.897	59.917
1926	316.823	1.125	46.119	12.868	43.430	104.770
1927	369.485	1.328	47.612	13.597	34.459	116.194
1928	414.607	1.555	51.846	14.041	38.226	127.248
1929	453.940	2.292	57.167	14.369	44.340	144.666
1930	496.898	2.038	60.189	15.343	44.879	158.107
1931	539.293	2.377	63.356	15.752	49.104	170.970
1932	572.869	2.357	60.912	14.768	50.303	174.457
1933	604.682	2.391	59.633	13.643	48.432	170.994
1934	634.539	2.293	56.182	13.514	44.734	165.355
1935	663.563	2.365	53.432	12.820	42.924	161.001
1936	714.988	2.943	59.791	14.512	46.074	179.426
1937	755.826	3.414	74.843	17.343	60.139	229.723

Il est intéressant de remarquer que, pour cette période de dix-huit années, la progression des diverses utilisations des comptes courants postaux a été notablement différente. Tandis que le nombre des comptes et le montant des avoirs des particuliers a sensiblement décuplé, les versements et les paiements en espèces n'ont que sextuplé, alors que les virements ont augmenté de quinze fois leur valeur. On peut d'ailleurs, par un simple calcul de logarithmes, déduire la

(1) Chèques émis par les comptables supérieurs du Trésor pour vider leur compte-courant postal par simples jeux d'écritures sans emploi de numéraire.

(2) En millions de francs.

progression moyenne annuelle de ces divers éléments en pour cent et l'on constate les progressions suivantes : nombre de comptes, 14 3/4 % ; avoir des titulaires, 14 % ; versements, 11 % ; paiements en espèces, 11 1/4 % ; chèques des comptables publics 11 1/4 % ; virements ordinaires, 17 1/2 %.

Dans l'*Information* du 1^{er} février 1939, nous relevons les résultats de l'exercice 1938 : Le nombre de comptes courants tenus par les bureaux centraux de chèques postaux s'est accru, pendant l'année 1938, de 48.887 comptes, passant de 755.826 au 31 décembre 1937, à 804.713 au 31 décembre 1938.

Le trafic global, qui avait été, en 1937, de 137.678.500 opérations pour un montant total de 614.829 millions de francs, s'est élevé en 1938 à 147.807.358 opérations pour un montant de 732.901 millions.

Les règlements effectués sans emploi de numéraire, c'est-à-dire par simple jeu d'écritures, ont représenté, pendant l'année écoulée, 85,13 % du mouvement total des fonds.

Il semble que ces statistiques montrent que la population française s'adapte peu à peu à l'idée du virement des comptes, et l'on peut penser que cette tendance sera de nature à faciliter le développement ultérieur des règlements par jeux d'écritures.

Ces résultats obtenus dans un espace de temps relativement restreint sont merveilleux, et permettraient peut-être de prétendre que la centralisation aux mains de l'Etat d'un mécanisme de compensation, par affiliation progressive de ses nationaux aux services des comptes-courants postaux, sera le mode de circulation des capitaux dans l'avenir, et que les économistes qui se réclament du Comptabilisme Social de Solvay pourraient finir par avoir raison. Il

est certain, en tout cas, que le chèque-postal n'a encore atteint son apogée, ni à l'intérieur des divers pays ni, surtout, dans les relations internationales.

SECTION II

LE CHÈQUE POSTAL SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Le service international des chèques postaux se présente sous deux formes : Le service postal bancaire et le service purement postal. Le premier naquit en 1889 entre les Etats confédérés d'Autriche et de Hongrie, grâce à un accord conclu entre la Caisse d'Epargne postale de Vienne et l'Oesterreichisch-Ungarische Bank. Il s'étendit ensuite à l'Autriche et à l'Allemagne par l'intermédiaire de la Deutsche Bank (1906). Puis à l'Autriche et à la Suisse (1907), à l'Autriche et à la France (1907), par l'entremise de la Société Générale, etc. Ce système se généralisa peu à peu et rendit beaucoup de services, mais il finit par être presque supplanté par le service international purement postal. Ce service, notons-le soigneusement, car c'est ce qui est son mérite essentiel, ne comporte pas de paiement en numéraire : il ne comporte que des jeux d'écritures. Il est apparu pour la première fois en 1896 dans une convention conclue entre les Caisses d'Epargne postales de Vienne et de Budapest, mais son statut a été vraiment élaboré par les congrès des Mittel-Europäische Wirtschaftsvereine entre 1906 et 1910, et par la convention du 1^{er} février 1910 passée entre l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Suisse; convention à laquelle adhérèrent bientôt la Belgique et le Luxembourg. En 1912, M. H. Denis, professeur à l'Université de Bruxelles, se basant sur les résultats déjà obtenus, déclarait : « Que la généralisation du système en Europe

» serait d'une portée incalculable ». Cette généralisation fut naturellement empêchée par la guerre, mais, dès 1919, la Chambre des Députés, sur l'initiative de M. Amiard, invitait le gouvernement à engager les pourparlers nécessaires avec les pays alliés et neutres en vue de l'établissement d'un régime de virements et chèques postaux internationaux qui commencerait à fonctionner aussitôt après la signature du traité de paix. Il s'agissait d'entraver, autant que faire se pourrait, l'émission des billets.

En fait, ce furent les congrès de l'Union Postale Universelle qui réalisèrent l'œuvre souhaitée, spécialement grâce aux conventions de Madrid (1920) et de Stockholm (1924). Nous n'entrerons pas ici dans le détail de ces accords, il suffira de dire qu'un système de virements et de compensations, à possibilités quasi indéfinies, était désormais organisé, surtout si l'habitude se développait de domicilier les chèques postaux à la Caisse des banques nationales, comme le suggérait Luzatti à la conférence interparlementaire du Commerce à Paris, les 27, 29 avril 1916 (Luzatti, *Le Chèque Postal International*, 1918).

Diverses observations doivent être faites ici. Tout d'abord, est-ce bien à ses mérites propres que le chèque postal national et international doit son remarquable essor ? M. Henri Peuquet, qui a soigneusement étudié la question. (*De l'Unification du Droit en Matière de Chèque*, page 84, Paris, 1927), ne le croit pas. Voici ce qu'il écrit : « Le » chèque postal national et international n'a pris un si rapide essor que parce qu'il a pu fonctionner dans un milieu tout préparé d'avance : à savoir les offices postaux nationaux et internationaux. Ce n'est pas à ses mérites propres que ce chèque doit ses succès, mais bien à l'existence de l'Union postale universelle. Le chèque postal a

» été, si l'on peut dire, porté par cette institution. Il a
» bénéficié de tout un long passé d'efforts; il a trouvé un
» lit tout fait, comme l'enfant riche dans le berceau ».

C'est un fait que le chèque postal est moins bien compris que le chèque de banque, ne comportant pas, par exemple, la faculté d'endossement ni celle du barrement, et n'engageant la responsabilité des offices que d'une façon insuffisante. C'est pourquoi les pays anglo-saxons se sont tenus à l'écart des conventions précitées. Pourquoi y eussent-ils adhéré alors que, comme le dit encore M. Henry Pequet : « L'on est loin d'atteindre à la perfection du mécanisme de compensation bancaire de l'Angleterre qui » absorbe près de 95 % de la masse totale des règlements » ? (*Loc. cit.*, page 83).

Actuellement le chèque postal national continue sa progression, mais le chèque postal international est en régression pour des raisons connues de tous et qu'il suffira d'indiquer. Les échanges internationaux s'amenuisent de plus en plus, chaque pays essayant de se suffire à lui-même et s'entourant de barrières toujours plus élevées. Dans l'*Information* du 24 décembre 1938, on peut lire ceci : « A la Haye, au cours de la séance de jeudi, au Sénat, le Ministre des Finances a déclaré : que le gouvernement entendait ne rien abandonner des pleins pouvoirs qu'il avait obtenus en matière douanière, en se liant par une promesse quelconque. Le docteur Colijn, président du Conseil, a déclaré que, plus que personne, il a été partisan du libre échange, mais que, devant le recul général de la liberté des échanges, la Hollande devait, de son côté, changer d'orientation, sans que tout espoir soit perdu de voir le monde revenir à un autre système ». Pratiquement, l'on entrevoit que le gouvernement va relever de 20 % les droits sur certaines marchandises.

D'autre part, la plupart des pays pratiquent la politique du contrôle, tout au moins des restrictions de change, de telle sorte que les éléments de virements et de compensations disparaissent ou fléchissent largement. Peut-être cette politique s'impose-t-elle inéluctablement aux Etats qui la suivent; mais, en arrêtant ainsi l'interpénétration des capitaux, il ne paraît pas niabile qu'on mette obstacle au retour d'un état économique général tolérable et qu'on abaisse le niveau de vie du monde entier.

Il faut ajouter enfin que, depuis la guerre, les monnaies des divers pays se sont nationalisées et que, de ce fait, de grosses difficultés pratiques naissent pour le règlement des crédits et des débits entre nations.

Bref, les conditions sont aussi défavorables que possible au développement du chèque postal international, mais il reste, et c'est la seule chose que nous ayons à montrer ici, il reste qu'en France même, le chèque postal est un puissant succédané du chèque de virement; il en est d'autres, comme nous l'avons dit, qu'il faut indiquer maintenant.

CHAPITRE II

LES AUTRES SUCCEDANES DU CHEQUE DE VIREMENT

SECTION I

LA DOMICILIATION DES CHÈQUES, SPÉCIALEMENT DES CHÈQUES BARRÉS

Cette possibilité de domiciliation date de la loi du 26 janvier 1917 : « Lors de la présentation d'un chèque à » l'encaissement, l'addition sur le chèque de la domicilia- » tion pour paiement, soit à la Banque de France, soit dans » une banque ayant un compte à la Banque de France, ne » donnera ouverture à aucun droit de timbre nouveau. » Cette domiciliation ne pourra, au surplus, être faite con- » tre la volonté du porteur, à moins que le chèque ne soit » barré et que la domiciliation n'ait lieu à la Banque de » France sur la même place ». Cette possibilité de domiciliation n'a pas été touchée du fait que la France a adopté, en 1935, la loi uniforme élaborée à Genève en 1931. Nous n'avons pas ici à exposer en détail la loi de 1917, M. Bonnet l'a fait excellemment. (*La domiciliation pour paiement en matière de chèques*, Poitiers, 1924). Nous voudrions seulement montrer comment la domiciliation est un procédé de virements et de compensations.

Ce procédé a été imaginé par les banques, mais elles avaient dû y renoncer par suite de l'attitude du fisc; d'où l'intervention du législateur. L'exposé des motifs du projet de loi est tout à fait significatif. En voici quelques extraits : « Les circonstances actuelles imposent la nécessité de réduire autant que possible la circulation des billets de banque, et l'Etat doit favoriser tous les modes de libération permettant aux débiteurs d'acquitter leurs dettes par voie de compensation ou par tout autre jeu d'écritures, sans mouvement de numéraire. Or, parmi les procédés susceptibles de fournir à cet égard des résultats efficaces, il en est un que les pays anglo-saxons emploient journellement et qui pourrait être développé chez nous sans aucune difficulté; il consiste, pour les banquiers, sur lesquels des chèques ont été tirés, à faire acquitter le montant de ces effets par une inscription au débit de leur compte dans une banque qui en opérera la compensation ». (*J. O.*, 4 juin 1916, page 679). Le ministre explique ensuite que, dans l'état actuel de la législation, une mention de ce genre ne pourrait être apposée sur le chèque par le tiré au moment de la présentation à l'encaissement, sans obliger au paiement d'un nouveau droit de timbre, et il conclut en demandant au Parlement de lever cet obstacle, en considération du but poursuivi : l'économie des monnaies. L'exposé des motifs portait la signature de M. Ribot. Le rapport à la Chambre des Députés fut confié à M. Landry, spécialiste de ces questions. Il est du plus haut intérêt. (*J. O.*, 10 juillet 1916, pages 907 et suivantes). En voici l'essentiel. M. Landry note, d'abord, que les économistes ont toujours considéré qu'il était désirable de réduire le plus possible la quantité de monnaie en circulation; or, il lui

semble que, depuis la guerre, la proportion des comptes réglés en monnaies a beaucoup grandi en France. Il convient de s'efforcer de réduire le montant des billets en circulation. Mais comment ? L'Angleterre nous fournit un exemple : Dans ce pays, quand un chèque est présenté à l'encaissement au banquier tiré, celui-ci le revêt de la mention : « accepté payable à la Banque A » et domicilie ainsi le paiement à sa banque de compensation A. Le présentateur remporte le chèque ainsi complété et le verse à son crédit à sa banque de compensation B. Le soir même, A et B règlent ce chèque par compensation ou par virement. En France, l'apposition de la formule ci-dessus, ou même de la suivante : « Accepté payable à la Banque de France », qui aurait permis la compensation entre titulaires de comptes à la Banque de France, est prohibée par les exigences du fisc...

Depuis la loi du 26 janvier 1917, la mention de domiciliation faite dans les conditions indiquées au texte, ne donne ouverture à aucun droit de timbre, mais, sur les suggestions de M. Jules Siegfried, le Parlement décida que, sauf exceptions, la domiciliation devait être subordonnée à l'agrément du porteur. Ce qui a eu pour résultat de priver cette pratique d'une partie de son utilité. D'autre part, à notre connaissance du moins, il n'existe pas de statistiques de ces domiciliations, mais, d'après ce qui nous a été dit dans les grandes banques de dépôts, elles sont importantes et suppléent en partie à l'absence du chèque de virement. Des dispositions analogues allaient être prises par la loi du 28 août 1924, relative aux paiements des lettres de change effectués par chèques.

SECTION II

RÈGLEMENT DES LETTRES DE CHANGE PAR CHÈQUES

Dans l'exposé des motifs (*J. O.* du 3 décembre 1924, page 1250), les Ministres indiquent d'abord qu'il s'agit de développer les mesures déjà prises en vue de faciliter les compensations et les virements. Ils constatent que, sauf des cas exceptionnels, les porteurs d'effets de commerce, spécialement de lettres de change, en exigent le paiement en espèces et refusent de recevoir des chèques, qu'ainsi, pour des sommes considérables, les chèques ne jouent pas le rôle éminemment utile d'instruments de paiement remplaçant les espèces et les billets de banque. Ce refus des porteurs de lettres de change d'accepter des chèques en paiement, s'explique surtout par la crainte qu'ils ont de ne pouvoir faire protêt à temps : Crainte justifiée à raison de l'art. 162 du Code de Commerce. D'où le projet, qui devait devenir la loi du 28 août 1924, et qui dispose que les délais de protêt sont prolongés, et que la remise d'un chèque en acquit d'un effet de commerce n'entraîne pas novation. Le rapporteur à la Chambre des Députés, M. Merlant, estimait que l'économie à attendre de la généralisation du nouveau mode de paiement, ne serait pas inférieure à plusieurs centaines de millions par mois. Un autre rapporteur, M. Pierre Deyris, était plus précis encore. Il chiffrait à environ 300 millions par mois le volume des effets ainsi susceptibles d'être réglés. Au Sénat, M. Coignet était un peu moins optimiste et parlait de 200 millions. Dans les milieux bancaires, l'on est d'avis que, de toutes les lois sur le chèque tendant à des règlements sans monnaie, la plus efficace a été celle que nous étudions en ce moment (28 août 1924).

A côté de ces mécanismes légaux destinés à suppléer le chèque de virement et à remplir sa fonction, il en est un autre qui n'est qu'une pure création de la pratique : Les mandats rouges de la Banque de France.

SECTION III

LES MANDATS ROUGES DE LA BANQUE DE FRANCE

Dans ses études sur les chèques, M. Jacques Bouteron, qui est un haut fonctionnaire de la Banque de France, devait forcément faire une place aux mandats rouges, ou plutôt, comme il le dit, aux mandats roses. De fait, il en a longuement discuté. (*Le Chèque, Théorie et Pratique*, page 382, Paris 1924. *Le Droit Nouveau du Chèque*, page 88, Paris, 1928). « On sait, écrit M. Bouteron, qu'il est d'un usage » courant, surtout de la part des banquiers et des agents » de change, d'acquitter à présentation par remise d'un » mandat rose de virement sur la Banque de France, les » dispositions émises sur eux, telles que la lettre de change » et le chèque. C'est un mode de règlement qui présente » l'avantage de dispenser du transfert de grosses sommes » en espèces, et d'éviter ainsi les risques inhérents aux dé- » placements de numéraire. Mais il peut donner lieu à de » graves objections, notamment dans le cas où le compte » de l'auteur du virement ne présente pas un crédit suffi- » sant ». M. Jacques Bouteron s'étend alors longuement sur un important procès où toutes les juridictions furent épuisées (Cie d'Assurances *Le Conservateur*, c/ De Verneuil, agent de Change. Ch. des Req., 9 juillet 1924, D. H. 529). La question posée était celle de savoir si les mandats roses valent paiement ou seulement promesse de paiement, c'est-à-dire s'ils ne sont libératoires que sauf bonne fin. C'est

cette dernière solution qui a prévalu devant les tribunaux, à juste titre.

Il nous semble que d'autres problèmes mériteraient de retenir l'attention en ce qui concerne les mandats roses. Dans quelle catégorie juridique les ranger ? Doit-on les assimiler aux chèques de compensation ? Certes, ils jouent le même rôle ; mais, juridiquement, ils nous paraissent s'en distinguer. C'est ainsi qu'il est admis que seule la Banque de France peut en émettre, alors que dans les pays qui pratiquent le chèque de virement, n'importe qui peut en émettre. Il n'y a qu'à prendre un chèque ordinaire et à inscrire dessus la mention « à porter en compte », ou une mention analogue. En fait de mandats roses, la Banque de France a, au contraire, un monopole, comme l'écrit M. Jacques Borduge. (*Le Statut du Chèque barré dans le droit Anglo-Américain et dans les conventions de Genève de 1931*, page 110, Paris 1938). « Les mandats rouges sont des titres d'une espèce particulière, dont la création et les règles s'expliquent toutes par cette idée que la Banque de France est la banque des banques et des assimilés : agents de change, etc... ils sont faits pour une clientèle relativement restreinte et économiquement très évoluée. Ils diffèrent profondément des chèques de compensation, tels, par exemple, qu'ils fonctionnent en Allemagne, chèques qu'il est à la disposition de tout tireur ou tout porteur de pouvoir créer ».

Mais, à supposer qu'on veuille, comme on le fait souvent, assimiler les mandats roses à des chèques de compensation, un sérieux problème se poserait alors : celui de savoir s'ils seraient légaux, c'est-à-dire, pratiquement, si les bénéficiaires de ces mandats ne pourraient pas en exiger le paiement en espèces. Ce problème n'existe pas pour les

auteurs, qui pensent que la mention « à porter en compte », peut être apposée sur les chèques en France, et qu'elle produit les mêmes effets qu'en Allemagne par exemple. C'est-à-dire que ce titre ne peut être réglé que par jeux d'écritures. Dans ce sens, l'on peut citer un spécialiste de ces questions, M. le professeur Joseph Hamel. Dans un opuscule récent : (*Le Nouveau Régime du Chèque en France*, Paris, 1936, page 79, N° 697), il écrit : « L'art. 39 nouveau de » la loi de 1865 est conçu dans des termes qui font douter » de la validité du chèque de virement en France. Il n'est, » en effet, fait mention dans ce texte, que « des chèques » à » porter en compte émis à l'étranger ». Cette solution pour- » rait s'appuyer sur la réserve N° 18 de l'Annexe II à la » Convention de Genève qui, après avoir permis aux Etats » de ne pas admettre les chèques « à porter en compte », » stipule que le chèque « à porter en compte » émis à » l'étranger devrait toujours être traité comme un chèque » barré dans les pays qui auraient refusé de reconnaître la » validité du chèque « à porter en compte ».

Bien qu'impressionnants, ces arguments n'arrivent pas à convaincre le distingué professeur, qui poursuit : « Ce- » pendant, à défaut d'une prohibition particulière, il con- » vient de maintenir la validité d'un chèque qui ne heurte » aucun principe de droit et qui rend, sous la forme des » mandats rouges de la Banque de France, des services in- » discutables ». Sans doute : Mais la mention de la domici- » liation ne heurtait pas de principes de droit : elle était » utile, et, cependant, il a fallu une loi pour la permettre. Ce » « précédent » manque-t-il d'une certaine valeur ? Quant à l'argument tiré de la réserve N° 18 à l'annexe II de la con- » vention de Genève, M. le Professeur Hamel ne le croit pas » davantage décisif. « Si, dit-il, le chèque « à porter en » compte » a été émis à l'étranger, il doit, conformément

» aux termes formels de l'art. 39, être assimilé à un chèque barré et soumis à toutes les dispositions des articles 37 et 38 nouveaux de la loi de 1865. Mais, si le chèque de virement a été émis en France, il n'y a aucune raison de lui appliquer les règles sévères du chèque barré : il sera traité comme un chèque ordinaire, dont le porteur n'obtiendra qu'un paiement par virement, au lieu de pouvoir exiger un paiement en espèces ». Il est assez difficile de souscrire à cette argumentation, mais l'on doit du moins convenir qu'il serait tout à fait souhaitable que le point de vue de M. le Professeur Hamel prévalût, les mandats rouges devant être à tout prix sauvés à raison des services qu'ils rendent. Mais peut-être serait-il plus simple de dire, comme nous l'avons fait, que ce ne sont pas des chèques de compensation, et que, dès lors, ils ne sont pas soumis au même régime de prohibition ?

Quelles sont les leçons véritablement essentielles qui se dégagent de ce que nous avons écrit jusqu'ici ? Ce sont, croyons-nous, les suivantes :

1° La France apprécie tout autant que l'Angleterre et l'Amérique, si ce n'est davantage, les mérites — tant du point de vue des intérêts particuliers que de l'intérêt général — des règlements par jeux d'écritures. Toute sa législation du chèque s'inspire de ce sentiment, mais :

2° En Angleterre et en Amérique, les compensations et les virements se produisent à la manière des phénomènes physiques, c'est-à-dire avec un déterminisme automatique et pour ainsi dire inévitable, alors qu'en France le législateur est sans cesse en éveil pour imaginer des procédés destinés à faciliter ces virements et compensations. Comment expliquer cette différence ? Quelles en sont les causes ? Ces causes sont-elles sans remède ? Telles sont les questions que nous devons maintenant nous poser.

CINQUIEME PARTIE

*Virements et compensations
nécessitent une certaine ambiance.*

La situation de la France

Nous indiquerons, tout d'abord, en quoi consiste cette ambiance; nous verrons ensuite que cette ambiance n'est pas réalisée en France; nous en rechercherons enfin les causes et suggérerons certains remèdes, d'où les trois chapitres suivants :

CHAPITRE I^{er}

DE L'AMBIANCE NECESSAIRE POUR QUE PUISSENT SE DEVELOPPER LES VIREMENTS ET LES COMPENSATIONS

A notre sens, cette ambiance est faite de trois éléments : Une bonne législation du chèque; des comptes en banque généralisés; une population sachant se servir du chèque.

SECTION I

UNE BONNE LÉGISLATION DU CHÈQUE

Une bonne législation du chèque, c'est avant tout une législation anglaise et de la législation américaine. A la habitude de la population. C'est tout à fait le cas de la législation anglaise et de la législation américaine. A la conférence de La Haye de 1910, l'un des délégués de Sa Majesté britannique, Sir George Buchanan, expliquait ainsi l'attachement des Anglais à leurs lois sur les effets de change : « Il se peut que, parmi les prescriptions du droit » anglais, il s'en trouve de surannées et d'incommodes, mais » dans ses principes généraux, notre droit ne fait qu'en- » registrer les us et coutumes de notre commerce. Ce n'est » pas un droit arbitraire imposé au commerce par les lé- » gislateurs. Ces derniers n'ont eu qu'à donner sanction » légale aux usages de notre commerce intérieur et exté-

» rieur ». En pourrait-on dire autant de la loi uniforme élaborée à Genève, à la conférence de 1931 et passée dans notre droit, sous certaines réserves, par suite des décrets-lois de 1935 ? Cette loi présente des supériorités à certains égards sur la loi anglaise, mais n'est-elle pas un peu formaliste et plus adaptée à la mentalité germanique qu'à la mentalité française ? Ce contraste a été souligné dans une thèse assez récente soutenue devant la faculté de Lyon. *Le Droit International du Change. La loi uniforme de Genève et le Droit Uniforme anglo-américain* par Lioubomir Bayalovitch, Paris, 1935). D'après cet auteur, toutes les directives générales de la loi uniforme sont tirées d'une conception doctrinale, et, par là même, quelque peu artificielle, de l'effet de commerce, qu'il envisage comme « un acte abstrait » détaché de tout lien juridique avec les faits antérieurs qui lui ont donné naissance. « Comme toutes les productions « de la technique ou de la logique juridique, cette construction « conceptuelle » d'ensemble du système dit continental, présente une rigidité de structure, une brutalité « de lignes, une aspérité d'angles qui risquent trop souvent de meurtrir, en l'emprisonnant, la matière souple « et délicate que constitue l'infinie diversité des transactions « commerciales auxquelles se relie la lettre de change et « le billet à ordre ». (*Loc. cit.*, page 491).

Cette appréciation nous paraît excessive. L'œuvre de Genève, ayant été élaborée dans une conférence internationale, ne peut pas avoir cette rigidité. C'est forcément une œuvre de compromis. Mais il est vrai qu'elle s'inspire largement des conceptions formalistes germaniques. Par contre, nous souscrivons pleinement à ce que dit M. Bayalovitch du système des pays de langue anglaise : « Produit « quasi spontané d'un patient travail d'empirisme juridi-

» que, né d'un effort prolongé des Cours de Justice, pour
» exprimer en termes de droit les aspirations prédominan-
» tes de la pratique des affaires, et par là, œuvre des com-
» merçants beaucoup plus que des juristes, le droit cam-
» biaire américain se révèle beaucoup plus apte à concii-
» lier la sécurité nécessaire à la circulation des effets de
» commerce avec le respect de tous les usages économique-
» ment légitimes que la pratique commerciale peut être
» amenée, selon les temps et les lieux, à faire de cet instru-
» ment de crédit ». (*Loc. cit.*, page 491).

Si intéressantes que soient de telles vues d'ensemble, elles ont, à notre sens, moins de force probante que des exemples. M Jacques Borduge l'a compris et a montré que, pour le barrement, le législateur anglais n'a fait que légaliser et préciser des pratiques. (*Le Statut du Chèque barré dans le droit anglo-américain*, pages 13 à 18, Paris 1938).

L'Angleterre et l'Amérique n'ont peut-être pas une législation parfaite du chèque, mais cette législation fonctionne à la satisfaction générale, moins peut-être pour ses mérites propres, que pour la façon dont elle est appliquée par les banques et par les Cours de Justice. Posséder une excellente législation du chèque, c'est assurément beaucoup, mais sa mise en œuvre est plus importante encore pour pousser le public à se servir de ce titre. A ce double égard, la France est-elle dans une situation aussi favorable que l'Angleterre ? Nous le rechercherons bientôt.

SECTION II

DES COMPTES EN BANQUE GÉNÉRALISÉS

Dans l'exposé des motifs de la loi du 14 juin 1865. (*Moniteur* du 24 février 1865, page 190 et suivantes), M. de

Lavenay écrivait : « Pouvons-nous nous flatter de voir » l'usage des comptes-courants et des chèques, prendre immédiatement en France l'immense développement qu'il » a acquis en Angleterre ? Les dépositions recueillies par » l'enquête, ont fait connaître qu'au 30 juin 1863, le montant des fonds déposés en comptes-courants, dans les six » principales banques d'Angleterre, dépassait le chiffre de » 1.400 millions de francs. En France, au 31 décembre 1863, » nos cinq principaux établissements de crédit, ne réunissaient dans leurs caisses qu'un ensemble de dépôts » présentant un peu plus de 121 millions de francs ».

M. de Lavenay se demandait, ensuite, si l'on arriverait prochainement à faire disparaître cet énorme écart, et répondait, non sans scepticisme : « Il serait peut-être téméraire d'y trop compter. Indépendamment de toute disposition législative, il y a, entre les mœurs anglaises et les » nôtres, des différences que le temps seul peut effacer ».

Beaucoup de temps s'est écoulé depuis 1863, et l'écart reste considérable. Il est impossible de le chiffrer de façon tout à fait précise, car, ni en Angleterre ni en France, toutes les banques ne publient régulièrement des états de situation. Les statistiques sont donc très incomplètes. En France, par exemple, la Banque de France publie chaque jeudi son bilan, et l'on peut ainsi suivre le mouvement des dépôts du public. Le Crédit Lyonnais, le Comptoir d'Escompte, la Société Générale, le Crédit Industriel et Commercial, publient des états mensuels. Mais la plupart des autres établissements ne donnent des renseignements qu'à leurs assemblées générales. Dans les banques qui publient régulièrement des états, les dépôts forment un ensemble d'une trentaine de milliards. L'on estime, en général, que le total des dépôts dans toutes les banques françaises, oscille aux

environs de 60 milliards. En Angleterre, ils paraissent être dix fois plus élevés. Dans ses *Principes de Droit Commercial* (Tome VI, Paris, 1936, page 61), M. le Professeur Jean Escarra écrit qu'ils sont de deux milliards de livres pour les dix principales banques. Si approximatives que soient ces évaluations, elles révèlent, de façon indiscutable, que les dépôts dans les banques anglaises sont infiniment supérieurs à ceux des banques françaises. Dans le *Figaro* du 29 janvier 1939, M. Ph. Cotnéaru parle de la pitié des dépôts des banques françaises et va jusqu'à déclarer que l'ensemble des dépôts de toutes les banques françaises est inférieur aux dépôts d'un seul grand établissement de crédit anglais, La Barclay's Bank, et encore faut-il tenir compte du fait que les chiffres publiés des dépôts des banques françaises comprennent également les dépôts en devises. Malheureusement les statistiques, soit en Angleterre, soit en France, ne donnent pas de renseignements sur le nombre des comptes. Elles n'en donnent que sur l'importance. Or, du point de vue des compensations et virements, le nombre des comptes est un facteur au moins aussi essentiel que leur montant. Mais on est d'accord pour dire avec M. de Lavenay, « Qu'en Angleterre, presque tout le monde, commerçant ou non commerçant, a son banquier : Il n'y a » pour ainsi dire pas de Caisses privées » et, avec M. Alfred Darimon (*Moniteur* des 5, 6, 7 et 10 mai 1865), « Que » tout particulier, négociant ou non, a l'habitude d'avoir » un banquier chez lequel il dépose les valeurs de toute » nature qu'il a reçues dans la journée : espèces, bank- » notes, traites ou effets arrivés à échéance, ne gardant dans » sa caisse ou dans sa poche que les petites sommes nécessaires à ses besoins journaliers... et chez lequel aussi il » prend domicile pour les billets de commerce qu'il sous- » crit ». Peut-on dire que ce soit le cas de la France ?

SECTION III

UNE POPULATION SACHANT SE SERVIR DU CHÈQUE

Du fait même que tous les Anglais ayant quelque avoir sont titulaires d'un compte en banque, ils sont en situation de faire du chèque l'usage qui lui permet d'être efficace, c'est-à-dire d'aboutir à des inscriptions en compte. Mais en profitent-ils ? Pouvant se servir du chèque, savent-ils le faire ? Et d'abord, qu'est-ce que savoir se servir du chèque ? C'est ne jamais l'encaisser en espèces, mais le remettre à sa banque pour qu'elle vous en crédite. Or, de l'avis de tous, les Anglais sont passés maîtres en la matière. Ils ne présentent des chèques aux guichets des banques tirées que pour se procurer les monnaies indispensables à leurs besoins journaliers. « En Angleterre, écrit Alfred Darimon » (*Moniteur* des 5, 6, 7, et 10 mai 1865), tout déposant reçoit » de son banquier trois carnets : 1° le slip-book, livre sur » lequel il inscrit les remises faites aux banquiers; 2° le » check-book, livre des paiements opérés au moyen de chè- » ques; 3° le pass-book, carnet qui va et vient sans cesse, » tenu par le banquier et représentant le débit et le cré- » dit du compte; c'est, à proprement parler, le moyen de » contrôler les deux autres livrets... ». Bref, tout se passe en inscriptions de débit et de crédit : En est-il de même en France ?

En Angleterre, les conditions sont donc réunies pour que la quasi totalité des règlements s'opère, par la force même des choses, par jeux d'écritures, et pour que le chèque, pièce maîtresse des comptes-courants, se résolve en compensations et virements et se substitue aux espèces. Le sont-elles en France ?

CHAPITRE II

L'AMBIANCE NECESSAIRE AUX PAIEMENTS SANS MONNAIE N'EXISTE PAS EN FRANCE AU MEME DEGRE QU'EN ANGLETERRE

Nous savons de quoi est faite cette ambiance : Voyons quelle est chez nous la situation au regard des divers éléments qui la constituent.

SECTION I

AVONS-NOUS UNE BONNE LÉGISLATION DU CHÈQUE ?

Il semble que la réponse puisse être affirmative. Jusqu'au décret-loi du 30 octobre 1935 acceptant, sous certaines réserves, la loi uniforme élaborée à la conférence de Genève de 1931, cette législation était, si l'on peut dire, faite de pièces et de morceaux; c'est-à-dire que le Parlement intervenait, soit pour réprimer des abus, soit pour légaliser des pratiques intéressantes. Il n'y avait pas de plan d'ensemble. Mais dans une matière comme celle du chèque, est-ce un mauvais mode de légiférer ? Et n'est-ce pas le mode anglais ? Depuis 1935, notre législation est beaucoup plus systématique et mieux ordonnancée. Elle doit plaire à des esprits épris de logique. On peut lui reprocher un peu

trop de formalisme, mais cela n'est pas très gênant puisque les formules de chèques sont préparées d'avance par les banques.

Ajoutons que des décrets du 24 mai 1938 ont beaucoup amendé notre législation : le timbre a été réduit (0.50 au lieu de 0,75) ; les pénalités renforcées en cas de chèques non provisionnés ; les frais de poursuites diminués, la partie civile peut, désormais, obtenir du tribunal correctionnel le remboursement du chèque, sans préjudice de dommages-intérêts, alors qu'avant elle ne le pouvait pas : Ce qui présente le double avantage de la simplification et, surtout, de la possibilité de la contrainte par corps. Mais que sert-il d'avoir une bonne législation, si l'application en est tout à fait défectueuse ? Or, elle l'est en France, par suite principalement des longueurs et des ennuis de la procédure et de l'indulgence, parfois excessive, des tribunaux : toutes choses qui favorisent l'industrie trop florissante des chèques sans provision. Il faudrait que la peine suivît de très près le délit et qu'elle fût, en principe, impitoyable. Sans doute, il arrive que des émetteurs de chèques sans provision soient dignes de pitié ; ils doivent être frappés quand même, sinon l'on va au discrédit du chèque. Bref, la France possède une législation du chèque satisfaisante, mais sa mise en œuvre est décourageante.

SECTION II

GÉNÉRALISATION DES COMPTES EN BANQUES

Quant aux comptes en banque, nous avons vu qu'ils sont bien plus importants et bien plus nombreux en Angleterre qu'en France. Plus importants, c'est naturel, car l'Angleterre est plus riche que la France ; mais l'écart est trop

grand pour pouvoir se justifier de cette façon. Il est dans le rapport de dix à un, alors que la fortune de l'Angleterre est approximativement double de celle de la France. Plus nombreux, c'est un fait reconnu de tous. En France, les comptes de dépôt ne sont assez répandus que dans Paris et les grandes villes; ils sont presque inexistants dans les campagnes. Nous avons fait une enquête auprès des principales banques d'un département de l'ouest qui compte environ trois cent cinquante communes. Il nous a été répondu que dans près de trois cents de ces communes, personne, ou presque personne, n'avait de compte en banque. Les Français gardent trop d'argent liquide par devers eux, estimant sans doute qu'il est plus en sûreté et serait plus prêt à s'investir, si une occasion se présentait. Mais il faut ajouter qu'ils effectuent de très importants dépôts ailleurs que dans les banques, par exemple dans des institutions dépendant plus ou moins directement de l'Etat. Citons, tout d'abord, les Caisses d'épargne, qui sont débitrices de soixante-dix milliards environ, depuis que la limite des livrets a été relevée : soixante-dix milliards qui donnent des taux d'intérêt copieux et nets d'impôts. Puis le service des chèques postaux, dont nous avons déjà signalé l'importance : les Caisses Agricoles Officielles, Caisses rurales, Caisses régionales. Caisse Nationale, dont le total des dépôts dépasse un milliard : les banques populaires, les Crédits municipaux, etc...

Notons, enfin, le rôle des percepteurs, receveurs, et trésoriers payeurs, voire même des notaires, qui recueillent les dépôts du public et les transforment en titres d'état, des départements et des communes. Bref, les Français conservent plus d'argent en poche ou dans leurs tiroirs que les Anglais, et, quand ils le déposent, ils vont moins dans les banques.

SECTION III

LES FRANÇAIS SAVENT-ILS SE SERVIR DU CHÈQUE ?

Il suffit de se rendre n'importe quel jour, dans les succursales importantes de nos grands établissements de crédit, pour comprendre qu'il n'en est rien. Qu'y voyons-nous, en effet ? Des files de gens tenant des chèques à la main, et parfois trépignant d'impatience, en attendant qu'on les leur paye en espèces. On s'étonne même que ces déplacements, ces longues attentes et tant d'ennuis, n'arrivent pas à faire l'éducation du public et à le pousser à se faire ouvrir un compte dans une banque et y adresser les chèques qu'il reçoit. Constater que l'ambiance indispensable aux compensations et virements n'existe pas pleinement en France serait assez vain, si l'on ne s'efforçait d'en démêler les causes et d'en indiquer les remèdes.

CHAPITRE III

LES CAUSES DE L'ETAT DE CHOSES ACTUEL EN FRANCE : REMEDES PROPOSES

Un fait doit, avant tout, être souligné, car il domine le problème, c'est que des divers éléments qui constituent l'ambiance indispensable aux virements et compensations, le plus important est la multiplication des comptes en banques. A bien des reprises, surtout depuis la guerre, l'on a fait des campagnes en faveur du développement de l'emploi du chèque. Elles ont donné peu de résultats. On ne se rend pas assez compte, croyons-nous, de ce fait que le chèque n'est qu'un procédé qui ne peut avoir toute son efficacité que dans un certain milieu, que dans certaines conditions. Il est sous la dépendance du nombre et de l'importance des comptes en banques. Comme l'écrivait déjà M. de Lavenay lors de l'élaboration de notre première loi sur le chèque, « le chèque n'est que l'instrument de service » des comptes-courants ». Les campagnes que l'on a faites et que l'on fait dans la presse en faveur de l'emploi du chèque, portent donc un peu à faux. Il serait préférable de les faire en faveur de la multiplication des comptes en banques.

Cette remarque préliminaire faite, l'on doit reconnaître pourtant qu'une bonne législation du chèque est utile. Elle pousse à se servir de cet instrument, et, indirectement, provoque l'ouverture de comptes en banques.

SECTION I

AMÉLIORATION DE LA LÉGISLATION DU CHÈQUE

Nous avons dit ci-dessus que notre législation du chèque, telle qu'elle résulte des décrets de 1935 et de 1938, est relativement satisfaisante. Nous croyons pourtant qu'elle pourrait être grandement améliorée, soit du point de vue sécurité, soit du point de vue compensations et virements.

La plaie du chèque, actuellement, c'est le défaut ou l'insuffisance de provision. Ce sont des délits sans doute, mais que de temps, que de frais, que d'ennuis, pour arriver à leur répression ! Et cette répression même ne met, la plupart du temps, pas d'argent dans la poche de celui qui poursuit. Certes, nous n'oublions pas qu'un décret du 24 mai 1938 a amélioré la situation, mais que de difficultés encore et quelle incertitude du résultat ! Or, l'Amérique possède un remède adéquat : la certification. Pourquoi ne pas l'adopter ? Ce remède que nous avons déjà décrit, est simple, il a fait ses preuves. Il a l'avantage d'être préventif et non répressif et de couper court à tout procès, à la condition, bien entendu, que les banques qui donnent la certification en respectent les règles et soient solides. Les abus en tout cas ne peuvent pas durer, les banques certificatrices défaillantes étant immédiatement mises en faillite.

Devant de tels avantages, que pèsent les critiques que l'on a adressées à la certification ? Il serait à craindre que les chèques certifiés ne deviennent des instruments de circulation, alors qu'ils ne doivent être que des moyens de paiement. Ce risque existe certes, mais on y peut parer en décidant que la certification n'engage la banque que pendant le temps légal de présentation du chèque. Et, si cette mesure se révélait insuffisante, l'on pourrait frapper les

porteurs négligents d'une certaine retenue sur lesdits chèques en faveur du fisc. A notre sens, le seul moyen vraiment pratique de combattre les chèques sans provision, c'est d'admettre la certification.

Il y a une difficulté, c'est que la France a adhéré à la loi uniforme, et que celle-ci interdit formellement l'acceptation et décide qu'une telle mention doit être réputée non écrite. Mais la loi uniforme n'est pas pour toujours à l'abri de retouches et, d'autre part, la convention elle-même a prévu des portes de sortie.

Une mention de certification augmenterait donc grandement la sécurité du chèque; une mention de « mise en compte » pousserait fatalement le public à se faire ouvrir des comptes en banques, et favoriserait de ce fait même les règlements par jeux d'écritures. Un peu de contrainte et de difficultés est, semble-t-il, admissible, quand il s'agit de vaincre la routine et de servir l'intérêt général.

A notre sens, le chèque qu'il faudrait essayer de promouvoir, c'est le chèque barré, avec possibilité d'insertion des deux mentions de certification et de mise en compte. Ces mentions ont fait leurs preuves dans de très grands pays, Etats-Unis et Allemagne par exemple; pourquoi se priver chez nous des services qu'elles rendent ailleurs ?

SECTION II

OBSTACLES A LA MULTIPLICATION DES COMPTES EN BANQUE POSSIBILITÉ DE LES ATTÉNUER

Telles sont les deux questions capitales qui se posent à nous maintenant et que nous voudrions succinctement examiner.

Voici, nous semble-t-il, les obstacles principaux qui empêchent le développement des comptes en banques chez nous : habitudes invétérées du public de garder par devers lui beaucoup de fonds liquides, réglementation insuffisante des banques, concurrence de certaines caisses plus ou moins sous la dépendance de l'Etat, crainte du fisc, confiance limitée dans la stabilité de la monnaie.

§ A. — *Caisses privées trop abondamment garnies*

Cette constatation se retrouve presque dans tous les rapports parlementaires relatifs à la législation du chèque. C'est M. de Lavenay qui déclare : « En France, chaque particulier, commerçant ou non, a sa caisse. Les rapports avec le banquier sont accidentels ». (*Moniteur* du 24 février 1865). C'est Alfred Darimon qui écrit : « La plus grande difficulté que rencontrent chez nous les banques, c'est l'habitude invétérée que l'on a en France de conserver chez soi des sommes et des valeurs inactives. Cette habitude existe non seulement chez les simples particuliers, mais encore chez tous les commerçants et tous les industriels. Chacun a son caissier et sa caisse et, malgré les pertes de temps que cela procure, les dangers de vol et d'incendie que l'on court, et le risque d'infidélités trop fréquentes, l'on n'a que peu ou point de rapports avec le banquier, et seulement au moment des escomptes et des échéances. Si l'on a un compte-courant, on n'y dépose juste que l'excédent de ses besoins prévus. Quant à ceux qui possèdent un compte-courant à la banque, et qui payent par voie de virements, ils composent une sorte de classe privilégiée fort restreinte, c'est en quelque sorte l'aristocratie du commerce et de la banque ». (*Moniteur* du 6 mai 1865). Cet état de choses s'est, certes, amé-

lioré depuis 1865, mais pas fondamentalement. L'éducation économique du public reste à faire; mais n'avons-nous pas des écoles dans les plus petites communes de France ? La presse et la radio ne pénètrent-elles pas partout ? N'y donne-t-on pas des leçons et des conférences moins utiles que celles que nous suggérons ? Mais toutefois la routine du public n'est pas seule en cause : il y a sa méfiance.

§ B. — *Règlementation insuffisante des banques*

La France est un des pays où cette réglementation est le moins poussée. Du fait que les banques sont, le plus souvent, constituées en sociétés, elles sont évidemment soumises aux règles qui régissent ces sociétés. Mais, comme texte spécial aux banques qui soit d'une certaine importance, l'on ne peut guère citer que la loi du 19 juin 1930, qui exclut de cette profession des personnes tout à fait indésirables, comme les condamnés pour crimes de droit commun, ou pour certains délits : vol, abus de confiance, escroqueries et les faillis non réhabilités.

Le métier de banquier est l'un des plus difficiles et des plus importants qui soient : il suppose une grande honnêteté, beaucoup de compétence, des connaissances générales, du « flair ». Or, l'on peut dire qu'en France il est ouvert à tout venant. Voici ce qu'en dit dans les *Principes de Droit Commercial*, M. le Professeur Escarra (Tome VI, page 64, Paris, 1936) : « En fait, tout le monde en France » peut être banquier et porter ce nom, dès qu'il fait une » quelconque des multiples opérations de banque. Il suffit » de lire le bottin à la rubrique banques et banquiers pour » voir que la même dénomination est donnée aux plus » grands établissements de crédit, à des particuliers exer- » çant réellement la profession de banquiers et à des offi-

» cines inconnues ou même suspectes, ce qui crée une con-
» fusion fâcheuse dans l'esprit du public et n'est pas sans
» contribuer à faire naître et à entretenir une certaine mé-
» fiance à l'égard des banquiers en général ».

Après la guerre, la moralité ayant singulièrement baissé et l'esprit de spéculation envahi presque toutes les classes sociales, l'on a vu toute une floraison de banques apparaître presque au même titre que les cabinets de cartomanciennes ou, plutôt, comme de véritables champignons vénéneux. A Paris, par exemple, presque tous les coins de rues étaient, à un moment donné, occupés par de soi-disants établissements de crédit à la tête desquels se trouvaient souvent des étrangers grandement indésirables.

De gigantesques escroqueries ont été commises au préjudice du public et aussi de graves imprudences, même de la part d'établissements réputés : imprudences qui ont amené ces établissements à se retourner vers leurs Etats respectifs pour demander aide et protection. Ce fut le cas en Autriche, du *Crédit Anstalt*, en mai 1931; en Allemagne de la *Darmsdtadter und National Bank* et même de l'ensemble du système bancaire, en juillet 1931; en Amérique, des banques de Détroit, en février 1933, et de l'ensemble des banques en mars 1933; en France, on sait quels renflouements le gouvernement a cru devoir faire et ce qu'ils ont coûté aux contribuables.

Comme contre-partie de l'aide qu'ils apportaient aux banques, la plupart des Etats ont aggravé les pouvoirs de contrôle qu'ils avaient déjà, ou institué ces pouvoirs : Allemagne, loi du 5 décembre 1934; Belgique, arrêtés royaux du 16 décembre 1934 et du 9 juillet 1935; Etats-Unis, *Banking Acts* de 1933 et de 1935; Italie, décrets-lois de sep-

tembre et novembre 1926 et du 12 mars 1936; Suisse, loi du 8 novembre 1934 et règlement fédéral du 26 février 1935, etc..., etc...

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'approfondir ces diverses législations. L'on doit cependant en signaler les lignes essentielles, la France paraissant, à notre avis, avoir intérêt à s'en inspirer. D'une manière assez générale, les états exigent que les banques de dépôt disposent d'un capital minimum et même en investissent une partie dans des emplois déterminés. En Belgique, par exemple, pour les sociétés, ce capital est de dix millions; pour les banquiers privés, et il est de deux millions pour les banques étrangères existantes, de un million; pour les nouvelles, de dix millions. Une commission bancaire a compétence pour apprécier la consistance de ce capital. Ils exigent, en outre, qu'il y ait une certaine proportion, d'abord entre les liquidités et les postes aisément mobilisables d'une part, et les engagements à vue et à court terme d'autre part, et, aussi, entre les réserves et le capital d'une part et le montant global, soit des dépôts, soit des engagements à vue et à court terme d'autre part. Ces proportions sont fixées par une commission bancaire et varient selon les circonstances, ou même, comme en Suisse, sont déterminées dans un règlement général, sauf dérogations. Enfin, dans toutes les législations bancaires, lit-on dans l'ouvrage précité de M. Escarra (page 53, N° 89), « les établissements soumis au contrôle, et même » parfois les autres sont tenus d'adresser, à telle ou telle » des autorités chargées de ce contrôle, des bilans, situations, extraits de comptes, etc... plus ou moins détaillés ». M. le professeur Escarra note même que ces publications ont été parmi les premières manifestations du contrôle bancaire en certains pays, par exemple en Allemagne, et,

qu'actuellement, la législation américaine est particulièrement rigoureuse à cet égard. Ces mesures figurent dans la législation de la plupart des pays, à l'exception de l'Angleterre et de la France.

On peut encore relever que certains pays s'attachent à cantonner chaque catégorie de banques dans sa spécialité et, spécialement, à empêcher que les banques de dépôts ne se livrent aux opérations propres aux banques d'affaires. Tel est le cas de la Belgique et des Etats-Unis. Voici ce qu'on lit dans l'exposé des motifs de l'arrêté royal du 9 juillet 1935 : « Il faut que l'actif des banques de dépôts ne » puisse pas contenir des valeurs sujettes à des déprécia- » tions rapides ou importantes. C'est pourquoi il leur est » interdit, en principe, de posséder des valeurs industriel- » les, si ce n'est pendant un temps limité en vue d'opéra- » tions déterminées... Il faut... accentuer l'évolution de nos » institutions de crédit vers le type de la banque de dépôts » pure, collaborant intimement avec le commerce et l'in- » dustrie, mais indépendante vis-à-vis d'eux ». Nous rele- » vons, par contre, dans le Rapport de la Direction à l'Assem- » blée des Actionnaires de la Société Générale de Belgique, » pour l'exercice 1938, les réflexions suivantes (*Information* » du 17 février 1939) : « On doit se demander si les condi- » tions dans lesquelles les banques travaillent ne doivent » pas être modifiées, sous peine de voir se tarir progres- » sivement ces canaux distributeurs de crédit dans un pays, » par ailleurs pauvre en moyens de financement.

» Il paraît en tout cas raisonnable de tirer, d'une expé- » rience de quatre années, cette conclusion que les deux » fractions, banque de dépôts d'une part, société finan- » cière d'autre part, en quoi on a divisé nos banques d'affaires, ne peuvent ni réaliser avec autant de dynamisme

» que celles-ci, ni soutenir avec la même continuité, durant
» la période d'organisation, les vastes conceptions indus-
» trielles, commerciales et coloniales qui furent les meil-
» leurs sources du développement économique de la Belgi-
» que et de l'accroissement de la richesse de ses habitants.
» Au résumé, arrivés au terme des quatre années durant
» lesquelles les banques ont vécu sous le régime des arrêtés
» du 22 août 1934 et du 9 juillet 1935, nous pensons qu'il
» est permis de tirer de l'expérience les conclusions sui-
» vantes :

» Les banques belges sont dans une bonne situation de
» liquidité.

» Leur rentabilité est en régression par rapport à 1937.
» Ceci est, pour une bonne part, le résultat de circonstan-
» ces et d'événements d'ordre général, étrangers aux ban-
» ques.

» Toutefois, le nouveau statut légal des banques est,
» à certains égards, excessif dans les restrictions qu'il im-
» pose à leur activité et exercerait, s'il n'était corrigé à la
» lumière de l'expérience, une influence déprimante sur
» leur exploitation et sur l'efficacité de leurs fonctions de
» distributrices de crédit.

» Des atténuations devraient être apportées à celles des
» décisions du législateur qui mettent obstacle à une inter-
» pénétration suffisante des organismes publics de crédit
» et des banques, pour éviter les dangers auxquels un man-
» que de contact et de collaboration exposerait le pays.

« Il semble aussi que l'intérêt général appelle un nou-
» vel examen et des aménagements de l'interdiction pour
» les banques de prendre et de conserver des intérêts dans
» les affaires industrielles, commerciales et coloniales ».

De ces expériences étrangères n'y a-t-il rien à retenir pour nous ? Certes, malgré l'absence d'une réglementation réelle, les grandes banques françaises ont bien résisté à la crise profonde qui dure depuis huit ans et aux paniques provoquées par les menaces de guerre. Les banques de dépôts ont un portefeuille insignifiant de participations industrielles : la liquidité de leur actif est remarquable, elle dépasse souvent 80 % ; bref, elles respectent, et au-delà même, les règles que les Etats ont dû imposer ailleurs.

Mais que de banques de second ordre ont sombré depuis la guerre, même parmi celles dont les dirigeants étaient honnêtes ! Et que d'épargnes ont disparu dans des officines louches à publicité tapageuse ! Or, si à Paris tout s'oublie vite, dans les chefs-lieux d'arrondissement et dans les campagnes, il en va bien différemment. Pendant des années on se raconte qu'à telle époque, un tel et un tel, ont perdu les sommes qu'ils avaient déposées dans telle banque... En passant de bouche en bouche, les faits prennent même beaucoup plus de gravité qu'ils n'en ont eue réellement. La confiance est morte, les comptes en banques diminuent au lieu de se multiplier.

M. le Professeur Baudin écrit : « que la monnaie scripturale est devenue aujourd'hui prépondérante. Aux Etats-Unis le montant des paiements faits par chèques et virements a parfois dépassé 90 % du total des règlements en monnaie... Ce pourcentage semble être généralement moindre en Grande-Bretagne qu'aux Etats-Unis, et plus faible encore en France et en Allemagne. Il paraît avoir atteint le chiffre de 40 % dans notre pays en 1929. Il est d'ailleurs loin de demeurer constant. Après la crise de 1929, il a fléchi en Amérique du Nord, car les déposants effrayés par les faillites bancaires, ont recherché les mon-

» naies manuelles. En Allemagne, entre 1928, 1929 et 1932, » le montant des revenus monétaires et le total des transac- » tions ont diminué d'un tiers, tandis que la quantité de » monnaie manuelle a légèrement augmenté et s'est subs- » tituée, en partie, à la monnaie de virement ». (*La Mon- naie et la Formation des Prix*, pages 267 et 268, Paris 1936). Notons, d'ailleurs, qu'à la Banque de France, la part des règlements opérés par écritures est encore très élevée et a représenté près de 91 % des règlements en 1938, exercice pour lequel le mouvement général des caisses (recettes et paiements) se répartit de la façon suivante :

Espèces	Fr.	3.232.353.600
Billets		259.311.108.400
Opérations par écritures.....		2.861.779.303.000

Le problème à résoudre consiste, en somme, à garantir aux déposants qu'ils reverront leurs dépôts en toutes hypo- thèses. Est-ce impossible ? Il ne le semble pas. L'Amérique a, peut-on croire, trouvé une solution grâce au procédé de l'assurance. Les Banking Acts de 1933-1935 ont créé un fonds de garantie des dépôts bancaires qui s'apparente à notre fonds de garantie en matière d'accidents du travail. Il fonctionne de la façon suivante : L'adhésion à ce fonds est obligatoire pour toutes les banques qui font partie du Fe- deral Reserve System. Pour les autres, elle est en principe facultative, mais, en fait, 95 % au moins des banques y figurent. Le fonds est géré par le contrôleur de la Monnaie et par des assesseurs, nommés pour six ans, par le Pré- sident des Etats-Unis, avec l'agrément du Sénat. Il est ali- menté par une contribution annuelle des banques adhären- tes : Contribution de 0,88 % du montant moyen de leurs dé- pôts tant que les ressources du fonds n'atteignent pas 500 millions de dollars. Le fonds garantit le remboursement des

dépôts à concurrence de cinq mille dollars par compte. Lorsqu'une banque adhérente tombe en déconfiture, il nomme un liquidateur qui réalise l'actif et il crédite dans une autre banque les déposants du montant de leur dépôt dans la limite ci-dessus indiquée; il est, en outre, subrogé dans leurs droits contre la banque défailante. Naturellement, le fonds de garantie a des pouvoirs considérables de contrôle vis-à-vis des banques adhérentes. Il peut leur adresser des injonctions, et même leur retirer le bénéfice de l'adhésion, si elles persistent dans des opérations dangereuses. Ce retrait est l'objet d'une très large publicité, de façon à prévenir les déposants.

Cet organisme continue à jouer un rôle prépondérant en Amérique. C'est ainsi que sous le titre : *Importante failite bancaire*, nous lisons dans l'*Information* du 16 février 1939, la nouvelle suivante : « La New Jersey Title Guarantee and Trust Company, l'un des plus anciens et des plus » importants établissements de crédit de l'Etat de New Jersey, vient de fermer ses guichets. Les difficultés de la banque sont dues au fait que sur 31 millions de dollars d'actifs divers, 10 millions constitués par des propriétés foncières se trouvent « gelés ». Sur les 23 millions de dollars de dépôts effectués par 39.000 déposants, 18 millions seront payés par la Federal Deposit Insurance Corporation qui garantit le remboursement des dépôts bancaires inférieurs à 5.000 dollars ».

Ce système est, à notre sens, extrêmement intéressant, mais il présuppose une réorganisation de notre régime bancaire. Le fonds de garantie ne pourrait pas tenir, si, comme aujourd'hui, à peu près n'importe qui, sans compétence, sans solvabilité, sans probité même, pouvait s'installer banquier. Depuis longtemps la question de la réglementation

des banques est à l'ordre du jour en France, mais on ne peut pas dire qu'elle ait vraiment progressé. Nous ne voudrions pas avoir la prétention d'y apporter ici une solution définitive; voici cependant quelques suggestions qui nous paraissent intéressantes.

Pas plus que la profession d'agent de change, la profession de banquier ne saurait rester libre. Elle doit être organisée sur le mode corporatif. Avant tout, il faudrait constituer un comité bancaire avec des personnalités d'une compétence et d'une honorabilité unanimement reconnues. Ce comité devrait débiter par une enquête approfondie sur toutes les banques actuellement existantes. Il devrait pouvoir supprimer, sans indemnité, toutes celles dont le but véritable est d'escroquer l'épargne, et avec indemnité payée par les banques restantes, celles qui végètent et ne paraissent pas offrir de possibilités d'avenir. Ce nettoyage opéré, aucune banque nouvelle ne pourrait se fonder sans l'avis favorable de la Chambre de Commerce du lieu et du comité bancaire. Enfin, la responsabilité des banques qui ne pourraient rembourser les dépôts devrait être fortement sanctionnée, dans la crainte que l'esprit d'imprudence ne s'introduise dans leur gestion, le fonds de garantie devant payer ces témérités. En conséquence, les administrateurs de ces banques seraient punissables des peines de l'abus de confiance dans tous les cas, et du fait même que les dépôts ne pourraient pas être remboursés.

Nous n'ignorons pas que le système corporatif a amené bien des abus dans l'ancien régime et, notamment, qu'il a été générateur de véritables monopoles privés. C'est un compte à faire. Quant à nous, notre opinion est faite. L'organisation corporative des banques avec solidarité, pour le remboursement des dépôts, et même pour faits de charge,

nous paraît présenter plus d'avantages que d'inconvénients. Elle est, en tout cas, de nature à augmenter la confiance du public dans les banques, et, par là même, à multiplier les comptes en banques, ce qui est la condition essentielle pour que le chèque puisse aboutir à des règlements sans monnaie. Nous avons cru devoir insister sur cette face du problème, pensant fermement que le chèque n'est qu'un procédé et que l'effort de propagande devrait porter sur l'accroissement des comptes en banque bien plutôt que sur son développement propre. D'autres obstacles se dressent encore devant le développement de ces comptes.

§ C. — *Concurrence de certaines Caisses
plus ou moins étatisées*

Ces caisses sont fort nombreuses comme nous l'avons déjà vu, et ne sont pas à mettre sur le même plan : Les unes, comme l'Administration des chèques postaux, rendent d'immenses services, spécialement du point de vue « compensations et virements » ; d'autres, comme les Caisses d'épargne, sont fort précieuses pour la petite épargne ; d'autres, enfin, coûtent beaucoup au contribuable, telles les banques populaires. Disons seulement qu'en un certain sens, les dépôts se trouvent très dispersés du fait même de la spécialisation de ces organismes, ce qui n'est pas une condition favorable pour les règlements par jeux d'écritures, et venons-en à des obstacles plus réels.

§ D. — *Crainte du fisc*

A l'instant même où nous écrivons, toute une partie de la presse s'élève contre une disposition de la loi de finances du 31 décembre 1938 : « Pour couronner en quelque » sorte son œuvre de sape et de démolition (*Le Temps*, » 25 décembre 1938), la Chambre a adopté un texte qui

» lui était proposé par sa commission et qui étend l'ap-
» plication du bordereau de coupons aux titres déposés
» dans les banques ou chez d'autres intermédiaires. En
» soi, cette mesure ne présente aucune utilité, car il est
» évident que ce ne sont pas les propriétaires de valeurs
» placées « sous dossiers » dans les banques qui dissimu-
» lent leurs coupons lors de la déclaration de leurs revenus.
» L'expérience a montré que les fraudes de ce genre por-
» taient essentiellement sur les titres se trouvant entre les
» mains de petits épargnants et détenus par eux à leur do-
» micile ».

« Malheureusement, poursuit l'auteur anonyme de l'ar-
» ticle, la disposition ainsi introduite dans la loi de finan-
» ces (elle forme l'objet de l'article 2 quinquies), n'est pas
» seulement superflue : elle est, de plus, extrêmement dan-
» gereuse pour le crédit public ». Ayant ensuite expliqué
le mécanisme des nouvelles exigences fiscales, qui consiste,
en somme, à faire faire par les banques le travail sous
lequel succombaient les contrôleurs des contributions, l'ar-
ticle conclut qu'on imaginerait difficilement disposition
plus inopportune, plus contraire à la politique financière et
monétaire du gouvernement... et que le recul qui s'est pro-
duit à la Bourse lui est en partie attribuable.

L'auteur de l'article ne défend pas « les déserteurs de
l'impôt », mais il estime que de telles mesures sont de natu-
re à éloigner les capitaux des banques françaises et à en-
courager la thésaurisation et même l'exportation de ces
capitaux.

Dans le *Figaro* du 28 décembre 1938, l'on trouve des
considérations analogues sous la plume de M. Legueu, spé-
cialiste des questions financières et pour l'instant conseiller
technique du Président du Conseil : « Il serait aisé de prou-

» ver que le fraudeur, à moins d'être malade de la tête,
» n'opère pas de préférence dans les banques de France.
» Or, ce sont elles qu'une mesure maladroite va achever de
» vider de leur substance. Déjà les quatre plus grands éta-
» blissements de crédit ne réunissent pas, ensemble, le quart
» des dépôts d'une seule des « Big Five », situation très
» grave, situation mortelle : De quoi se tire le crédit, si ce
» n'est des dépôts ? Et pourquoi cette effrayante décadence
» ce ? Parce que l'épargne française, surtout en province,
» a l'horreur fondamentale de l'inquisition fiscale ».

Il serait difficile de dénier toute valeur à ces observations. Mais alors, c'est tout le système des impôts personnels et progressifs qui est en cause. Va-t-on revenir au système des indices extérieurs ? Il nous semble qu'au moins à titre de moyens de contrôle, ils devraient jouer un bien plus grand rôle que celui qu'ils jouent actuellement. Dans l'état de choses présent, l'on est dans l'alternative, ou de provoquer une diminution des comptes en banque, ou de se priver de procédés de contrôle peut-être nécessaires.

§ E. — *Confiance limitée dans la stabilité du franc*

Comment espérer que le public garde de gros dépôts en banque, alors que ces dépôts fondent à vue d'œil par suite de dévaluations répétées ? Thésauriser en billets est déjà une attitude qui se conçoit peu, bien qu'elle existe. Mais, thésauriser en comptes de dépôts, c'est mettre tous les risques contre soi : risques de dévaluation, risques de non remboursement, risques de demandes d'explications des contrôleurs des contributions. Les capitalistes de toute espèce, petits et grands, ne peuvent guère ne pas réfléchir à cela. Aussi les voit-on se précipiter sur ce qu'on appelle les valeurs réelles, spécialement sur l'or et les devises étran-

gères, dollars, florins, livres, etc... Jusqu'ici, ils s'en trouvent bien, mais le pays connaît les pires difficultés et son prestige dans le monde s'en ressent.

Faisons maintenant et pour un instant une hypothèse : L'on possède un chèque commode et sûr, les comptes en banque se sont multipliés, il resterait encore à apprendre au public à se servir du chèque, mais ce serait une tâche aisée et qui s'accomplirait automatiquement et par la force même des choses. Instituer une excellente législation du chèque n'est pas une entreprise trop difficile ; mais arriver, dans les circonstances présentes, à multiplier le nombre des comptes en banque et en augmenter l'importance n'est pas aisément réalisable. Nous en avons assez dit pour le faire pressentir.

Reste un dernier problème que nous voudrions discuter et qui peut se poser ainsi : « Le jeu en vaut-il la chandelle » ? En d'autres termes, la circulation des dépôts par le moyen du chèque est-elle préférable à la circulation des monnaies métalliques et des billets ? Les règlements par jeux d'écritures sont-ils supérieurs aux règlements en espèces ?

SIXIEME PARTIE

Valeur comparative des règlements avec ou sans monnaie

Il y a d'abord une présomption extrêmement forte en faveur de la supériorité des règlements par virement et compensations : C'est que, de l'avis unanime des historiens et des économistes, l'évolution se fait dans le sens de la suppression des paiements en espèces; or, il est improbable que l'évolution se fasse vers une régression et non vers un progrès. Dans tous les traités d'économie politique, de nombreuses pages sont consacrées à l'exposé de ce processus. Charles Gide par exemple, en a fait la synthèse à maintes reprises. Ayant rappelé que la monnaie métallique est de plus en plus éliminée par la monnaie de papier, billets de banque ou chèques, il poursuit ainsi : « Mais ces » instruments de crédit supposent encore l'existence de la » monnaie métallique cachée dans les encaisses des ban-

» ques. Dans tout règlement fait avec des billets de banque ou des chèques, la monnaie métallique figure derrière la coulisse, invisible et présente. Mais l'évolution économique nous mène plus loin, quand elle n'emploie plus pour régler les comptes que des virements et des compensations ». (*Cours d'Economie Politique*, 8^e édition, 1913, page 388).

Anticipant sur l'avenir, le brillant économiste écrivait encore : « On peut très bien concevoir un état social dans lequel l'unité de valeur servant à régler les comptes serait purement nominale et ne correspondrait à aucune pièce existant dans la circulation. On peut trouver dans l'histoire bien des monnaies de compte de ce genre, à commencer par le marc banco des banques du moyen-âge ; la livre tournois de l'ancienne France ou la guinée des anglais d'aujourd'hui ». (*Loc. cit.*, page 389).

Ailleurs encore, Charles Gide croit que l'on pourrait créer des billets internationaux de papier « d'une assiette aussi large et plus stable que la valeur de la monnaie métallique elle-même ».

Il est possible que ces anticipations, qui sont dans la logique de l'évolution, se réalisent dans l'avenir. Mais il nous paraît certain que la guerre, en nationalisant les diverses monnaies, en soulignant, par la cote des changes, l'abîme qui sépare le crédit des pays, a beaucoup reculé l'avènement de ce que l'on a appelé « le comptabilisme social ». Dans son très intéressant ouvrage : *La Monnaie et la Formation des Prix*, M. Louis Baudin, professeur à la Faculté de Droit de Paris, note « que dans l'évolution générale, la monnaie scripturale marque une nouvelle étape sur la loi de la dématérialisation, après les espèces, après le papier, le chiffre inscrit sur les livres des ban-

ques. L'abstraction est parfaite et la monnaie scripturale ne » se concrétise nullement dans le chèque... Le chèque n'est » qu'un mode de disposition de la monnaie portée en » compte : Il a sa circulation propre, qui se greffe sur celle » de la monnaie scripturale, circulation qui est temporaire, puisque l'existence légale de cet effet est éphémère, et » qui a pour effet d'accroître la vitesse de circulation de la » monnaie scripturale. Celle-ci passe de compte en compte » par l'intermédiaire du chèque ou de l'ordre de virement, » comme le billet de banque passe de main en main ». Page 256).

Laissant de côté ces hautes sphères, nous nous demanderons dans quelle mesure la substitution de la monnaie de papier à la monnaie métallique peut être avantageuse et, surtout, dans quelle mesure peut être heureuse la substitution des règlements par jeux d'écritures aux règlements en espèces. D'où deux chapitres d'importance d'ailleurs inégale.

CHAPITRE PREMIER

MESURE DANS LAQUELLE LE REMPLACEMENT DE LA MONNAIE METALLIQUE PAR LA MONNAIE DE PAPIER PEUT ETRE UTILE

Cette question peut être étudiée, semble-t-il, à trois points de vue : Au regard des particuliers, des gouvernements, et de l'intérêt général.

SECTION I

PAR RAPPORT AUX PARTICULIERS

Quand les billets de banque sont convertibles en monnaie d'or, il n'est pas rare qu'ils fassent prime. Leur emploi est, en effet, plus commode, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, du moins en principe. Mais, dès que la convertibilité disparaît ou même est restreinte, ce sont les monnaies d'or qui font prime et, souvent, une forte prime. Au moment où nous écrivons, il n'y a pas une monnaie au monde qui ne perde au change vis-à-vis de l'or. C'est que les monnaies d'or sont les seules qui ne soient pas nationalisées depuis la guerre et qui gardent partout une valeur identique. Du point de vue particulier, l'on pourrait soutenir que les paiements en monnaie d'or sont toujours supérieurs à tous les autres. En effet, si l'or est peut être un procédé de circula-

tion inférieur aux billets de banque, il est en tout cas un meilleur conservateur de la valeur. Que de paysans sont devenus riches depuis la guerre « en dormant », si l'on peut dire, c'est-à-dire en gardant les louis d'or qu'ils avaient en abondance dans leurs bas de laine !

SECTION II

PAR RAPPORT AUX GOUVERNEMENTS

Pour eux, les billets c'est la manne dans le désert pour les Hébreux. Ayant mesuré l'avantage économique que peut procurer l'émission du papier monnaie à nos pays — avantage dont nous discuterons tout à l'heure — l'économiste Charles Gide ajoute, non sans humour : « Mais celui-là » n'intéresse que les économistes, et ce n'est jamais ce motif qui détermine les gouvernements à émettre du papier monnaie. Le but qu'il vise est plus pratique et plus simple, c'est un avantage financier. Quand un gouvernement se trouve, en temps de guerre par exemple, dans une situation critique, son crédit se trouve naturellement très atteint, et, s'il a besoin d'argent, ou bien il ne trouvera pas de prêteurs, ou bien le taux de l'intérêt sera très onéreux. Alors la création d'un papier monnaie est pour lui un moyen très commode de payer ses fournisseurs, ses fonctionnaires, ses dépenses, sans être obligé d'emprunter et, par conséquent, sans avoir besoin de payer d'intérêt ». (*Cours d'Economie Politique*, 10^e Edit., Tome 1, page 452, Paris 1930).

L'on sait trop qu'à ce régime la monnaie se détériore vite. Les prix montent. Les classes qui vivent de revenus fixes sont ruinées. La spéculation envahit tout, et l'Etat qui

est l'acheteur le plus important qui soit, finit par faire une très mauvaise affaire. Nous avons vécu tout cela, il n'y a pas lieu d'en dire davantage...

SECTION III

AU POINT DE VUE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Dans les multiples éditions de son Cours d'Economie Politique, Charles Gide s'est toujours demandé si la création des monnaies de papier est une création de richesse. Il admet l'affirmative dans une certaine mesure, et prétend que c'est Adam Smith qui, le premier, a donné l'explication de ce fait. Quel est donc le rôle du billet de banque d'après Smith ? C'est d'économiser la monnaie. Voici un passage qui est tout à fait caractéristique : « La substitution du papier à la monnaie d'or et d'argent remplace un instrument de commerce très coûteux par un autre qui l'est beaucoup moins et quelquefois tout aussi commode. La circulation roule ainsi par un nouveau moyen qui coûte moins à établir et à maintenir que l'ancien. Mais la question de savoir de quelle manière s'effectue cette opération et comment elle tend à augmenter le revenu brut ou net de la société n'est pas d'une telle évidence, et demande une plus ample explication ». (*Smith*, tome 1^{er}, page 275, édit. Edwin Connan, 1904).

Voici cette explication : A mesure que l'émission de billets augmente, la circulation devient surabondante, elle déborde sur l'extérieur. Mais les billets sont des monnaies nationales; en conséquence, ce sont les pièces d'or et d'argent, monnaies internationales, qui vont sortir et qui vont s'employer en objets utiles et, indirectement, augmenter

ainsi la richesse réelle du pays. Smith a condensé sa théorie dans une comparaison demeurée célèbre : « L'or et » l'argent qui circulent dans un pays peuvent être justement comparés à une grand'route qui, tandis qu'elle sert » à la circulation et aux transports au marché de toute la » production de l'herbe et du blé du pays, ne produit elle-même pas la moindre gerbe ni de l'une ni de l'autre. Des » opérations judicieuses de banque, en fournissant, si je » puis me permettre une métaphore aussi violente, une sorte » de route pour le transport à travers les airs, permettent » au pays de transformer une grande partie de ses grand' » routes en bons pâturages et en champs de blé, et, par là, » d'augmenter d'une façon très considérable le rendement » annuel de sa terre et de son travail ». (*Adam Smith*, tome 1^{er}, page 304, Edit. Edwin Connan).

Tout en reconnaissant que la comparaison d'Adam Smith « laisse quelque obscurité dans l'esprit », Charles Gide admet que le point de vue de Smith est exact et qu'en définitive l'émission de papier monnaie peut procurer à un pays un supplément de richesse, mais dans la limite de son stock d'or et à la condition que tous les pays ne suivent pas la même pratique. Dans ce dernier cas il y aurait encore économie. « L'exploitation des mines d'or et d'argent, la » fonte, le transport, le monnayage des lingots, représentent le travail de centaines de mille de travailleurs, toute » une armée ». (*Cours d'Economie Politique*, 10^e Edit. Tome 1^{er}, page 452, Paris 1930).

Dans son ouvrage sur la monnaie et les prix (Paris 1905), M. le Professeur Edouard Dolléans observait avec finesse que, si en un certain sens, l'accroissement des succédanés de la monnaie produit une économie de numéraire, il présuppose, par ailleurs, un certain accroissement

de la monnaie métallique. « L'énorme développement des » compensations et virements et l'extension de la circula- » tion fiduciaire, ne produisent pas une économie nette de » numéraire, puisqu'ils rendent nécessaire l'extension de » la base métallique sur laquelle ils reposent » (page 109).

Dans un livre paru récemment. (*Histoire des Doctrines relatives au Crédit et à la Monnaie depuis John Law jusqu'à nos jours*, page 63, Paris 1938), M. Charles Rist écrit que : « Thornton a raison quand il déclare que ce passage » de la « Richesse des Nations » est « particulièrement dé- » fectueux et peu satisfaisant ». Il prétend qu'Adam Smith constate des résultats, mais qu'il ne les explique pas et que les idées émises par Smith sont « étranges et cho- » quantes ». D'après M. Charles Rist, « l'avantage économi- » que de l'émission des billets est de mieux utiliser les mé- » taux précieux existants en les faisant circuler plus vite, » nullement de les faire disparaître, car cette rapidité de » circulation de la monnaie est le moyen de faire circu- » ler plus rapidement les denrées et le travail, ce qui seul » importe à l'économie du pays ». (*Loc. cit.*, page 64).

Quoi qu'il en soit, l'on peut couper court à ce débat par une observation très simple : C'est à savoir que les monnaies métalliques seraient tout à fait insuffisantes pour faire face à l'immensité des transactions du monde actuel et que les billets de banque sont absolument indispensables. Ne pourrait-on pas remplacer ces billets par des jeux d'écritures ? Les billets ont, du moins dans la circulation, détrôné les métaux précieux ; le chèque ne va-t-il pas les détrôner à son tour ?

CHAPITRE II

MESURE DANS LAQUELLE LE REMPLACEMENT DES BILLETS PAR DES JEUX D'ECRITURE PEUT ETRE UTILE

Cette question sera examinée d'après le même plan que la précédente, c'est-à-dire du point de vue de l'intérêt des particuliers, des gouvernements et de l'intérêt général.

SECTION I

POINT DE VUE DE L'INTÉRÊT DES PARTICULIERS

Les avantages du chèque et des règlements sans monnaie n'ont jamais été célébrés avec plus d'enthousiasme qu'au cours de l'élaboration de notre première loi sur le chèque, en 1865. *Le Moniteur* est quasi dithyrambique à cet égard : « L'usage des chèques, écrivait M. de Lavenay (*Moniteur* du 7 avril 1864, page 452)... présente divers avantages. Il tend à accroître, au profit des établissements de » crédit, l'importance des sommes mises à leur disposition » par les comptes-courants, il donne aux déposants des » facilités qui leur permettent simultanément de tirer un » intérêt de leurs fonds, d'avoir des fonds toujours dis- » ponibles et de faire des paiements sans déplacement de » numéraire ». Précisant encore, il ajoutait : « Le chèque » est l'instrument de service des comptes-courants et, par

» l'action combinée des comptes-courants et des chèques,
» on obtient ce triple résultat de servir aux déposants un
» intérêt de leurs fonds tout en les maintenant disponibles,
» d'effectuer une quantité considérable de paiements sans
» déplacement ni emploi matériel de numéraire, et enfin
» d'utiliser pour les besoins de l'industrie et du commerce
» des capitaux qui, sans ce moyen, et alors même qu'ils ne
» seraient pas livrés à une stérile thésaurisation, ne servi-
» raient qu'aux échanges journaliers et qui se trouvent
» ainsi concourir au mouvement de la production et du
» commerce sans cesser de servir à l'échange ». (*Moniteur*
du 24 février 1865, page 190).

Plus tard, en 1907, M. le sénateur Antony Ratier nous dira qu'avec le chèque, surtout le chèque barré, les dangers résultant de la perte ou du vol sont nuls en pratique, qu'on évite des erreurs de caisse, des frais de chargement pour les envois de billets de banque par la poste, qu'il devient inutile de mobiliser à la fin de chaque mois d'innombrables garçons de recettes accessibles à toutes les tentations et fréquemment victimes de vols. (*J. O.* du 16 avril 1907, page 230).

On pourrait multiplier les citations, mais on aboutirait à des redites, la littérature parlementaire se répétant beaucoup. Entrons un peu dans les détails et voyons quels avantages les personnes impliquées dans le système du chèque retirent de son emploi. Ces personnes sont essentiellement le tireur, le tiré et le bénéficiaire.

Le tireur n'obtient un carnet de chèques que s'il a un compte de dépôts. Ses disponibilités sont donc dans une banque. Il est certain qu'elles sont plus à l'abri que dans ses tiroirs de l'incendie et du vol. Dans un très intéressant article non signé de la *Revue de Paris* (N° du 1^{er} juillet 1936, page 46), il est noté que la banque doit veiller à la

préservation matérielle des capitaux qu'on lui remet, mais que le public ne songe même plus à la difficulté de cette tâche. Il s'inquiète encore si la banque à laquelle il se confie possède une suffisante solidité financière, mais il ne doute jamais de la solidité des protections matérielles que la banque lui offre. De ce côté donc, il y a profit pour le tireur : mais la médaille a un revers : les déposants ne revoient pas toujours leurs fonds.

Autre avantage : les fonds ainsi déposés produisent un intérêt. C'est exact le plus souvent. Mais il est infime et est encore amputé par l'impôt. Il n'y a qu'aux Caisses d'épargne où les taux soient rémunérateurs, ce qui détourne les capitaux des banques et les dirige vers ces caisses. La loi de finances du 31 décembre 1938 n'est pas faite pour favoriser l'accroissement des dépôts dans les banques. Voici, à ce sujet, les réflexions de M. Legueu dans *Le Figaro* du 31 décembre 1938. « Les quatre plus grandes banques françaises réunissent environ 35 milliards de dépôts. Pour les cinq plus grandes banques anglaises, le chiffre correspondant est de 2 milliards de livres, c'est-à-dire de quelque 350 milliards de francs. La différence est comme de un à dix. Aucune considération fondée sur le pouvoir d'achat intérieur des monnaies ne peut la justifier. La vérité est que, d'une part, les sources d'approvisionnements de l'industrie bancaire ont été détournées et que, d'autre part, leurs ressources ont été raréfiées. A la base, la déviation subie par le système des caisses d'épargne leur a fait drainer des fonds dont la place normale eût été en compte-courant. En même temps la législation fiscale s'est appliquée à étendre son empire sur les banques privées. Obsédée par la fraude, elle en a fait ses annexes et elle a donné aux comptes en banque l'apparence engageante de souricières ».

Enfin, l'emploi du chèque facilite la comptabilité des émetteurs et la preuve de leurs versements, en même temps qu'il leur donne un procédé facile et peu coûteux de libération. En somme, le système du chèque est pratique pour les tireurs. Il l'est aussi pour les tirés, quand on va au fond des choses.

Les tirés ce sont les banques et les institutions assimilées. Les banques payent certes les chèques sans frais ou avec des frais infimes. Mais, comme nous l'avons déjà dit, les chèques supposent des comptes de dépôts, des relations du tireur avec la banque. Or ces relations font l'objet de prélèvements constants de la part de la banque. Le tireur n'y prend pas qu'un carnet de chèques, il fait toutes sortes d'opérations : dépôts de titres, location de coffres-forts, encaissements de coupons, etc... Bref, la banque lève une véritable dîme sur ses clients et son intérêt est donc de voir se développer le système du chèque. Il est vrai qu'il y a des débours et des risques, spécialement le risque de payer à un porteur illégitime, risque que les tribunaux mettent souvent à la charge des banques. A cet égard, l'adoption du chèque de virement améliorerait beaucoup la position des banques. M. Charles Georges Picot l'a fort bien montré dans la *Revue Politique et Parlementaire* du 10 juin 1916. « Le » chèque barré donne au tireur une sécurité complète... » mais, si la sécurité est complète pour le tireur, il n'en » est pas de même pour le tiré dans un pays où les paie- » ments ont lieu obligatoirement en numéraire (si le por- » teur l'exige). Du moment qu'un chèque est barré, le tiré » n'a régulièrement payé que s'il a payé à un banquier. » Mais comment savoir quand on a affaire à un banquier ? »

M. Charles Georges Picot explique pourquoi c'est impossible, dans l'état actuel des choses, et il conclut : « Si

» ces chèques sont réglés par compensation, au contraire,
» le banquier payeur ne peut être débité qu'autant que le
» banquier dont l'acquit figure au dos du chèque est cré-
» dité : personne ne peut venir s'interposer pour détourner
» les fonds. Toutes les écritures sont conformes aux endos
» successifs qui se trouvent sur le chèque. La sécurité du
» chèque barré pour le banquier tiré est donc inséparable
» de la compensation ». C'est là l'un des meilleurs argu-
ments pratiques que l'on puisse invoquer en faveur du chè-
que « à porter en compte ».

Pour ce qui est du bénéficiaire, il nous semble qu'il aurait intérêt à être payé en espèces. Le chèque n'est pas toujours provisionné; ce n'est alors qu'un chiffon de papier. On ne peut en dire autant du billet, sauf dans les périodes de chute verticale de la monnaie. Celui qui reçoit un chèque doit, soit l'encaisser lui-même, soit le faire encaisser par sa banque : ce qui nécessite des pas, des démarches, des pertes de temps et des frais. Il est vrai que, s'il doit aller quérir sa créance chez son débiteur, il en sera de même.

Tout compte fait, du point de vue des particuliers, le système des règlements par chèques, virements et compensations peut avantageusement soutenir la comparaison avec le système des règlements par billets.

SECTION II

POINT DE VUE DE L'INTÉRÊT DES GOUVERNEMENTS

Les gouvernements ont une grande dilection pour le chèque et les paiements sans espèces, et, de temps en temps, ils suscitent des campagnes en sa faveur dans la grande

presse. Mais de quoi s'agit-il ? Très simplement de réserver à ces gouvernements de plus larges facilités près des banques d'émission. Ces banques, en effet, sont, soit au régime du plafond, soit à celui d'une proportion déterminée entre l'encaisse métallique et l'émission des billets, ou, même, le montant cumulé de ces billets et des comptes-courants créditeurs à vue. Le système du plafond était celui de la Banque de France avant 1928. Il consistait en ce que les Chambres fixaient un chiffre d'émission qui ne pouvait être dépassé sans revenir devant elles. On a vu des ministères tomber pour avoir « crevé le plafond ». Or, il est clair que, si les particuliers perdaient l'habitude de se servir de billets et employaient le chèque, la marge de l'Etat serait plus grande. Nous n'ignorons pas qu'il y a un autre plafond : celui des avances que l'Etat peut demander à la banque ; mais ce plafond n'a qu'une rigidité apparente, à cause des facilités d'escompte de la banque par rapport aux bons du Trésor et aux bons de la Défense nationale.

Depuis 1928, la Banque de France est au régime de la proportion nécessaire et fixée d'avance entre l'encaisse or et le montant cumulé des billets et des comptes courants créditeurs à vue. Ici encore, le gouvernement a un immense intérêt à ce que le public se serve le moins possible des billets ; car la proportion de la couverture est alors meilleure et la situation se trouve consolidée près des banques et de l'opinion publique. Il nous a été donné d'assister à des campagnes de presse, en faveur du chèque, qui n'avaient guère que ce but. L'on doit ajouter cependant que les gouvernements croient ainsi, le plus souvent du moins, travailler à l'intérêt général, estimant que l'inflation par billets est la plus dangereuse.

SECTION III

POINT DE VUE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

A ce point de vue, les opinions des spécialistes sont très partagées. Mais il nous a semblé qu'elles pouvaient se ramener à trois : Les unes mettent exactement sur le même plan l'inflation par billets et l'inflation par inscription en compte ; d'autres croient que l'inflation de crédits est plus dangereuse que l'inflation par billets ; d'autres, enfin, estiment qu'elle l'est moins.

Comme représentant qualifié de la première opinion, l'on peut citer, semble-t-il, M. Charles Rist. Dans le livre qu'il vient de faire paraître, le savant professeur écrit : « Notons, en passant, que Cantillon, pas plus que les autres auteurs du dix-huitième siècle, ne fait de différence » entre le billet de banque et l'inscription en compte que l'on fait circuler par virement. La monnaie « scripturale », dont certains écrivains d'aujourd'hui nous parlent comme d'une nouveauté, nous avons déjà vu qu'elle est bien connue des 17^e et 18^e siècles. Elle est même antérieure aux billets de banque. Les grandes banques de dépôt : Amsterdam, Venise, Londres, l'utilisent, et certaines en rendent l'usage obligatoire. Or, entre cette monnaie et le billet de banque, les écrivains d'alors — Law d'ailleurs, pas plus que Cantillon ou Galiani, ni plus tard Thornton — ne font de différence, au moins quant à leur nature sinon quant à leur commodité ».

M. Charles Rist cite à l'appui un très intéressant passage de l'ouvrage de Cantillon. (*Essais sur la nature du Commerce en général*, écrit entre 1730 et 1734, Henri Higgs, éditeur, 1931, page 304) : « Si les paiements dans une banque nationale se font en écritures ou virements de par-

» ties, il y aura cet avantage qu'on n'y sera pas sujet aux
» falsifications, au lieu que, si la banque donne des bil-
» lets, on en pourra faire de faux et causer du désordre;
» il y aura aussi ce désavantage que ceux qui sont dans
» les quartiers de la ville éloignés de la banque, aimeront
» mieux payer et recevoir en argent que d'y aller, et, sur-
» tout, ceux de la campagne : au lieu que, si on répand les
» billets, on s'en pourra servir de près et de loin. On paye,
» dans les banques nationales de Venise et d'Amsterdam,
» en écriture seulement; mais à celle de Londres, on paye
» en écriture, en billets et en argent, au choix des particu-
» liers : aussi c'est aujourd'hui la banque la plus forte ». C'est en effet l'idéal, mais à l'époque actuelle on en est loin.

On sait avec quel enthousiasme les députés du corps législatif célébrèrent les modes de règlement usités en Angleterre. Cependant, au Sénat, M. de Germiny fit preuve d'une certaine tiédeur qui mérite d'être signalée et qui le situe dans la ligne de Cantillon. Il ne croit pas, et même il ne souhaite pas, que le chèque prenne en France l'extension qu'il a en Angleterre : « Il faut tenir compte, dit-il, » des habitudes commerciales des deux nations, de la dif- » férence de richesse métallique des deux pays : il faut se » souvenir, par exemple, que la France possède pour cinq » ou six milliards de numéraire et qu'elle tient à conserver » ses trésors avec sollicitude. Si elle pouvait penser que le » chèque serait un moyen de substituer une valeur en pa- » pier au numéraire, elle ne l'accepterait qu'avec une extrê- » me réserve; elle aurait le sentiment que cet instrument de » paiement et de compensation lui est moins nécessaire » qu'à l'Angleterre qui passe pour n'avoir qu'un milliard » cinq cents millions de métaux précieux. Il est aisé de

» comprendre que le peuple anglais a dû s'appliquer à or-
» ganiser des formes de crédit suppléant à l'or et à l'ar-
» gent, et, malgré tout le parti qu'il tire de ces formes, la
» question de savoir si elles nous sont aussi nécessaires, si
» nous ne devons pas nous estimer heureux d'en avoir
» moins besoin, ne sera pas chez nous résolue sans ré-
» flexion ». (*Moniteur* du 10 juin 1865).

La circulation en bonnes monnaies d'or et même d'argent, n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir, et la seule question qui se pose c'est de savoir ce qu'il faut préférer d'une circulation de billets ou d'une circulation d'inscriptions en compte. M. Charles Rist les met au même rang, déclarant « qu'il faudra le dogmatisme de l'école de Ri-
» cardo, et les fausses conceptions imposées par la Cur-
» rency School, pour créer le préjugé d'une différence es-
» sentielle entre le billet de banque et les comptes courants
» créditeurs ». (*Histoire des Doctrines relatives au Crédit et à la Monnaie*, page 52, Paris 1938).

Plus loin, M. Charles Rist revient encore sur cette question : Il déclare que « les billets de banque sont simplement
» des effets de commerce à vue et sans intérêt, tirés sur un
» banquier et acceptés par lui. L'inscription en compte
» courant est un engagement à vue d'une banque, au mê-
» me titre que le billet. Quand le client d'une banque fait
» escompter un effet de commerce, la banque substitue sa
» promesse de payer à celle de l'accepteur; que cette pro-
» messe soit constatée par un billet circulant de main en
» main ou par une inscription dans ses livres, transférable
» grâce aux chèques détachés d'un carnet remis par la ban-
» que à ses déposants, les effets économiques sont identi-
» quement les mêmes ». (*Loc. Cit.*, page 195).

M. Charles Rist reconnaît que la thèse de l'identité fondamentale du billet et de l'inscription en compte a eu d'illustres adversaires : Ricardo et toute la Currency School, et il cite un passage fort significatif d'un discours de Sir Robert Peel lors de la discussion de l'Act de 1844. « Je dois » déclarer d'abord que, par le mot monnaie, j'entends dé- » signer la monnaie métallique du royaume et les effets » payables à vue au porteur. Par le mot monnaie de pa- » pier, je désignerai uniquement ces effets — je ne com- » prends pas dans ce terme les lettres de change, les tirages » sur les banquiers (chèques) ou autres formes de crédits — » il y a dans mon opinion une distinction importante en- » tre le caractère d'un billet payable à vue au porteur et les » autres formes de papier de crédit, ainsi qu'entre les effets » qu'ils produisent respectivement sur le prix des denrées » et sur les changes ».

La thèse de Ricardo et de Peel s'est maintenue jusqu'à nous et compte encore beaucoup d'adeptes. M. Charles Rist ne le nie pas, mais il n'en est nullement impressionné. Voici, en effet, comment il s'exprime : « Les conceptions de » Peel et celles de la Currency School n'ont pas disparu » devant les arguments de Tooke, et c'est encore un exem- » ple frappant du prestige des grands noms et des idées » simplistes dans la tradition économique ». (*Loc. cit.*, page 196).

« De période en période, écrit encore M. Charles Rist, » les économistes ont dû redémontrer la théorie de Tooke, » ce qui n'a pas empêché, pendant la Grande-Guerre, la » campagne des banques d'émission (aussi bien en France » qu'en Allemagne), en faveur du chèque, sous prétexte que » l'emploi du chèque n'entraînait pas la hausse des prix » comme le faisait l'émission des billets ». (*Loc. cit.*, p. 197).

La position du savant économiste est tout à fait nette : Il admet que les billets et les inscriptions en compte sont identiques, non seulement quant à leur nature, mais aussi quant à leurs effets sur les prix ; quant à leur nature, il nous semble que c'est la vérité même : quant à leurs effets sur les prix, il nous semble que c'est fort discutable. Il est bien vrai que l'individu qui a 100.000 francs dans sa poche, et l'individu qui a 100.000 fr. à son crédit dans une banque ont le même pouvoir d'achat, mais *s'en serviront-ils de la même façon ?* Il est assez probable que celui qui a son argent en poche l'emploiera en achat d'objets de consommation et tendra à faire hausser les prix, tandis que, si le même argent est en dépôt dans une banque, il sera, en grande partie, employé à favoriser la production et le commerce et tendra, par suite, à faire baisser les prix. 100.000 francs dans la poche d'un particulier ont plus de chance d'être une cause de hausse des prix que les mêmes 100.000 francs dans les caisses des banques.

Quoi qu'il en soit, la thèse des économistes anglais des dix-septième et dix-huitième siècles, reprise par M. Charles Rist, trouve des contradicteurs dans les deux sens. Les uns estiment que l'inflation par inscription en compte est plus dangereuse même que l'inflation par billets, les autres qu'elle l'est moins.

Dans l'article de la *Revue de Paris*, que nous avons déjà cité, l'on trouve des observations d'une vérité profonde : « Le crédit, y lit-on, a pris dans le fonctionnement de l'industrie et du commerce une importance telle que le développement de la richesse a fini par paraître dépendre de lui. La relation du dépôt et du crédit est devenue si étroite qu'elle a fini par paraître réversible. Les économistes remarquèrent que, si le dépôt faisait le crédit, le crédit, à

» son tour, faisait le dépôt, puisque la prospérité qu'il as-
» surait, augmentant les ressources de la collectivité, ac-
» croissait, par là même, le volume des sommes déposées
» dans les banques ». (N° du 1^{er} juillet 1936, page 46).

Il arrivera le plus souvent, en effet, que les bénéficiai-
res des crédits ouverts par les banques les laisseront à leurs
comptes à ces banques, et tireront des chèques dessus, au
fur et à mesure de leurs besoins. A leur tour, les porteurs
de ces chèques en feront créditer leur compte : de sorte que,
dans l'ensemble, les crédits ouverts se transformeront en
dépôts, d'où la formule anglaise « Loans make deposits ». M. Lawrence indique que, sur cent dollars empruntés à une
banque de réserve, 20 seraient laissés en dépôt, 9,16 retirés
en monnaie manuelle, 25,75 redéposés dans la même banque
et 45.05 passeraient par le Clearing (*Stabilization of Prices*,
New-York, 1928, page 370).

Si ce processus est souvent exact, il ne l'est pas tou-
jours : il arrive, en effet, que les bénéficiaires de ces cré-
dits les emploient en spéculations de bourse ou, dans les pé-
riodes d'instabilité monétaire, les investissent en or ou en
devises appréciées. C'est encore ce qu'observe, en d'autres
termes, l'auteur anonyme de l'article précité : « Le crédit
» fait le dépôt, dit-il, à condition qu'il soit ouvert à des
» entreprises ou à des personnes susceptibles de le rému-
» nérer. S'il sert à maintenir des exploitations déficitaires,
» des gestions maladroites, le crédit peut se perdre dans
» une consommation improductive; il peut aussi se trans-
» former en thésaurisation, or qu'on met dans un coffre,
» billets qu'on accumule dans un tiroir... Le crédit alors
» ne « fait » nullement le dépôt, bien au contraire; comme
» il diminue la confiance du public dans l'établissement
» qui l'effectue, il risque de faire baisser le volume des dé-
» pôts confiés ». (*Loc. cit.*, page 47).

Avec la formule « Loans make deposits », le crédit, au lieu d'être la contre-partie d'un dépôt, un reflet de la richesse existante, devient un élément constitutif de cette richesse : d'où un inflationnisme qui n'a d'autres limites que l'appréciation et la volonté des banques, inflationnisme plus dangereux que s'il se faisait par billets.

« Car, comme l'écrivait encore l'auteur de l'article précité, l'on est en face d'un inflationnisme d'autant plus tentant que le public, s'il a pris, depuis la guerre et depuis les perturbations monétaires qui l'ont suivie, l'habitude de surveiller minutieusement le volume de la circulation des billets de banque, n'a pas encore pris l'habitude de surveiller le volume des crédits ouverts. C'est ainsi que, à New-York, une formidable inflation clandestine s'effectua, qui devait beaucoup accroître la gravité de la crise économique en 1930, 1931 et 1932, et qui provoqua en fin de compte l'effondrement de la monnaie et du système bancaire en mars 1933. Le total des avances et placements avait passé dans les banques américaines de 33 à 48 milliards de dollars de 1922 à 1929. La banque avait prêté des milliards de dollars sur des richesses qui ne devaient prendre corps que par le mouvement d'une prospérité toujours croissante, dont la vente à crédit était le symbole » (*Loc. cit.*, page 48).

Cette politique fut également celle de beaucoup de banques, surtout, il est vrai, de second ordre dans les autres pays, par exemple, en France et en Belgique. Il est à notre connaissance que, dans certaine sous-préfecture de France, les banquiers rencontrant les industriels dans la rue, les poussaient à venir chercher des crédits pour agrandir leurs usines. Dans la crise, ces usines et ces banques ont sombré.

C'est cette politique des établissements de crédit qui a été la cause déterminante de la nouvelle législation belge en matière de contrôle bancaire. Voici comment s'exprime le gouvernement de ce pays dans sa déclaration aux Chambres du 29 mars 1935 : « La science économique a, depuis » longtemps déjà, fait ressortir l'unité foncière de la cir- » culation des monnaies légales, telle qu'elle existe dans la » plupart des états modernes sous la seule forme de bil- » lets et d'engagements à vue de l'institut d'émission, et de » la circulation scripturale des dépôts et autres engage- » ments à vue des banques particulières. De grandes diffé- » rences existent sans doute entre ces deux circulations, » mais elles relèvent bien plus de l'aspect légal et juridique » que de la réalité économique à laquelle l'Etat ne peut » pas, le voudût-il, rester étranger. Les devoirs qu'une pa- » reille situation impose à l'Etat sont encore accrus par » l'importance relative croissante des banques dans l'éco- » nomie générale ».

Bref, l'inflation par inscriptions en compte serait pire que l'inflation par billets, du fait seul qu'elle est plus secrète et plus sournoise.

Mais, alors que certains économistes voient un danger dans le fait que l'inflation par crédits échappe à l'attention du grand public, il en est d'autres qui y voient, au contraire, un immense avantage. C'est assurément le point de vue des gouvernements et des Chambres qui se sont succédés en France depuis 1914. Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter aux discussions relatives aux nouvelles lois sur le chèque.

Dans le rapport fait au nom de la Commission de Législation Fiscale sur le projet tendant à permettre la domiciliation des chèques, M. A. Landry s'exprimait ainsi :

« Sans aller chercher les avantages que les particuliers
» peuvent trouver dans le remplacement des paiements en
» monnaie par d'autres modes de paiement, et en se mettant
» au point de vue de l'intérêt national, il est clair qu'un
» pays qui réussirait à diminuer la quantité de numéraire
» en circulation, rendrait ainsi disponible du métal, lequel
» serait employé en achats ou en placements à l'étranger,
» ou, encore, pour des usages industriels; il réaliserait une
» économie, si l'on peut dire, en un sens un enrichisse-
» ment ». (*J. O.* du 10 juillet 1916, page 907).

Il est vrai qu'à cette date le numéraire ne circulait plus en France; mais la circulation des billets a commencé à enfler. Or, d'après M. A. Landry, « il y avait une raison
» d'utilité pratique et d'utilité immédiate à s'efforcer de
» réduire le montant des billets en circulation : c'est que
» cette réduction doit procurer des ressources à l'état ». On entend le même son de cloche dans un rapport de M. le député Bokanowski (*J. O.* du 19 avril 1917, page 257). « Les
» milliards qui circulent chaque jour, et ceux que les par-
» ticuliers ou les banquiers conservent dans leurs caisses
» pour leurs règlements, pourraient, si le chèque et la com-
» pensation étaient normalement pratiqués, être utilement
» employés à favoriser l'essor économique du pays ». M. A. Landry paraît même croire que, si, lors de la mobilisation, l'usage du chèque et du paiement par compensation avait été développé en France au même degré qu'en Angleterre, le moratorium des banques n'eût pas été nécessaire.

C'est, au fond, l'opinion de Smith, mais amplifiée. Smith croyait que la substitution des règlements par billets ou par inscriptions, aux règlements en numéraire, constituait une économie et un enrichissement. Les gouvernements croient qu'il en est de même de la substitution des

virements et compensations aux billets de banque. En réalité, l'inflation par billets leur apparaît comme l'ennemi le plus dangereux, parce qu'elle ne peut pas passer inaperçue. Chaque semaine en effet, la Banque de France publie son bilan. Les journaux le reproduisent et tout le monde en parle et en discute. Dans le *Figaro* du 13 janvier 1939 a paru un article fort intéressant de M. Legueu, Conseiller technique à la Présidence du Conseil : article qui reflète bien les sentiments des milieux gouvernementaux et parlementaires. L'article est intitulé : *Retour à la monnaie Kauri*, et voici ce qu'on lit . « Quelle est la forme la plus visible, la plus no-
» cive, la moins efficace de l'inflation ? C'est l'inflation bru-
» te par billets de banque. Par un étrange paradoxe, c'est
» celle que l'on voit croître d'année en année, au détriment
» des moyens modernes, souples et puissants, du crédit
» bancaire. Au fur et à mesure que la masse des dépôts
» bancaires en valeur réelle se rabougrit, la circulation fi-
» duciaire prend plus d'extension. C'est exactement ce que
» l'on veut éviter ».

Bref, dans les sphères gouvernementales et parlementaires, l'on redoute infiniment plus l'inflation par billets que l'inflation par crédits. A-t-on tout à fait tort ? Nous ne le croyons pas. Sans doute il peut y avoir identité foncière entre les deux procédés, mais il faut tenir compte des facteurs psychologiques dont tout spécialement M. Albert Aftalion, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris a souligné l'importance. (*Monnaie, Prix et Change*, Paris, 1937, 4^e tirage).

Comme l'a écrit M. Legueu, l'inflation par billets est la forme la plus visible de l'inflation et c'est en cela que réside essentiellement sa nocivité. Le public est, peut-on dire, en état d'alerte par rapport aux bilans de la Banque de France. Il ne l'est pas, et ne peut pas l'être, par rapport à une in-

flation de crédits. Son éducation économique n'est pas assez poussée pour qu'il puisse la déceler dans les bilans des banques, qui ne sont d'ailleurs pas tous publiés — loin de là. Sur ce terrain, les facteurs psychologiques ne jouent donc que faiblement. Il en est bien différemment en matière de circulation de billets.

M. le Professeur Aftalion, que l'on ne peut certes compter parmi les partisans de la théorie quantitative de la monnaie, admet pourtant l'action des émissions de monnaie sur les prix : « Les émissions, écrit-il, dont je fais un facteur » certain des variations de valeur de la monnaie, consistent en émissions de papier monnaie destinées à suppléer » aux insuffisances budgétaires. Elles augmentent alors le » revenu des uns, sans diminuer, comme le fait l'impôt, le » revenu des autres ». (*Loc. cit.*, page 238). Quelques lignes plus loin, le distingué professeur se demande si ces émissions peuvent exercer une action psychologique directe et immédiate sur les prix, en devançant l'action beaucoup plus lente des revenus. Il estime que c'est rare actuellement où la sensibilité du marché des changes est extrême, mais il ajoute qu'il se peut, comme ce fut peut-être le cas parfois en France au temps des assignats, ou en Russie de nos jours, que de nouvelles inflations, dès que le public en prend connaissance, entraînent une dépréciation immédiate de la valeur intérieure de la monnaie, une hausse marquée des prix. Il nous semble d'ailleurs que ces effets se soient fait nettement sentir en Allemagne, lors de la chute du Mark en 1923. Le savant auteur croit que l'inflation par billets est plus redoutable que l'inflation des crédits. Voici ce qu'il écrit en effet (page 242, *loc. cit.*) : « J'indiquerai » seulement en quelques mots que l'inflation de crédits » doit, en principe, exercer une action moins forte, moins

» durable, moins fondamentale, sur les prix, parce qu'elle
» ne fait qu'accroître momentanément le pouvoir d'achat
» des particuliers sans augmenter leurs revenus, les sommes mises à leur disposition leur étant simplement prêtées et devant être remboursées aux banques. Elle ne constitue donc pas en soi un facteur de dépréciation de l'unité monétaire. Les estimations individuelles de la valeur de cette unité demeurent les mêmes, quelle que soit l'importance des disponibilités obtenues ».

M. Albert Aftalion poursuit par une observation qui paraît pertinente. « Les crédits en question, écrit-il, crédits à la production et non à la consommation, servent non pas à acquérir des marchandises pour soi, pour la satisfaction des besoins personnels, mais à acheter des biens indirects qu'on revendra tels quels ou après transformation industrielle » (page 243).

A notre sens, toute augmentation dans les moyens monétaires tend à faire monter les prix, que cette augmentation consiste en or, en billets, ou en crédits.

Dès 1905, M. le Professeur Edouard Dolléans émettait l'opinion, aujourd'hui assez généralement acceptée, qu'il ne faut pas refuser à l'accroissement de la monnaie toute influence sur les prix, mais que cette influence n'est ni exclusive, ni mesurable. « Il faut, disait-il, se contenter d'accepter la théorie quantitative sous sa forme simpliste, sous sa forme de constatation générale et vague, d'une relation entre la quantité de monnaie et les prix, sans que les faits permettent de préciser cette relation quantitative ». (*La Monnaie et les Prix*, page 126, Paris, 1905).

Selon lui, il faut tenir compte de toutes les autres influences qui interviennent. Ce problème offre la même complexité que tout problème économique, car on a tort de ré-

duire la réalité trop souvent à des éléments simples, voire même simplistes.

M. Nogaro souligne constamment cette complexité. Il a, par exemple, rappelé que M. Rist a établi (*Revue d'Economie Politique Juin, Juillet 1920*), un tableau comparatif de l'accroissement de la circulation monétaire dans divers pays entre 1914 et 1919, et qu'il est arrivé à constater que les prix se sont précisément le plus élevés au cours de cette période dans les pays où l'accroissement de la circulation monétaire a été le plus considérable; il poursuit ainsi : « De » toutes les observations faites au cours de cette période, » celle-ci paraît la plus intéressante à retenir, encore que la » comparaison porte sur un nombre de pays très limité et » peut-être choisis pour mieux illustrer la thèse. Mais on ne » saurait encore tirer des conclusions tout à fait sûres; car, » en dehors de la difficulté qu'il y a à comparer les effets » d'un accroissement de la circulation monétaire dans des » pays différents, alors que l'organisation du crédit est très » variable de l'un à l'autre, il faut reconnaître que d'autres » facteurs économiques peuvent suffire à expliquer les divergences constatées; ainsi les différences dans le cours » du change, dans le taux des prêts, dans le prix du charbon, dans l'organisation des consommateurs, peuvent très » bien rendre compte du fait que les prix ont plus monté » en Italie qu'en France, ou en France qu'en Angleterre, » sans compter que la production normale de la Grande-Bretagne, celle des Etats-Unis et du Japon ont été beaucoup moins affectées par la guerre que celle des belligérants en continent européen ». (*La Monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*, 2^e édition, Paris, 1935, page 308).

Dans une nouvelle édition de son ouvrage déjà cité, qui est actuellement en préparation, M. le Professeur Edouard Dolléans note que, depuis la guerre, les mouvements des prix n'épousent pas exactement la courbe des variations de la circulation. Par exemple, de 1920 à 1925, les prix varient d'une façon cinq fois plus forte que la circulation, et, tandis que la circulation s'accroît de cinquante trois milliards en 1926 à quatre-vingts milliards en 1935, les prix demeurent quasi immobiles.

MM. les professeurs Aftalion et Nogaro, qui ont étudié avec minutie les courbes de la circulation et des prix, ont démontré à l'aide des expériences américaines, françaises et autres, que les faits d'après guerre ne *justifient pas la théorie quantitative, du moins dans ses formules mathématiques* : mais, comme on l'a déjà dit, ils ne nient pas l'influence des émissions, ou, même, des prévisions d'émissions de monnaie, sur les prix, dans bien des cas.

Voici, par exemple, comment s'exprime M. le professeur Nogaro à propos de la circulation fiduciaire : « Il n'est pas douteux que son émission est de nature à créer un pouvoir d'achat nouveau, d'un développement illimité... » (*La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*, 2^e édition, Paris 1935, page 231).

Quoi qu'il en soit, il semble qu'il y ait une discrimination à faire selon que c'est l'un ou l'autre des moyens monétaires : or, billets, ou crédits, qui s'accroît. L'on a vu des hausses importantes des prix dans les pays que la guerre, ou l'après-guerre ont gorgé d'or : Etats-Unis, Argentine, Hollande, Suède, etc.. etc.. Mais, d'une part, l'or n'est pas susceptible d'une augmentation rapide comme les billets et les inscriptions en compte. Les statistiques suivantes, que vient de publier l'Union Corporation (18 janvier 1939), le montrent avec évidence.

En 1938, il a été produit 36.700.000 onces d'or fin contre 34.830.000 en 1937.

Voici les chiffres, par pays, depuis 1930 :

Année	Afrique du Sud	U.R.S.S.	Et.-Unis	Canada	Divers	Total
1930....	10.716	1.501	2.286	2.102	4.318	20.923
1931....	10.878	1.656	2.396	2.694	4.702	22.326
1932....	11.559	1.938	2.449	3.044	5.264	24.254
1933....	11.014	2.700	2.537	2.949	6.378	25.578
1934....	10.480	3.858	2.916	2.972	7.070	27.296
1935....	10.774	4.784	3.619	3.285	7.570	30.032
1936....	11.336	5.173	4.296	3.735	8.616	33.156
1937....	11.733	5.000	4.753	4.091	9.254	34.831
1938....	12.157	5.000	5.056	4.680	9.807	36 700

En somme, le rythme annuel de l'augmentation de la production est modéré. Après avoir dépassé 10 % en 1935-1936, il est revenu aux environs de 5 % en 1937-1938. D'autre part, plus que jamais, l'or a ses fidèles. Les Etats, les banques d'émission, les fonds de contrôle, les particuliers en amassent, soit comme garantie monétaire, soit comme masse d'intervention, soit comme moyen de règlement international, soit comme trésor de guerre, soit, enfin, comme valeur de refuge type. C'est à ce point que, compte tenu des changes, certaines personnes consentent encore à payer de larges primes supplémentaires pour avoir de l'or. Dans une telle ambiance psychologique, l'on pourrait peut-être soutenir que l'augmentation du stock or dans un pays, ferait plutôt baisser les prix qu'il ne les ferait monter. En tout cas, la hausse ne pourrait être que modérée.

Quant à l'inflation de crédits, elle est, croyons-nous, plutôt un facteur de crise que de hausse des prix. Ses carac-

téristiques sont d'être sournoise et de pousser à la production. Nous en avons vu des exemples dans une ville de France, d'importance moyenne, adonnée à une seule industrie, sur une échelle relativement modeste, il est vrai, mais cependant significative. Une banque dont les dépôts s'étaient sensiblement gonflés par suite des gains élevés des paysans dans les périodes 1925-1929, poussa les industriels à agrandir leurs usines, à rénover leur matériel, à édifier des constructions quelquefois somptueuses, etc..., et leur en fournit les moyens. Ces transformations, ces équipements, contribuèrent à faire monter certains prix, mais dans d'étroites limites. Survint la crise, les débouchés manquèrent pour que pût s'écouler cet accroissement de production, d'où une déperdition considérable de valeurs. Ce dont nous avons été témoins dans un domaine réduit s'est produit sur une immense échelle aux Etats-Unis et ailleurs. Bref, l'inflation par crédits, nous paraît moins néfaste que l'inflation par billets, parce qu'elle pousse à la production et, ainsi, tend en définitive à la baisse des prix : mais, du fait qu'elle est sournoise, elle risque de finir en catastrophe comme cela s'est produit en Amérique. Cela peut être aussi l'aboutissement de l'inflation par billets, mais, en outre, le public a maintenant une telle connaissance de cette sorte d'inflation, que bien souvent sa seule probabilité suffit déjà à influencer les prix : « La circulation, écrit M. le Professeur Aftalion, peut agir par la simple perspective de ces mouvements. Depuis la guerre, la prévision des mouvements de la circulation a constitué un des facteurs psychologiques prédominants des variations du change. Il importe peu, parfois, que les prévisions soient fondées ou non. Peu importe aussi que l'influence qu'on prête à la circulation, que l'adhésion si générale à la théorie quantitative de la

» monnaie soient légitimes ou non, il suffit que la croyance
» à une inflation prochaine, ainsi qu'à ses conséquences
» inévitables, existe, pour que les appréciations individuel-
» les dont dépend le cours du change, en soient efficace-
» ment influencées. L'erreur peut avoir autant d'action que
» la vérité... L'erreur peut même devenir la vérité, quand elle
» est tenue pour telle par nombre de gens ». (*Monnaie, Prix et Change*, 4^e édition, Paris 1937, page 316).

Que l'on se place au point de vue technique, au point de vue de l'intérêt particulier, ou au point de vue de l'intérêt général, les modes de règlement qui prévalent en Angleterre paraissent donc préférables à ceux qui existent en France. Peut-on espérer que le pays le comprendra, et que, dans un avenir prévisible, les procédés de paiement évolués se substitueront aux procédés un peu archaïques en usage aujourd'hui ?

Telle est la question que nous voudrions examiner pour finir.

Conclusion

Il semble que, pour l'instant, l'évolution se fasse en sens inverse. Dans l'article déjà cité de M. Legueu, le distingué spécialiste estime que cette régression est d'une portée incalculable et il conclut ainsi : « Quand les Français, achè- » vant une évolution à contre sens, seront revenus à la » monnaie Kauri, à ces coquillages qui servent de mon- » naie aux peuplades primitives de l'Afrique, ils en auront » aussi l'économie et le train de vie.. » Cette boutade contient une part de vérité. Il paraît certain que le crédit traverse une phase critique : les créanciers s'efforcent, le plus possible, d'obtenir des paiements au comptant, se demandant en effet ce que la monnaie vaudra dans quelques semaines ou quelques mois, et, s'empressant d'investir les sommes qu'ils touchent dans des valeurs dites de refuge. Par contre, les débiteurs essayent de retarder leurs paiements, se disant que la charge en sera adoucie par des dévaluations. Dans tous les contrats entre ainsi un élément de risque et de spéculation qui est une cause de hausse des prix, car il rend nécessaire la constitution d'une marge de garantie. En conséquence, il devient impossible d'emprunter à long terme, à des taux raisonnables. Les dévaluations successives, en détruisant la confiance dans la stabilité des monnaies, ont presque tué le crédit.

Avant la guerre, alors que les monnaies des principaux pays avaient des valeurs ou rapports quasi fixes, l'on pouvait espérer que les états arriveraient peut-être à s'en-

tendre et à créer une monnaie internationale. Mais aujourd'hui, les monnaies sont nationalisées, sauf l'or. Elles ont des valeurs tout à fait diverses et sans cesse variables les unes par rapport aux autres. Il semble bien, dans l'état actuel de l'Europe et du monde, que les perspectives autrefois entrevues par d'éminents économistes, ne soient pas réalisables dans un proche avenir.

D'après M. le Professeur Louis Baudin, l'avantage du comptabilisme consiste dans une économie de métal précieux, mais son inconvénient réside dans cette rupture avec l'or qui, dans tout le domaine monétaire, constitue un rappel permanent à la sagesse ». (*Loc. cit.*, page 276). Il écrit encore que « l'or semble destiné à demeurer longtemps le fondement des moyens d'échange à titre de frein. Ce rôle de garde-fou est d'autant plus nécessaire que les pouvoirs publics sont davantage portés à manipuler la monnaie ». (*Loc. cit.*, page 297).

Dans une conférence faite à l'Université Technique de Lisbonne, dans le premier trimestre 1936, M. Gaëtan Pirou, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, disait : « Peut-être un jour les hommes réussiront-ils à mettre au point une monnaie purement conventionnelle et à établir, entre les diverses nations, une stabilité des changes indépendante de tout recours à l'or. A notre époque, et pour longtemps encore, l'or demeure le fondement le plus solide sur lequel puisse s'édifier les ponts qui mettent l'intercommunication entre les divers pays ». (*La Monnaie française depuis la guerre*, 1914, Paris, 1936, page 106). Le distingué professeur continuait par une sorte de profession de foi : « J'adopte, pour ma part, la doctrine de mon Maître François Simiand. Toute monnaie, avait-il coutume de dire, est fiduciaire... l'or est la première des monnaies fiduciaires ». (*Loc. cit.*, page 106).

Que toute monnaie soit fiduciaire, même l'or, il suffit de se rappeler le « Gold scare », la fuite devant l'or, dont nous avons été témoins récemment. Sur des rumeurs incontrôlables, d'ordre divers, l'on a vu les particuliers vendre leurs pièces et leurs lingots d'or pour des sommes si considérables que l'on pouvait se demander si les états et les instituts d'émission resteraient acheteurs. C'est la preuve que l'or même, pour garder sa valeur, a besoin de la confiance collective.

Mais que l'or soit la première des monnaies fiduciaires, c'est ce qui résulte du peu de durée de la panique à laquelle nous venons de faire allusion et du soin avec lequel les états, les banques d'émission et les particuliers le recherchent à nouveau. C'est à ce point que l'on peut se demander si le « gold scare » n'avait pas été provoqué par des manœuvres des gouvernements, des banques d'émission et, peut-être, de certains spéculateurs.

Il est dans les possibilités, il est même dans les probabilités, que l'or soit à nouveau attaqué et tombe dans un certain discrédit. Les gouvernements disposent de moyens puissants et le public est si crédule ! Mais, de toutes les monnaies, il semble que ce soit encore la plus stable.

L'or, toutefois, ne saurait suffire à régler toutes les transactions, il lui faut des succédanés : billets de banque et monnaies scripturales. En France, les billets de banque vont croissant : cent dix milliards environ en janvier 1939 ; les monnaies scripturales ne paraissent pas suivre la même progression. Elles seraient même en régression si l'on en croit M. Legueu (article déjà cité). C'est là l'un des côtés fâcheux de la situation.

Nous en avons exposé les causes : sécurité relative offerte par le système bancaire français, crainte du fisc et des dévaluations, voilà les obstacles dirimants à la multi-

plication et au développement des comptes en banque. Pourraient-ils être levés ? Le statut des banques pourrait être amendé dans une certaine mesure, puisqu'il l'a été dans les pays voisins. Mais on peut toujours craindre que le Parlement, pour éviter un mal, ne tombe dans un pire. D'autre part, le contrôle du fisc sur les comptes en banque ne peut guère se relâcher dans un système d'impôt comme le nôtre, c'est-à-dire un système où les impôts sont perçus d'après les déclarations du contribuable. Il faut bien que cette déclaration puisse être contrôlée, si l'on veut que les caisses de l'Etat se remplissent. Serait-il possible de revenir au système indiciaire ? Une certaine tendance se manifeste dans ce sens. Enfin, il faudra beaucoup de temps pour que la confiance dans la stabilité de la monnaie se rétablisse. Le souvenir des assignats n'est pas encore sorti de la mémoire de nos campagnes.

Dans l'ensemble, l'ambiance n'est donc pas favorable à l'extension des règlements par jeux d'écritures, il y a cependant quelques éléments dont il serait possible de tirer parti.

Tout d'abord, l'éducation économique de la population paraît s'être développée du fait même des crises monétaires qui se sont produites. Une partie importante du public suit attentivement les bilans de la Banque de France, les bulletins financiers des journaux. Les masses sont donc mieux en situation de comprendre et d'apprécier la supériorité des règlements par virements et compensations. Puis il est de moins en moins prudent de garder chez soi des sommes importantes; les journaux sont remplis de récits de vols audacieux à la manière de ceux que pratiquent les gangsters américains; les coffres-forts ne sont plus des abris suffisants, la pègre internationale disposant d'un outillage perfectionné.

D'autre part, les employés, les ouvriers surtout, touchent aujourd'hui des salaires plus élevés qu'autrefois. Leur train de vie doit donc s'élever. Dans des circonstances normales, certains d'entre eux pourront faire des économies. Vivant dans les villes, il y a des chances qu'ils prennent davantage le chemin des banques que les paysans. Il faut ajouter que les banques, tirant des dépôts une partie de leur puissance et de leurs bénéfices, essayent naturellement d'y pousser, et que leur propagande, spécialement par la voie de la presse financière, n'est pas dénuée d'efficacité. Mais, tout compte fait, les facteurs défavorables paraissent actuellement l'emporter sur les facteurs favorables. D'où la nécessité d'avoir recours à un peu de contrainte pour promouvoir les comptes en banque. Cette contrainte se trouverait réalisée du fait même de l'institution du chèque de virement. En effet, ce chèque ne peut être que « porté en compte ». Il s'ensuit que, si une personne reçoit un de ces chèques, et qu'elle n'ait pas de compte en banque, il est presque obligatoire qu'elle s'en fasse ouvrir un. Sans doute elle pourrait refuser le chèque qui n'est pas une monnaie légale, mais elle le ferait rarement, dans la crainte de mécontenter l'envoyeur et de voir le paiement renvoyé peut-être aux calendes grecques. Sans doute elle pourrait aussi l'escompter auprès d'un ami qui serait titulaire d'un compte en banque, mais ce sont là des complications devant lesquelles le porteur reculerait la plupart du temps : il préférerait se faire ouvrir un compte.

Pour promouvoir le chèque de virement dans les débuts de son existence, il serait expédient de l'exonérer de tout droit de timbre. Sans doute le timbre du chèque est déjà un timbre de faveur. Il est fixe et relativement léger, surtout depuis le décret du 24 mai 1938 qui l'a ramené de 0 fr. 75 à 0 fr. 50. Après la dépréciation de notre monnaie, cette somme est très modeste, elle reste toutefois importante quand

il s'agit de petits chèques. Or, il y a intérêt à multiplier l'emploi de ces sortes de chèques, comme en Angleterre. La suppression de tout droit de timbre sur le chèque de virement contribuerait puissamment, croyons-nous, à le lancer et à le généraliser. D'autant qu'alors, les banques, dans l'intérêt même de leurs clients, pourraient leur délivrer d'office des chèques de virement tout préparés, au lieu de leur délivrer, comme elles le font aujourd'hui, des chèques ordinaires. On ne ferait ainsi que suivre l'exemple des grandes banques anglaises qui, déjà, remettent à leurs clients des chèques barrés, et non des chèques ouverts, à moins qu'ils n'en réclament expressément.

Ce serait certes se bercer d'illusions de croire que des moyens techniques puissent renverser les courants qui contrarient actuellement la multiplication et surtout le gonflement des comptes en banques. Ils peuvent cependant avoir une certaine influence. L'institution du chèque de virement, son exemption de tout impôt, sa délivrance d'office par les banques à leurs clients, sauf volonté contraire de ceux-ci, stimuleraient mécaniquement, si l'on peut dire, les virements et les compensations. Par la force même des choses, le public apprendrait à se servir du chèque, c'est-à-dire à ne jamais l'encaisser.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur
de l'Académie de Paris :
ROUSSY.

Vu :

Le Président de la thèse :
Edouard DOLLEANS.

Vu :

Le Doyen :
G. RIPERT.

Bibliographie

- AFTALION. — *Monnaie, Prix et Change*. 4^e tirage, Paris, 1937.
- BAUDIN. — *La Monnaie et la Formation des prix*. Paris, 1937.
- BAYALOVITCH LIOUBOMIR. — *Le Droit international du change*. Paris, 1935.
- BELLOM. — *Le Chèque moderne*. — *Le Génie civil*. 13 octobre 1909.
- BONNET. — *La Domiciliation pour paiement en matière de chèque*. Poitiers, 1924.
- BORDUGE. — *Le Statut du chèque barré dans le droit anglo-américain et dans les conventions de Genève*. Paris, 1938.
- BOUTERON. — *Le Chèque. Théorie et Pratique*. Paris, 1924. *Le Statut international du chèque*. Paris, 1934.
- BRANNAN, CHAFFEE, BEUTEL. — *The negotiable instruments law annotated*. 15^e édit. Cincinnati, Anderson, 1932. .
- CHALMERS. — *A digest of the law of Bills of Exchange. Promissory notes, cheques*. 9^e édit. London, 1927.
- CHALMERS. — *Bills of Exchange*. 4^e édition, London, 1927.
- DOLLÉANS (Edouard). — *La Monnaie et les Prix*. Paris, 1905.
- EGNELL. — *Le Chèque et la loi du lieu de paiement*. Paris, 1935.
- ESCARRA. — *Principes de Droit commercial*, t. VI. Paris, 1936.
- GIDE (Charles). — *Cours d'Economie politique*. 3^e édit., Paris, 1913, et 10^e édit., L. I, Paris, 1930.
- HAMBURGER, MARX, GARFUNKEL, PSALTIS. — *La Convention de Genève sur l'unification du droit de chèque. — Tableau des ratifications et des réserves adoptées par chaque Etat signataire*. Paris, 1937.
- HAMEL. — *Le nouveau régime du chèque en France*. Paris, 1936.
- JAMES (E.). — *De l'adoption d'une monnaie de compte internationale*. Paris, 1922.
- LAWRENCE. — *Stabilization of prices*. New-York, 1928.
- LESCURE (J.). — *La Baisse des prix et ses problèmes*. 1921, Paris.
- LUZZATTI. — *Le Chèque postal international*. 1918.

- NIBOYET. — *Traité de droit international privé français*. Tome I, Paris, 1938.
- NOGARO. — *La Monnaie et les Phénomènes monétaires contemporains*. Paris, 1935.
- OUALID (W.). — *Leçons sur la monnaie et les problèmes monétaires*. Paris, 1927.
- PEUQUET. — *De l'unification du droit en matière de chèque*. Paris, 1927.
- PICOT (Charles-Georges). — *Revue politique et parlementaire*. 10 juin 1916.
- PIROU. — *La Monnaie française depuis la guerre de 1914*. Paris, 1936.
- RIST. — *Histoire des doctrines relatives au Crédit et à la Monnaie, depuis John Law jusqu'à nos jours*. Paris, 1938.
- ROLLAND. — *Revue de science et de législation financière*. 1918, n° 1.
- SMITH. — *De la richesse des nations*. Ed. Edwin Connan, 1904.
- WEI-TAO-MING. — *Le Chèque en Chine*. Paris, 1925.
- **
- Publication de la Société des Nations*. — C. 294. M. 137, 1931, II B.
— C. I. L. C. 61, 1931, t. II. — A. G. a 1938, Annexe IV. — Genève, 1^{er} sept 1938
- Deuxième Conférence de La Haye*. — Actes I et II, La Haye, 1912.
- Décret-loi* du 30 octobre 1935.
- Décret* du 24 mai 1938.
- MONITEUR*. — 24 février 1865 et mai 1865.
- JOURNAL OFFICIEL*. — 10 juillet 1916, 25 nov. 1938.
- The negotiable instruments law*. — Art. 323 à 325.
- Conseil Fédéral suisse*. — Message 2284, du 21 février 1928. — Add. 2284, du 12 février 1932.
- Propositions de lois*. — Fould, Guy de Montjou, n° 5785, du 14 mars 1923 et 5.810, du 16 mars 1923.
- Proposition de loi*. — Antony Ratier, *J. O.*, 10 décembre 1911.

Table des matières

INTRODUCTION

Les diverses variétés de chèques : ordinaires, barrés, certifiés, de virement. — Impossibilité d'en donner une définition. — Avantages de la certification, du barrement et, spécialement, de la mention « à porter en compte ». — Plan de l'étude	1
--	---

PREMIERE PARTIE

LE CHEQUE DE VIREMENT AUX CONFERENCES D'UNIFICATION DU DROIT EN MATIERE DE CHANGE

CHAPITRE I^{er}

LE CHEQUE DE VIREMENT DEVANT LA CONFERENCE DE LA HAYE EN 1912

Position de l'Allemagne, de la France, de l'Autriche, de la Suisse, de la Hongrie, de la Russie. — Exposé des résolutions adoptées	17
--	----

CHAPITRE II

LE CHEQUE DE VIREMENT DEVANT LE COMITE DES EXPERTS JURISTES (1927-1928)

Suggestions des experts juristes, tendant à la substitution du chèque barré au chèque de virement. — Protestations de certains pays : Allemagne, Autriche, Hongrie, Lettonie, Pologne, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie. — Adhésion de divers autres pays : Belgique, France, Japon. — Propositions des Etats scandinaves et de la Roumanie : leur intérêt	22
--	----

CHAPITRE III

*LE CHEQUE DE VIREMENT A LA CONFERENCE
DE GENEVE DE 1931*

Le chèque de virement et le chèque barré sont mis sur le même plan. Possibilité pour chaque Etat de prohiber l'un ou l'autre de ces chèques dans son droit interne. Solution admise dans ce cas pour les chèques venant de l'extérieur. — Appréciation critique. Aperçu des discussions qui aboutirent à ce système. Pays qui ont ratifié les conventions de Genève. Conflits de lois. Suggestions 24

DEUXIEME PARTIE

**LE CHEQUE DE VIREMENT DANS LES LEGISLATIONS
DES DIVERS PAYS DU MONDE**

CHAPITRE I^{er}

*PAYS QUI ONT RATIFIE LA CONVENTION DE GENEVE
DU 19 MARS 1931*

Première section. — <i>Pays qui ont accepté le chèque de virement</i>	37
§ A. — <i>Allemagne</i> : Exposé de sa législation relativement au chèque de virement, avant et après les conventions de Genève	37
§ B. — <i>Autriche</i> : Sa situation avant et après les conventions de Genève : Perte de son indépendance	41
§ C. — <i>Dantzig</i> : Sa position en droit international public et en fait	42
§ D. — <i>Pologne</i> : Comparaison de la loi du 1 ^{er} janvier 1925 et du 28 avril 1936	42
§ E. — <i>Suisse</i> : Etude détaillée de sa législation en matière de chèques de virement : Réserves et additions aux Conventions de Genève. — Observations d'ordre général sur les préférences des divers groupements et des divers pays	43

Deuxième section. — <i>Pays qui n'ont pas adopté le chèque de virement</i>	47
§ A. — <i>Pays Nordiques</i> . — Loi norvégienne du 27 mai 1932. Loi finlandaise du 14 juillet 1932. Loi danoise du 27 juillet 1932. Loi suédoise du 13 mai 1932	47
§ B. — <i>France</i> . — <i>Pas de réglementation légale du chèque de virement</i>	47
§ C. — <i>Grèce</i> . — Procédure particulière de mise en application des conventions de Genève : Pas de disposition sur le chèque de de compensation : loi du 23 décembre 1933.	48
§ D. — <i>Italie</i> . — Position spéciale de ce pays : décret royal du 21 décembre 1933	48
§ E. — <i>Japon</i> . — Loi du 29 juillet 1933.	49
§ F. — <i>Monaco</i> . — Promulgation des conventions de Genève relativement à la loi unifiée, le 15 février 1933	49
§ G. — <i>Pays-Bas</i> . — Insertion dans le Code de commerce des dispositions de Genève, mais avec des réserves	50
§ H. — <i>Portugal</i> . — Théoriquement, le chèque de compensation et le chèque barré sont sur le même plan, mais, pratiquement, le chèque barré circule presque seul	50

CHAPITRE II

PAYS QUI ONT SIGNE LES CONVENTIONS DE GENEVE MAIS NE LES ONT PAS ENCORE RATIFIEES

§ A. <i>Belgique</i> . — Loi du 31 mai 1919. Coexistence du chèque de compensation et du chèque barré : aucune difficulté n'en résulte.	51
§ B. — <i>Espagne</i> . — Même situation, semble-t-il, qu'en Belgique	52
§ C. — <i>Hongrie</i> . — Le chèque de virement est seul l'objet d'une réglementation légale ..	52
§ D. — <i>Roumanie</i> . — Loi du 1 ^{er} mai 1934 : Pas de disposition sur le chèque de compensation ni sur le chèque barré	52

§ E. — <i>Tchécoslovaquie</i> . — Même législation que dans l'ex-Autriche. Préférence pour le chèque de virement. Perte de son indépendance	53
§ F. — <i>Yougoslavie</i> . — Même situation qu'en Tchécoslovaquie	53
§ G. — <i>Turquie</i> . — Coexistence des deux variétés de chèques	53

CHAPITRE III

PAYS N'AYANT PAS SIGNE LES CONVENTIONS DE GENEVE DE 1931, MAIS QUI PEUVENT Y ADHERER

Considérations générales	55
§ A. — <i>Argentine</i> . — Particularités du chèque de virement dans ce pays	55
§ B. — <i>Brésil</i> . — Législation voisine de celle de l'Argentine	55
§ C. — <i>Chili</i> . — Ce pays ignore le chèque de virement	56
§ D. — <i>Chine</i> . — Pas de réglementation du chèque de compensation	56
§ E. — <i>Colombie</i> . — Loi du 19 juillet 1923 : Préférences pour le chèque certifié	56
§ F. — <i>Costa-Rica</i> . — Adoption de la législation anglaise	56
§ G. — <i>Honduras</i> . — Même situation	57
§ H. — <i>Lettonie</i> . — Loi du 19 mars 1921. Réglementation du chèque « à porter en compte »	57
§ I. — <i>Paraguay</i> . — Connaît le chèque de virement	57
§ J. — <i>Pérou</i> . — Ne paraît pratiquer que le chèque ordinaire	57
§ K. — <i>Siam</i> . — Législation copiée sur celle de l'Angleterre	57
§ L. — <i>Uruguay</i> . — Législation copiée sur celle de l'Angleterre	58
§ M. — <i>Vénézuëla</i> . — Même situation qu'au Pérou	59

CHAPITRE IV

ENSEIGNEMENT QUI SE DEGAGE DE CE TABLEAU
DES DIVERSES LEGISLATIONS

Rayonnement plus vaste du chèque barré, par suite de la prépondérance économique de l'Angleterre et des Etats-Unis. — Diffusion du chèque de virement dans les pays principalement en relation d'affaires avec l'Allemagne. — Coexistence de ces deux variétés de chèques dans un certain nombre de pays 59

TROISIEME PARTIE

**PAYS CONSIDERABLES DONT LA LEGISLATION IGNORE
LE CHEQUE DE VIREMENT :**
ANGLETERRE, ETATS-UNIS, FRANCE, ITALIE
Classement de ces pays

CHAPITRE I^{er}

LA SITUATION EN ANGLETERRE ET AUX ETATS-UNIS

Première section. — *Angleterre.*

Exposé sommaire de la situation : Prédominance des chèques barrés. — Clause « not negociable ». — Dans ce pays, tous les chèques aboutissent en fait à des compensations. — Proportion des règlements sans monnaie. — Clause « account payee ». — Examen détaillé 65

Deuxième section. — *Etats-Unis d'Amérique.*

La législation américaine ne connaît que le chèque ordinaire et le chèque certifié, mais, en pratique, le chèque barré fonctionne. Même ambiance qu'en Angleterre 73

CHAPITRE II

LA SITUATION EN FRANCE ET EN ITALIE

Première section. — *France.*

Le chèque de virement peut-il être tenu pour valable ? — Tentatives en vue de l'introduire. Bellom, Fould, Guy de Montjou. — Raisons de leur échec. 75

Deuxième section. — *Italie.*

Position de ce pays à la Conférence de Genève de 1931. — Ses motifs	79
---	----

QUATRIÈME PARTIE

LES SUCCEDANES DU CHEQUE DE VIREMENT

Absence à peu près complète de ces succédanés en Angleterre
Multiplcité en France

CHAPITRE I^{er}

LE CHEQUE POSTAL

Historique sommaire de ce chèque à l'étranger et en France. — Possibilités quasi illimitées	85
Première section. — <i>Le chèque postal sur le plan national.</i> Est-ce un véritable chèque ? C'est en tout cas un magnifique instrument de compensation. — Statisti- ques. — Perspectives d'avenir	86
Deuxième section. — <i>Le chèque postal sur le plan interna- tional.</i> Ses formes. — Notions sur son développement : Raisons. — Difficultés actuelles dues principalement au contrôle des changes	90

CHAPITRE II

LES AUTRES SUCCEDANES DU CHEQUE DE VIREMENT

Première section. — <i>La domiciliation des chèques, spécia- lement des chèques barrés.</i> Loi du 26 janvier 1917. — Exposé des motifs. — Conditions de la domiciliation. — Avantages	94
Deuxième section. — <i>Règlement des lettres de change par chèques.</i> Exposé sommaire de la loi du 28 août 1924. — Ses résultats	97

Troisième section. — *Les mandats rouges de la Banque de France.*

Les problèmes que pose cette institution. — Peut-on les assimiler aux chèques de compensation ? — Sont-ils légaux ? 98

CINQUIEME PARTIE

LES VIREMENTS ET COMPENSATIONS NECESSITENT UNE CERTAINE AMBIANCE. — LA SITUATION DE LA FRANCE

CHAPITRE I^{er}

DE L'AMBIANCE NECESSAIRE POUR QUE PUISSENT SE DEVELOPPER LES VIREMENTS ET LES COMPENSATIONS

Première section. — *Une bonne législation du chèque.*

Appréciations. — Critique de la législation française actuelle. — Comparaison avec la législation anglaise et avec la législation américaine 105

Deuxième section. — *Des comptes en banque généralisés.*

Examen de la situation en France par rapport à l'Angleterre et à l'Amérique, à diverses époques 107

Troisième section. — *Une population sachant se servir du chèque.*

Situation en France. — Comparaison avec l'Angleterre 110

CHAPITRE II

L'AMBIANCE NECESSAIRE AUX PAIEMENTS SANS MONNAIE N'EXISTE PAS EN FRANCE AU MEME DEGRE QU'EN ANGLETERRE

Première section. — *Avons-nous une bonne législation du chèque ?*

L'affirmative est parfaitement soutenable, surtout depuis les décrets de 1935 et de 1938 111

Deuxième section. — *Généralisation des comptes en banque.*

Importance modeste de ces comptes. — Il existe, à côté des banques, d'autres organes de thésaurisation collective ; les caisses d'épargne, par exemple 112

Troisième section. — *Les Français savent-ils se servir du chèque ?*

La réponse est, dans une large mesure, négative. 114

CHAPITRE III

*LES CAUSES DE L'ETAT DE CHOSES ACTUEL :
REMEDES PROPOSES*

<i>Généralités. — De quoi est faite cette ambiance</i>	115
Importance prédominante de la multiplication des comptes en banque. Raisons de leur peu d'ampleur; remèdes possibles	115
Première section. — <i>Amélioration de la législation du chèque.</i>	116
La certification	116
La clause de mise en compte	117
Deuxième section. — <i>Obstacles à la multiplication des comptes en banque : possibilité de les atténuer.</i>	117
§ A. — <i>Caisses privées trop importantes. —</i> Ces habitudes sont anciennes et difficiles à faire disparaître	118
§ B. — <i>Règlementation insuffisante des ban- ques. — Exemples de réglementation à l'étranger : Allemagne, Belgique, Etats- Unis, etc... — Exposé sommaire des princi- pales précautions prises : capital mini- mum ; Proportion des liquidités aux en- gagements ; Cantonnement des banques de dépôt dans les opérations à court terme ; Assurances et fonds de garantie. — Leçons à retenir</i>	119
§ C. — <i>Concurrence de certaines Caisses plus ou moins étatisées. — Certaines de ces Caisses sont d'excellents instruments de vi- rements et de compensations</i>	128
§ D. — <i>Crainte du fisc. — Agitation créée par le bordereau de coupons. — Notre système d'impôt ne permet pas de songer à désar- mer le fisc</i>	128
§ E. — <i>Confiance limitée dans la stabilité du franc. — Perspectives moins défavorables.</i>	130

SIXIEME PARTIE

**VALEUR COMPARATIVE DES REGLEMENTS
AVEC OU SANS MONNAIE**

**Présomptions en faveur des règlements sans monnaie
Plan de cette partie**

CHAPITRE I^{er}

*MESURE DANS LAQUELLE LE REMPLACEMENT
DE LA MONNAIE METALLIQUE PAR LA MONNAIE DE PAPIER
PEUT ETRE UTILE*

Première section. — *Par rapport aux particuliers.*

Prime des billets sur l'or : Dans quel cas 137

Prime de l'or sur les billets 137

Deuxième section. — *Par rapport aux gouvernements.*

Pour les gouvernements, les billets sont souvent
« la manne dans le désert ». — Inconvénients 138

Troisième section. — *Au point de vue de l'intérêt général.*

La création des monnaies de papier équivaut-elle
à une création de richesses ? — Opinions d'Adam
Smith. — Commentaires contradictoires de Charles
Gide et Charles Rist. — Observations de M. Edouard
Dolléans 139

CHAPITRE II

*MESURE DANS LAQUELLE LE REMPLACEMENT
DES BILLETS PAR DES JEUX D'ECRITURE PEUT ETRE UTILE*

Première section. — *Point de vue de l'intérêt des particuliers.*

Les avantages du chèque : Examen détaillé en ce
qui concerne le tireur, le tiré et le bénéficiaire 142

Deuxième section. — *Point de vue de l'intérêt des gouver-
nements.*

Les gouvernements espèrent que la diffusion du
chèque leur donnera des facilités auprès des banques
d'émission 146

Troisième section. — *Point de vue de l'intérêt général.*

Trois opinions sont soutenues : l'une met sur le même plan l'inflation par billets et l'inflation par inscription en compte ; une autre estime que l'inflation par crédits est plus dangereuse ; l'autre, enfin, croit qu'elle l'est moins. — Exposé de ces diverses opinions et examen critique

148

CONCLUSION

Considérations d'ensemble sur la situation actuelle et suggestions

165

BIBLIOGRAPHIE

171

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 22 MAI 1939
PAR LES PRESSES MODERNES
96, GALERIE BEAUJOLAIS — PALAIS-ROYAL
PARIS (1^{er})

